Vol. 6 • No. 44 • Du 15 au 21 Mai 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

UNE MARCHE MASSIVE TÉMOIGNE DE LA RÉSURRECTION DU MOUVEMENT LAVALAS



Wendel Polynice/Haïti Liberté

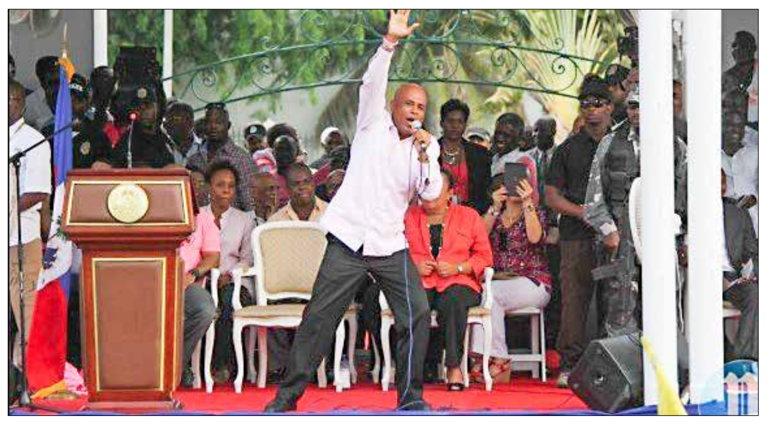
Voir page 4

Au Bel Air et en face de chez lui, l'ex-président Jean-Bertrand Aristide est sorti de sa voiture pour saluer l'énorme foule enthousiaste venue «l'accompagner».

14 MAI 2011- 14 MAI 2013 : DEUX ANS DE CATASTROPHIQUE POLITIQUE









Voir page 4

Martelly le pitre gesticulant comme un pantin désarticulé, harangue une foule traînée au Champ-de-Mars comme aux temps honnis de la satrapie duvaliériste, de force ou payée 1.000 gourdes ($24US) par tête de manifestant.

Yon ti kozman sou listwa drapo Ayisyen an!
Page 6

English
Page 9



Le tourisme dans l'impasse… Un pays à reconstruire et un tourisme à repenser
Page 8



Rendre le Mali aux Maliens !
Page 10



GUATEMALA : Rios Montt reconnu coupable de génocide
Page 17

Martelly et Aristide: deux camps se précisent

Par Berthony Dupont

On a peine à croire que l'absence de grands desseins politiques pour notre société semble nous conduire à un bricolage de circonstance dépassant allègrement l'incohérence pour flirter avec l'absurde. Ainsi donc, deux situations illustrent parfaitement l'un des aspects les plus édifiants mais certainement pas les moins surprenants du problème auquel fait face le pays. D'une part, la manifestation du 8 mai des masses populaires en solidarité avec l'ex-président Aristide. D'autre part, le bouillon ou bamboche de propagande populaire mis en place par Martelly au Champ-de-Mars pour contrecarrer la résurgence lavalassienne dans un effort de justifier un semblant de popularité ou de susciter une certaine confiance au sein de la population à l'occasion de son second anniversaire de prestation de serment.

Ce n'est pas le fruit du hasard si la réplique du 14 mai semble à s'y méprendre aux démonstrations d'antan des 22 mai duvaliéristes durant lesquelles les gens étaient arrachés à différents endroits, certains même payés puis parqués dans des camions comme du bétail pour venir acclamer ou applaudir contre leur gré un président fantoche, impopulaire et corrompu. N'est ce pas très significatif que Martelly, au cours de son adresse, pendant les festivités, ait demandé à la foule présente de crier : Martelly à vie ! En fait, c'est dire que les données n'ont pas changé sauf qu'elles ont plutôt empiré. Ainsi face à de telles bavures politiques, c'est avouer que malgré la misère croissante des masses, la bourgeoisie patripoche, hautaine, conquérante et irresponsable est loin d'être prête à désarmer.

En réalité, c'est ce que voulaient ardemment les forces occupantes depuis leur manœuvre de faire rentrer Jean-Claude Duvalier dans le pays : mettre face à face le secteur macoutique duvaliériste allié à la bourgeoisie patripoche représentée par Martelly et Lamothe, des corrompus détenteurs du pouvoir et de l'argent, et le secteur populaire représenté par Lavalas lié aux masses populaires mais encadrées jusqu'à un certain point par plusieurs individus opportunistes cherchant encore leur voie.

Martelly pourtant a, semble t-il, pris ses désirs pour des réalités. Il a poussé trop loin le cynisme à moins que ce ne soit de l'ignorance de sa part ; sinon il n'aurait pas pensé qu'avec une ambiance musicale, du «bouillon Vincent» et quelques milliers de gourdes, le peuple serait fin prêt à oublier sa souffrance au point de gagner les rangs du régime rose et blanc. Nous devons rappeler à Martelly que les temps ont changé et qu'on n'est plus dans les années 57 !

Cependant comme par manque de conviction idéologique, les deux secteurs politiques, représentés par Martelly et Lavalas n'ont pas su mener une bataille d'idées claires bien définies. Ils se rabattent à partager une même stratégie ou vision politique, celle de se rendre aux élections. En fait c'est une campagne électorale qui commence sans élections ; et sur ce point donc, il n'y a pas réellement de divergences fondamentales entre ces deux secteurs.

Mais, cette sourdine ne fait-elle pas l'affaire des puissances impérialistes qui occupent le pays ? Cette apparence de dynamique démocratique leur permet de bien gérer leurs menées et de fonctionner un peu mieux pour régner en maîtres. Vu qu'il n'y a pas pour le moment une lutte ouverte pour un vrai changement ; les forces en présence sont plus aptes à se réconcilier qu'à aiguiser leur contradiction.

A ce compte, nous disons clairement au secteur progressiste, que la vérité historique est toute différente. De ce fait, il nous faut mettre fin à cette opposition artificielle. Si Martelly, en fêtant sa deuxième année au pouvoir, a pu même arriver à se vanter publiquement, énumérer ses principales «réalisations» qui ne sont que des mensonges flagrants et éhontés, c'est grâce au manque de consistance pour ne pas dire l'inconséquence du secteur progressiste dans la lutte pour un changement de cap. Il n'a jamais eu un agenda systématique mis en place pour contrecarrer ce gouvernement qui travaille contre le peuple. Martelly a même osé déclarer « qu'une personnalité qui avait passé 10 ans au pouvoir sans curer ses canaux ne peut aujourd'hui faire état de ses préoccupations en ce qui a trait à l'insécurité alimentaire ». De qui parle t-il ? De Préval ou d'Aristide. C'est Préval seul qui a réalisé 10 ans au pouvoir. C'est peut être son complice que Martelly est en train d'égratigner. Jusqu'à présents, tous les mensonges du pouvoir sont passés pour des vérités, faute de les contrecarrer par des arguments valables.

Il nous faut rappeler à Martelly qu'Aristide n'a jamais fini aucun de ses mandats, qui ont été écourtés par des coups d'état sanglants dont il était l'un des acteurs de premier plan. Et ses mains sont encore maculées du sang du peuple.

Il semblerait aussi que le secteur lavalas soit plus prêt à faire un *potekole* avec les ennemis des masses populaires qu'à s'identifier à la lutte présente tournant autour d'une question d'intérêts et de lutte de classes dans laquelle se reconnaissent les catégories pauvres marginalisées, hier comme aujourd'hui chauffées à blanc pour se battre à visière levée sous la bannière d'un leadership aux idées clairement exprimées.

Le secteur progressiste doit être l'expression des intérêts des masses souffrantes, victimes et malades comme le pays de l'exploitation impérialiste en général, de l'enrichissement de certains cadres nationaux, en particulier, grâce à des moyens politiques. Il devrait donc par ce fait, lutter pour combattre l'ordre capitaliste des choses aux fins d'instaurer une société sans exploitation grâce à l'étape nécessaire d'une révolution démocratique et populaire.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

Aristide : la hantise des réactionnaires

Par J. Fatal Piard

«Reyaksyonè soudevlope yo sa pi danjere
Lè enterè yo menase se yo ki toujou rele
Tout fòs entèvansyonis yo pou pèp ki soulve»

Manno Chalmay

Depuis des lustres, l'humanité a toujours manifesté une appréhension abyssale pour les épidémies et autres maladies à haute capacité de destruction massive. Toutes sortes de scientistes ont cependant mis leurs connaissances en commun pour inventer toutes sortes de vaccins et autres médicaments susceptibles de freiner leur marche inexorable. Il est une plaie pire que le VIH ? Sida, pire que la peste, pire que le choléra, pire que le Sras. C'est un type de cancer difficile à déceler. Elle a pour nom HYPOCHRISIE.

L'HYPOCHRISIE est une arme aussi vieille que le monde. Toutes les élites s'en sont servies soit pour détruire les masses populaires ou pour anéantir d'autres civilisations. Ajoutée aux autres armes de guerre l'hypocrisie est à la base des pires catastrophes que l'humanité a eu le malheur de connaître. En plein 21ème siècle l'HYPOCHRISIE reste et demeure le meilleur atout de ces élites irresponsables, soit pour aliéner les naïfs soit pour chosifier la grande majorité.

Un vieil adage stipule que seuls Dieu et les imbéciles ne sont jamais sujets à la moindre modification dans leur comportement et dans leur attitude. Nous pensons qu'à partir de l'événement mémorable du mercredi 8 mai dernier, il conviendra d'ajouter une autre catégorie de gens qui ne changeront jamais au grand jamais. Ce sont les élites haïtiennes et même les pseudos élites. S'amusant à nier l'évidence, ils préfèrent s'enfermer dans leur bulle d'illusion au lieu d'atterrir pour vivre la réalité quotidienne ambiante.

Nous voulons insinuer par là les petits bourgeois réactionnaires en Haïti, puisque l'attitude émétique d'un Daly Valet, d'un Sauveur Pierre Etienne pour compenser leurs remords acides suite au soutien inconditionnel des masses populaires au Président Aristide, vient de désapprouver largement cette thèse faisant croire que seuls Dieu et les Nigauds ne changent pas. C'est le moment d'ajouter que les réactionnaires sous- développés logés à leurs nouvelles enseignes de GNB eux ne changeront jamais au grand jamais.

Ainsi, ce soutien inconditionnel des exclus historiques à leur leader le Président Jean Bertrand Aristide a déclenché une crise de tension artérielle chez ces petits bourgeois réactionnaires dont la mission consiste essentiellement à déverser des tonnes de venin sur tout leader authentique qui se veut proche des laissés pour compte. Si l'année 2013 n'avait encore donné lieu à aucun événement majeur, « l'invitation » du Président Aristide à se présenter par devant le juge d'instruction le mercredi 8 mai dernier en fut un.

Et fort probablement ce sera le seul et unique événement notoire de cette année. Car, il ne saurait en avoir de meilleur. Ce qui nous intéresse à travers ces réflexions ce n'est pas l'événement en lui-même. C'est surtout cette manifestation spontanée de cosmophobie ou de massophobie (peur bleue des masses populaires) à laquelle se sont adonnés de minables garnements de la faune de ces petits bourgeois génétiquement modifiés de la trempe de Sauveur Pierre Etienne ou d'un Daly Valet et consorts.

Avant d'aller plus loin, faisons tout pour ressusciter l'immortel Sigmund à qui nous saurions gré de nous aider dans cet exercice psychanalytique impossible. Lui, et lui seul dispose des réflexes et des compétences nécessaires pouvant lui permettre de descendre jusqu'aux fins fonds du subconscient de Daly, ce valet incontesté de la réaction locale et internationale pour nous expliquer son vil comportement de torpilleur invétéré de Lavalas.

Intervenant sur sa propre station de radio (RTI) mise sur pied à cette fin, Monsieur Valet, qui porte bien son nom avec son esprit de valet, n'a pu contenir sa haine des masses populaires. D'après ce qu'il a constaté le mercredi 8 mai dernier, il se croyait dans un songe ou un compte de fée. *Se vre !!! Vèkèlè !!!* S'amusant à nier l'évidence comme ça a toujours été le cas pour les salauds de son acabit, Monsieur Valet croyait pouvoir disposer de capacités de prestidigitateur lui permettant de gommer toutes réalités qui ne l'auraient pas plu. Autrement dit, Daly le Valet qui se complait dans son costume de détracteur ne s'est pas fait prier pour déclarer tout haut ce que ses patrons de contrebandiers, de trafiquants et autres mafias de tous bords se contentent de

Suite à la page (13)

Explosion d'essence à Grande Saline, 2 morts, 3 blessés graves

Par Jackson Rateau

Dans l'après-midi du dimanche 12 mai dernier, dans une localité du nom de Grande Saline, localité de Mariani, sud de la capitale, une violente explosion qui s'est produite à partir d'une réserve informelle d'essence, en fait, de la gazoline stockée dans des récipients en plastiques, a provoqué un violent incendie qui a ravagé la petite localité. N'était ce l'intervention immédiate des sapeurs pompiers, tout le quartier de Grande Saline aurait volé en fumée.

Deux enfants dont un nourrisson de 9 mois, Stevenson Dimanche et Alvensky Pously, 3 ans, ont péri dans le désastre. Ce dernier, se servant des tactiques dues à l'activation de son instinct, a tenté de se sauver en se refugiant dans une latrine.

Selon ce qu'ont témoigné les riverains, une détaillante de gazoline du nom de Phanante Samy, peut être une proche ou la gardienne des 2 enfants calcinés, se hâtait pour aller vendre de l'essence à un motocycliste, alors qu'elle était en train de cuisiner. Ainsi, s'est produite l'explosion à cause, très certainement, de la proximité du feu avec les récipients d'essence, qui se trouvaient dans la petite maison.

L'on peut quand même imaginer le redoutable danger que représente la gazoline stockée dans des récipients en plastiques, près d'un feu allumé et des enfants en bas âges endormis, le tout dans une seule petite chambre utilisée comme cuisine, entrepôt d'essence et de dortoir.

Phanante Samy, détaillante de la gazoline et du diesel, la propriétaire du négoce, son mari ainsi que le chauffeur de taxi-moto, les 3 sont grièvement blessés et sont actuellement dans un état critique. Ils ont été transportés d'urgence dans un centre hospitalier de la capitale où ils reçoivent des soins.

Selon les autorités policières et judiciaires de la commune de Carrefour, Phanante Samy étant une récidiviste en la matière, était précédemment l'objet d'un mandat d'arrêt pour ce commerce informel et dangereux (vente en détail de la gazoline et du diesel) qu'elle tenait dans une seule et même petite maison servant de chambre à coucher, de cuisine et de stockage d'essence. Mais disons aussi quand même qu'elle se débrouille comme elle peut lorsqu'elle est abandonnée par un chef d'état prédateur.

Par ailleurs, parallèlement à la mort tragique de ces deux pauvres enfants, un rapport annuel de l'organisation « Save the Children », concernant la mortalité maternelle dans le monde, publié le 7 mai dernier souligne : Haïti se détache pour être le pire milieu de la région des Caraïbes et de l'Amérique Latine ou même du monde pour qu'une femme donne la vie aux enfants. Le rapport titré « Situation des mères dans le monde » a démontré qu'en Haïti, une mère sur 83 meurt en donnant naissance à un enfant.

Selon le rapport mondial de l'organisation, Haïti est le 7e pays au monde ayant reçu le plus d'aides pour le programme de diminution de mortalité maternelle. Elle est, cependant, classée dans le rapport annuel de mortalité maternelle, 164e après les Etats Unis, 30e, Cuba, 33e, l'Argentine, 36e, Costa-Rica, 41e, le Mexique, 49e, le Chili, 51e, etc.

Remarquons que ce rapport est dominé par la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Islande et les Pays-Bas qui occupent les meilleures positions dans le tableau, sans toutefois préciser leur position exacte. Ils ont affiché les taux les plus bas de mortalité maternelle. Néanmoins, le Niger et la République du Congo qui sont successivement 175e et 176e ont tous deux occupé les dernières et pires places dans ce rapport annuel 2013 de l'organisation Save the Children.

« La MINUSTAH doit cesser de créer des organisations sociales en Haïti» dénoncent des organisations paysannes

Par Ernest Saintilus



« Il ne revient pas à la force multinationale de former des organisations chez-nous » l'unique but de la MINUSTAH, en créant ces « fausses organisations » est d'affaiblir celles qui existent déjà sur le terrain et qui soutiennent les vraies revendications de la population.

Certains leaders d'organisations paysannes évoluant dans le grand nord ont dénoncé le fait pour la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti de créer des organisations dites « sociales » dans toutes les régions du pays.

La coordonnatrice nationale du Mouvman Peyizan Nasyonal Kongrè Papay (MPNKP), Rose Edith Raymonville Germain se montre indignée de constater que la mission onusienne ne fait que mettre sur pied à longueur de journée ces genres de structures sur le territoire national.

« Il ne revient pas à la force multinationale de former des organisations chez-nous » a-t-elle-martelé expliquant que l'unique but de la MINUSTAH, en créant ces « fausses organisations » est d'affaiblir celles qui existent déjà sur le terrain et qui soutiennent les vraies revendications de la population.

Pour sa part, Doudou Pierre Festile, coordonnateur National du Réseau National Haïtien pour la Souveraineté et la Sécurité Alimentaire (RENASSA) assimile cette démarche de la mission onusienne en Haïti à un plan visant à mieux asseoir « L'occupation ».

« Le peuple haïtien ne veut plus de l'occupation, mais il veut vivre souverainement » a dit Doudou Pierre s'exprimant ainsi sous l'applaudissement de l'assistance.

Près d'une centaine de leaders d'organisations paysannes ont exprimé cette préoccupation lors d'une conférence de presse donnée le week-end écoulé en marge de l'assemblée générale d'une plateforme d'organisation dénommée JE NAN JE, au local du Mouvement des Paysans de l'Acul du Nord, à Camp-Louise

Ces gens ont résolu de faire valoir ce point de vue par divers moyens dont : signature de pétitions, sit-in, conférences de presse et manifestations de rues.

A Saint-Raphaël, les cultivateurs crient au secours…

Par Patrix Sainjusma

Des habitants de Logalite, une habitation de la section communale de Bouyaha, sont en butte à d'énormes difficultés pour mener leurs activités agricoles.

Le riz, principale denrée cultivée dans cette commune, est en passe d'être abandonné plus spécifiquement dans cette zone en raison de l'absence d'eau dans les canaux d'irrigation. « Des sédiments regorgent les canaux et diminuent le débit de l'eau » se plaignent des cultivateurs, lors d'un sit-in tenu le mercredi 8 mai 2013 écoulé dans le but d'informer la presse de cet état de fait.

Cette situation est vieille de plusieurs années et elle n'est pas sans conséquences sur la vie socio-économique des gens, ont-ils raconté.

D'après les protestataires, les autorités restent sourdes à leurs cris de détresse.

Le ministère de l'agriculture n'a-t-il pas d'argent disponible pour financer des travaux de curage de ces canaux d'irrigation à Saint-Raphaël ou s'agit-il tout simplement d'un manque de volonté de sa part ? se questionnent ces personnes.

Frustrés, les cultivateurs appellent les autorités concernées à intervenir sans délai pour remédier à cette situation.

Suite à la déposition d'Aristide devant le juge d'instruction:

Une marche massive témoigne de la résurrection du Mouvement Lavalas



Trois fois Aristide est sorti de sa voiture pour saluer la foule – à l'extérieur de la barrière du palais de justice, au Bel Air, et en face de sa maison

Par Kim Ives

Bien plus de 10.000 personnes venant de tous les coins de la capitale d'Haïti sont sorties en foule, mercredi, pour manifester, tout le long du cortège de voitures qui transportaient l'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide en route vers son domicile, à Tabarre, après s'être présenté au palais de justice de Port-au-Prince, le 8 mai.

Des milliers d'autres s'étaient massés le long des trottoirs et sur les toits pour se réjouir du défilé, agitant des drapeaux et portant de petites photos d'Aristide accrochées à leurs cheveux, épinglées sur leurs vêtements, ou plantées dans leurs chapeaux.

Aristide, précédé de Maryse Narcisse, un leader du parti Fanmi Lavalas, passant à travers des journalistes, frayant leur chemin en jouant des coudes, est entré dans le palais de justice (l'ancien Hôtel Belle Époque) à exactement 9h00, l'heure de son rendez-vous pour témoigner devant le juge d'instruction Ivickel Dabrésil. Aristide en compagnie de Narcisse avait attendu à l'extérieur, pendant environ 45 minutes, dans une voiture garée près d'une porte dérobée du tribunal. C'était seulement la deuxième fois qu'Aristide avait quitté sa maison (et la première fois publiquement) depuis son retour en Haïti d'un exil de sept ans en Afrique, le 18 mars 2011, après le coup d'Etat du 29 février 2004 soutenu par Washington qui a coupé court à son deuxième gouvernement.

L'avocat Mario Joseph a dit qu'il était « *très satisfaits* » de la réception offerte par le juge Dabrésil enquêtant sur l'assassinat du journaliste de la radio Jean Dominique et de son gardien Jean-Claude Louissaint, ce pourquoi Aristide, l'un des nombreux Haïtiens de premier plan, ainsi que l'ancien président René Préval, ont été interviewés pour témoignage. Joseph a déclaré que la déposition d'une durée de trois heures a été très « *cordiale et détendue* ».

Mais beaucoup d'Haïtiens craignaient que la convocation d'Aristide – même si c'était seulement pour témoigner – ne soit un piège tendu par le Président Michel Martelly, l'ancien musicien konpa, le vulgaire «Sweet Micky», enthousiaste partisan des deux coups d›État contre Aristide en 1991 et 2004. « *Cette convocation d'Aristide est un acte politique télécommandé par le gouvernement Martelly, semblable aux poursuites judiciaires maintenant discréditées, intentées il y a de cela quelques mois par Ti Sony [un ancien résident de l'orphelinat Lafanmi Selavi ; il avait affirmé qu'Aristide l'avait "exploité" lui et d'autres orphelins] et certains qui avaient perdu de l'argent quand les banques de coopératives avaient fait faillite [tandis qu'Aristide était au pouvoir en 2002 et 2003]* ». C'est ce qu'a déclaré le sénateur au franc parler Moïse Jean-Charles. « *Les efforts précédents pour salir et détruire Aristide ont toujours échoué, alors cela explique maintenant, qu'ils essaient autrement*».

De nombreux commentateurs de radio haïtiens soulignent le report par le juge Dabrésil de la déposition d'Aristide initialement fixée au 24 avril comme la preuve d'une main politique dans la façon de procéder du juge. La déposition et le déferlement attendu anti-Martelly-pro-Aristide, auraient dû avoir lieu au cours du 5e Sommet de l'Association des États des Caraïbes (AEC) du 23 au 26 avril tenu à Pétionville, en présence de nombreux dirigeants régionaux.

En outre, le 7 mars, le site Défendre Haïti a rapporté que « *le conseiller présidentiel Guyler Delva a admis, plus tôt cette semaine, avoir donné une voiture au juge Ivekel Dabrésil; pour sa part, le sénateur John Joel Joseph a déclaré sur Radio Scoop FM le mercredi [30 avril] que l'administration avait acheté une maison en Floride pour le juge* ».

Une autre raison à l'énorme affluence populaire vient du fait que dans la soirée du 7 mai, le Directeur général de la Police nationale d'Haïti (PNH), Godson Orélus, a annoncé à la radio que la PNH n'avait reçu « *aucune correspondance (de leur part) annonçant la manifestation* », prévue par la loi, et donc que « *toute manifestation est formellement interdite* » le long du trajet entre la maison d›Aristide et le palais de justice. « *La police ne veut pas de manifestation* », a-t-il conclu, jetant ainsi un défi que le peuple haïtien a levé le lendemain matin.

Les dirigeants Lavalas, y compris Mme. Narcisse, ont répondu que la marche n'était pas une «*manifestation*» mais que le peuple haïtien se proposait seulement «*d'accompagner*» Aristide. De nombreux dirigeants Lavalas sont venus au palais de justice pour montrer leur solidarité, parmi eux les Sénateurs Moïse Jean-Charles, John Joël Joseph, Francky Excius, Jean Baptiste Bien-Aimé, le député Saurel Hyacinthe, l'ancien sénateur Gérard Louis Gilles, les ancien députés Jacques Mathelier, Lionel Etienne; l'ancien ministre de la Justice Calixte Delatour; les militants Farah Juste, Claudy Sidney, et Volcy Assad.

Environ une centaine de personnes avaient passé la nuit à veiller en face de la maison d'Aristide. A 6 heures du matin, des centaines d'autres les ont rejointes se massant sur les trottoirs en face de la demeure d'Aristide.

Mais c'est après l'audience que la foule a vraiment commencé à «*accompagner*» Aristide. En quittant le palais de justice, à midi, le trajet de retour d›Aristide s'est effectué pendant cinq heures de temps, avançant lentement à travers le centre de Port-au-Prince, le Champ de Mars, le bidonville du Belair perché au haut de la ville, Delmas 2, puis les routes à travers l'ancien aéroport militaire et finalement le long de l'aéroport international.

Outre les quelque 20 voitures qui ont suivi la jeep couleur argent d'Aristide, jeunes et vieux ont marché, fait du jogging, et couru, chantant, scandant des slogans, et riant. Le flot humain comprenait des gens à moto, à vélo, en fauteuils roulants, et occasionnellement quelques personnes traînant sur des béquilles.

Sur leur passage, les manifestants ont déchiré aussi les affiches roses de propagande gouvernementale accrochées aux lampadaires. Plusieurs affiches publicitaires prônant qu'« *Haïti avance avec le gouvernement Martelly / Lamothe* » ont été déchirées et dispersées en miettes sur le macadam tandis que véhicules et manifestants passaient dessus. (Laurent Lamothe un partenaire en affaires de Martelly de longue date est le Premier ministre d'Haïti.)

Suite à la page (17)

14 mai 2011- 14 mai 2013: deux ans de catastrophique politique



Le sénateur Francisco De La Cruz affirme que le bilan de M. Martelly n'est reluisant qu'en matière de propagande

Par Isabelle L.Papillon

Ce mardi 14 mai 2013 ramène le deuxième anniversaire de l'investiture du président Michel Joseph Martelly à la tête du pays. Ce deuxième anniversaire est marqué par des catastrophes sur le plan politique, économique et social. Cette situation de dégradation pousse des habitants des quartiers populeux à manifester dans les rues de la capitale pour dénoncer les dérives du pouvoir tètkale-kaletèt de Martelly-Lamothe.

Des centaines de personnes sont descendues dans les rues à l'appel du Mouvement de Liberté d'Egalité et de la Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF), du Parlement Populaire Haïtien et de l'Union Nationale des Normaliens d'Haïti (UNNOH) pour protester contre la présence du régime tètkale qui ne fait qu'augmenter la misère des masses populaires, la faim, le chômage. Les manifestants ont critiqué les dites priorités du pouvoir tètkale qui reposaient sur « 4 E » l'Education, l'Etat de droit, l'Emploi et l'Energie. Selon les protestataires, ces priorités restent toujours à l'oral. Chacune de ces organisations a donné des conférences de presse, lundi 13 mai 2013 pour faire le bilan du gouvernement. Le bilan du gouvernement est totalement négatif, selon les conférenciers.

« Durant ces deux ans, le président Michel Martelly a instrumentalisé toutes les institutions de l'Etat d'Haïti. C'est un véritable séisme politique qui a tout détruit sur son passage. Devant cette situation catastrophique, le Parlement Populaire croit que le moment est arrivé pour que le peuple haïtien se réveille afin de lutter contre le plan de la mort du pouvoir kaletèt qu'il exécute actuellement contre les masses populaires du pays. » C'est ce qu'a déclaré Roody Pierre-Paul, secrétaire général de cette organisation populaire dénommée Parlement Populaire Haïtien. Au moment où le gouvernement Martelly-Lamothe s'apprête à célébrer ses deux ans au pouvoir, des gens manifestent dans les rues. Partis devant le ministère des Affaires sociales et du Travail, les manifestants ont longé la rue Magny, la rue Capois pour se rendre devant la Faculté d'Ethnologie où ils ont organisé un concert de casseroles en cette circonstance. Ils ont également bloqué l'intersection des rues Saint-Honoré et Magloire Amboise avec des pneus enflammés pour protester contre les mauvaises conditions de vie de la population.

Le gouvernement de son côté a fait construire des stands devant le palais national et a fait venir des gens de partout du pays au Champ-de-Mars pour marquer cette date, alors qu'une telle activité n'a jamais eu lieu dans le passé. Le montant investi pour réaliser cette activité n'a pas été encore déclaré.

Des membres de l'opposition ont sévèrement critiqué le gouvernement qui, disent-ils continue de gaspiller les ressources de l'Etat dans des activités fantaisistes au lieu de résoudre les vrais problèmes de la population pendant la corruption a pris le pas sur le progrès.

Le sénateur Francisco De La Cruz affirme que le bilan de M. Martelly n'est reluisant qu'en matière de propagande.

Le parlementaire fait état de la détérioration des relations entre l`Exécutif et le Législatif durant les deux



Des centaines de personnes sont descendues dans les rues à l'appel du MOLEGHAF, du Parlement Populaire Haïtien et de l'Union Nationale des Normaliens d'Haïti (UNNOH) pour protester contre la présence du régime tètkale qui ne fait qu'augmenter la misère des masses populaires

premières années du mandat de Michel Martelly, à preuves l'arrestation illégale d`un député en fonction, Arnel Bélizaire et l`inflation qui ne cesse d`augmenter dans le pays.

« Je ne vois là aucun motif de satisfaction », a lancé le docteur De La Cruz qui fait également état de la corruption qui gangrène, selon lui, l`administration Martelly- Lamothe. Il affirme que, du train où vont les choses, rien ne garantit que le pays ne finisse par devenir un Etat émergent dans les 25 prochaines années.

Le responsable du Bureau des Avocats Internationaux (BAI), Me Mario Joseph estime lui aussi que le bilan de l`administration Martelly- Lamothe est négatif.

Le militant des droits humains qualifie le président Martelly de pourfendeur des libertés fondamentales notamment la liberté d`expression.

Les attaques contre la presse et les journalistes ont été nombreuses au cours des deux dernières années. On se rappelle l'assassinat du directeur de radio Boukman, Jean Liphete Nelson à Cité soleil, le 5 mars 2012 ; de Georges



L'avocat Mario Joseph

H Honorat du Journal Haïti Progrès, le 23 mars 2013 à Delmas 31.

Me Joseph a énuméré des cas où le chef de l`Etat et des membres de son entourage se sont violemment pris à des journalistes dans l`exercice de leurs professions ainsi que des actes arbitraires posés par l'Exécutif pour contrôler les autres pouvoirs.

Il a cité des manœuvres visant à manipuler le processus électoral.

2 ans après l`investiture de Michel Martelly, la situation des droits de l`homme dans le pays n`a nullement progressé, a dénoncé l'avocat.

La secrétaire générale du RDNP (Rassemblement des Démocrates Progressistes Haïtiens) Mirlande H. Manigat estime que le régime du président Martelly ne peut se réjouir d`avoir entamé le processus de redressement de la situation actuelle du pays au cours de ses 2 premières années de pouvoir.

L`ancienne candidate à la présidence, a dit remarquer que l`équipe au pouvoir n`applique aucun plan de développement car, selon elle, les problèmes fondamentaux du pays ne font que s`aggraver.

Plusieurs autres secteurs et personnalités ont dénoncé la corruption et les scandales à répétition dans lesquels des membres de l'équipe gouvernementale et des membres de la famille présidentielle sont accusés d'implications, qui ont gravement affecté l'image de l'équipe au pouvoir.

Ce mercredi 8 mai qui ébranla tout Port-au-Prince

Par Fanfan la Tulipe

Un proverbe haïtien assure que «si ou pa konn kriye, pa fè grimas». A peu près dans le même ordre d'idées, un autre proverbe haïtien recommande de ne : «pa kwoke makout ou kote bra w pa ka rive». Justement, les proverbes sont nés de la sagesse populaire pour prodiguer des conseils, porter les uns et les autres à bien réfléchir, mettre en garde les plus fougueux, les engager à mettre de l'eau dans leur vin et à bénéficier de l'expérience accumulée au fil des ans par des générations entières. Mais il arrive que trop souvent, on fait fi de ces maximes populaires et voilà que l'on se retrouve en mauvaise posture pour n'avoir pas été suffisamment sage.

Il y en a qui, oublieux de la sagesse de nos proverbes, aiment faire le grand panpan, se laisser aller à une shelbertude de mauvais aloi, retrousser leurs manches de chemise pour montrer leurs gros poignets, gonfler leur biceps politique, enfler leur triceps policier, dans l'idée malveillante, désobligeante, blessante, haineuse, baveuse, fielleuse, venimeuse, vipérine, de caponner, intimider, effaroucher, sinon terroriser la population. C'est ce qui est arrivé au directeur général de la Police nationale d'Haïti (PNH), M. Godson Aurélus, grand «faroucheur» devant l'Eternel et devant le pouvoir martellyste..

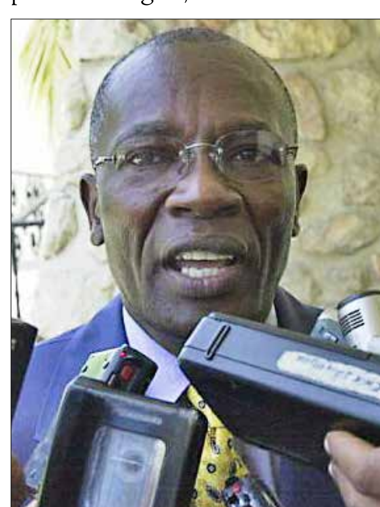
Godson (prénom anglais signifiant fils de Dieu) a été mal inspiré ou mal conseillé par le Grand Maître. En effet, le mardi 7 mai, au cours d'une rencontre avec la presse, la veille de la comparution de l'ex-président Aristide au Parquet de Port-au-Prince, devant le juge d'instruction Ivickel Dabrésil, Aurélus a fait sortir un communiqué musclé, de la rondeur de son biceps charnu de chef au bracelet rose. Il a prétendu que les lavalassiens n'auraient pas avisé la PNH de leur décision de manifester le 8 mai : «Ils ne nous ont rien dit (…) il n'y a aucune correspondance (de leur part) annonçant une manifestation » a avancé, menteusement, effrontément, grossièrement, maladroitement, insolemment, impudemment, impoliment, cyniquement, le Fils de Dieu, l'arracheur de dent, digne élève de son maître à mentir Michael Martelly.

Fort de la rondeur krepsolée de son biceps, Aurélus a cru bon d'ajouter une grosse dose d'arrogance caoutchoutée à l'insolence blême de sa menterie. A titre de chef de la police rose et blanc acoquinée au pouvoir, il a annoncé triomphalement et tout bonnement que «La police ne veut pas de manifestation», ce qui était déjà aller trop loin dans l'audace et l'impertinence. Jetant par-dessus bord toute décence démocratique, il a impertinemment conclu : « il est interdit formellement à l'organisation [Lavalas] de manifester sur tout le circuit qu'empruntera le 8 mai l'ancien chef d'État Jean Bertrand Aristide, de sa demeure à Tabarre au cabinet d'instruction du juge Yvickel Dabrézil, situé au local du parquet de Port-au-Prince». Comme «*on est risqué*» avec ces chevaliers de l'audace consommée !

Ce fut la goutte d'eau vinaigrée néo-macoute qui renversa le verre des partisans déjà énervés de l'ex-président Aristide. Des partisans en colère contre le pouvoir, contre Martelly à leurs yeux un *ti frekan*, contre Dabrézil à leur avis une marionnette *gwo frekan* manipulée par le pouvoir. Le sang dessalinien, rebelle, haïtien des lavalassiens ne fit qu'un tour dans leurs veines affolées. Le mercredi 8 mai, bravant l'impertinence de Godson, ils envahirent les rues de Port-au-Prince par milliers pour accompagner leur leader Jean Bertrand Aristide. N'ayant pas pu pleurer sur le sort du pouvoir et de l'opposition que la sortie en masse de la déferlante lavalas allait réduire à une peau de chagrin, Aurélus sortit un menaçant mais *ti zuit* communiqué qui ne fut qu'une *grimas*.



Manif anti-Martelly le 30 septembre 2012



L'ex-colonel Himmler Rébu

Pour Pierre Raymond Dumas du journal Le Nouvelliste, sûrement pas un pro-lavalas, cette sortie en puissance de *Fanmi an* est née d'« une convocation qui se transforme en apothéose, en une sorte de retour triomphal sur la scène politique : voilà l'ancien président Jean-Bertrand Aristide acclamé et accompagné par la foule de ses partisans tout au long de son parcours (du boulevard Harry Truman au boulevard du 15 octobre)». Jusqu'au vendredi 9, Jean Monard Métellus de Radio Caraïbe, pas un lavalassien lui non plus, à son émission *Intersection*, n'a pas manqué de faire ressortir l'impact de ce déploiement populaire de Lavalas qui selon lui «a ébranlé le pouvoir».

Jean Monard a vivement recommandé à Martelly de ne pas s'aventurer à vouloir donner «une réplique» à Aristide, le 14 mai, à l'occasion du deuxième anniversaire de sa prestation de serment. Il lui a rappelé sa tentative antérieure de «réplique» à une grosse manifestation le 30 septembre 2012 (21e anniversaire du coup d'état sanglant de 1991) «lorsque des dizaines de milliers de manifestants majoritairement des partisans de Fanmi Lavalas [avaient défilé] dans Cité Soleil pour protester contre la famille présidentielle et réclamer le départ de Michel Martelly à la tête du pays» (Tout Haiti, 30 septembre 2012).

Monard a rappelé que cette marche répliquante du *ti kòk gagè* du palais national, de l'aéroport au Champ-de-Mars, avait fini en queue de poisson, en bataille, chamaille déblosailles, et en graves zizanies entre les répliqueurs-marcheurs à qui l'on avait promis de l'argent (provenant du trésor public pour sûr) mais qui n'en reçurent même pas suffisamment pour s'acheter un *pate kòde*. Et Jean Monard d'ironiser : dire que si Martelly devait s'entêter jusqu'à vouloir donner une «réplique» à Aristide, sans doute en s'achetant des marcheurs, c'est bien dans les bases lavalas qu'il ira les recruter. Alors, Martelly, *si ou pa konn kriye, pa fè grimas*.

Sans le vouloir peut-être, Jean Monard a égratigné, au passage, les ténors de l'opposition en faisant allusion à leurs «réserves» en argent qui leur permettraient d'éventuelles ou potentielles mobilisations de rues style lavalas, le cas échéant. De toute façon, pour lui, ce mercredi 8 mai, ce n'est manifestement pas le fric qui a acheté cette avalasse de partisans. Il y a eu une manifestation spontanée de l'énorme popularité d'Aristide, la «principale force politique» sur le terrain selon Monard. Est-ce à dire que les «manifestations» GNBistes de 2002 à 2004 n'étaient pas soudoyées par de l'argent occulte ? A la manière des activités déstabilisatrices payées par le «laboratoire» au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, en Lybie, en Côte d'Ivoire ou en Syrie. Merci, Jean Monard, pour le tuyau. A bon entendeur salut.

Ce qui a été l'occasion pour le présentateur de *Intersection* de rappeler à Martelly : *si ou pa konn kriye, pa fè grimas*. Jean Monard signalait que ce peuple acclamant Aristide «est celui-là qui vote, non pas les élites». Alors, le pouvoir aura énormément de difficultés et serait vraiment sans gêne et sans honte si aux élections supposées se tenir à la fin de l'année les gagnants ne sortaient pas, majoritairement, des rangs de Lavalas. Monard a même dit que l'enthousiasme populaire manifesté à l'endroit d'Aristide n'était pas seulement le fait de Port-au-Prince, mais qu'il s'était aussi exprimé ailleurs, au Cap en particulier, «un des fiefs d'Aristide», au dire de Monard. Français parlé, français compris..

Plusieurs médias ont bien pris note de cet ébranlement politique que fut la journée du mercredi 8 mai. Un éditorial de Frantz Duval du journal Le Nouvelliste confirme le tremblement de terre politique du retour en force d'Aristide sur la scène : «L'administration Martelly-Lamothe commence-t-elle une partie différente de celles jouées jusqu'ici ? Ceux qui constituaient l'opposition à Martelly doivent se demander de quoi demain sera fait. La communauté internationale, en embuscade sur la route de nos luttes pour le pouvoir, révise déjà ses plans. Aristide est de retour. Encore. Il a été si souvent le cauchemar et le recours».

Au cours de l'émission *Ranmase* de ce samedi 11 mai, l'un des invités habituels, l'ex-colonel Himmler Rébu, l'ancien commandant du Corps répressif des Léopards, le «citoyen "engagé"de centre-droit», le *pakapala* des rencontres du samedi à Radio Caraïbe, a fait quelques commentaires assez pertinents relatifs au point de presse de l'ex-président Aristide, en sa résidence à Tabarre, après sa comparution au parquet et son «retour triomphal sur la scène politique» durant lequel le peuple lavalassien a «*transformé une journée ordinaire en une journée extraordinaire*». Rébu a cru voir un «programme politique» clairement énoncé par le leader lavalas durant sa prestation. Selon lui, Martelly «mal conseillé» par son entourage a fait une «erreur de stratégie politique» en facilitant à Aristide cette percée politico-popoulo-lavalassienne triomphale inattendue, et se trouve maintenant, sur le terrain électoral, face à un adversaire de taille, en l'occurrence Lavalas.

Assurément, notre ex-colonel au passé léopardin, répressif, carnassier de bête féroce jean-claudiste, assume que de vraies élections auront lieu à la fin de l'année. Rien n'est moins sûr. Rébu dit souvent sans même se gêner que le gouvernement de Martelly, *se gouvènman pa m* (quel aveu honteux!). Il doit être dans le secret des dieux pour savoir qu'il y aura vraiment des élections. Pourtant, les récents propos peu sibyllins de l'ambassadrice américaine, les louvoyances, manigances et ruses pintadantes de Martelly, les menées opaques d'un «laboratoire» ténébreux sans doute pris de court par la démonstration en force de Lavalas, ce mercredi 8 mai qui ébranla tout Port-au-Prince, permettent de soupçonner sinon même d'augurer que la fin de l'année sera assez chaude, chargée de surprises.

Qui vivra verra qui sont les acteurs politiques du moment *k ap fè grimas*.



Godson Aurélus, le policier aux biceps «krepsolés» rendant compte à son patron Michael Tèt Kale

8 Me 2013 : Lavalas la desann, GNBis yo sezi

Malgre gouvènman kaletèt Martelly-Lamothe la te voye chèf Lapolis la al entimide popilasyon an, plizyè santèn milye moun te brave danje, desann sou bisantnè a mèkredi 8 me 2013 la, pou yo t al akonpanye lidè yo a, Jean Bertrand Aristide. Jij enstriksyon an, Ivickel Dabrezil te envite prezidan Aristide nan kabinè l pou l tande l kòm temwen nan dosye sasinay Jean Léopold Dominique ak Jean Claude Louissaint. Pèp la te rete byen vijilan kont pèsekisyon politik sa a, alòske bandi ki te touye Jean L. Dominique yo ap mache libelibè nan peyi a e y ap koupe rache nan pouvwa tèt kale a. Rele prezidan Aristide sou dosye sa a devan yon jij, se yon ak politik, donk pèp la reponn pa yon lòt ak politik, lè yo te pran lari a anmas.

Li te bò 8tè eka, lè prezidan Aristide te rive nan palè jistis la, sou Bisantnè a, li te rete chita nan machin li anvan yo te fè l antre nan biwo jij la, ki te pase anviwon 3zèd tan ap poze l kesyon. Pandantan sa a foul la t ap


Ansyen prezidan Aristid ap antre nan Palè jistis la

gonfle epi chofe deyò detanzantan, kote Lapolis te bloke yo lwen baryè prensipal antre pale jistis la. Devan biwo jij la anndan palè la pa t genyen kote pou te pike zepeng. Jounalis yo t ap pran pozisyon pou yo pran foto ak son. Anpil militan, patizan, te akonpanye prezidan Aristide jis douvan papòt jij la.

Suite à la page (15)

Konferans pou laprès sou bilan 2 lane rejim Tètkale-kaletèt la nan peyi a

Nou menm nan MOLEGHAF konstate 14 me 2013 la fè egzakteman 2 lane depi kominote entènasyonal la te mete Michel Joseph Martelly ak ekip tèt kale kaletèt la nan tèt Ayiti. Nan kanpay li, Martelly te pwomèt anpil bagay tankou : chanjman, koupe fache (ripti) ak ansyen sistèm lan, 30 mil kay pou moun ki anba tant yo, yon tèwòs pou chak Ayisyen. Lè l fin monte sou pouvwa a li te di, priyorite pa li yo ap chita sou « 4 E » ki se : « Education, Emploi, Etat de droit ak Energie ». Nan koumansman ane 2013 la, li te vin ajoute yon lòt « E » ki se « Environnement ». Kit pwomès li te fè yo, kit priyorite li di li bay gouvènman li an, pa gen yonn li respekte.Se grangou k ap touye moun yo nan katye popilè yo, jan ansyen prezidan Aristide di li a, pèp la ap viv nan fènwa, koripsyon gaye nan tout administrasyon piblik la. Nou menm nan katye popilè yo, nou apiye ak tout fòs nou tout deklarason prezidan Aristide te fè yo, tout sa l te di yo se verite.

Depi ekip kaletèt sa a monte nan tèt peyi a, pèp ayisyen an konstate se eskandal sou eskandal k ap repete nan administrasyon piblik la, pandan lap retounen ak ansyen rejim divalyeris-makout la. Eskandal sou nasyonalite Martelly-Lamothe ak yon bann minis ak sekretè Deta. Lajistis deja arete plizyè manm pouvwa a nan zak kidnapin ak trafik dwòg, kote non pitit prezidan an, Olivier Martelly ap nonmen tou nan zak kidnapin. Eskandal kòripsyon eklate nan tout biwo Leta yo, kote malvèzasyon, gabji administrativ, gaspiyaj resous Leta ap taye banda. Pwòp kouzen Martelly Richard Auguste Morse ki te avèk li nan Palè nasyonal la ak minis Ekonomi ak Finans li a, Marie Carmelle Jean-Marie remèt demisyon l pou twòp kòripsyon k ap fèt nan administrasyon Martelly-Lamothe la.

Pèp la konstate ekip Martelly-Lamothe la gaspiye plizyè milyon dola vèt ak pèdiyèm 10, 15, 20 mil dola pou yo vwayaje plizyè fwa nan yon mwa e ki pa rapòte peyi a anyen. Gouvènman sa a siyen yon bann kontra tèt chat degre agre pou fè tizanmi li yo fè lajan sou do mas pèp la, yonn nan dènyè kontra sa yo, se kontra ki pou mete limyè ak panosolè yo nan lari a, kote chak poto



Manifestasyon MOLEGHAF jou 14 me 2013 la pou denonse gouvènman Martelly- Lamothe la

sa yo koute plis pase mil dola vèt.

Pandan gouvènman Martelly-Gagòt la ap gagòte lajan peyi a, mas pèp la nan katye popilè yo, ouvriye yo, peyizan yo, timachann yo ak tout lòt moun k ap bat dlo pou fè bè ap mouri grangou, yo pa ka peye lekòl pitit yo, yo pa ka jwenn laswenyaj, yo pa ka jwenn kay pou yo rete, yo toujou ap jemi anba tant, pèp la ap mouri anba kolera-MINISTA, gouvènman tètkale pa janm fè anyen, li pa janm di anyen, menm demann viktim yo li pa soutni devan LONI,sa vle di gouvènman sa a pap defann enterè pèp ayisyen an.

Nou menm nan mas pèp la, nou di « Viktwa sou do pèp la, pou boujwa, kont pèp la ». Nou di mas pèp la reveye l, kale je l, aprè 2 lane blòf mansonj ak tout kalte vye pwopagann pou fè moun dòmi, nou pa ka rete ap viv nan mizè woz sa a, nan fènwa, nan grangou. Si pwoblèm mas yo pa ka rezoud, revandikasyon klas travayè a pa ka satisfè nou dwe leve kanpe pou n di NON e mil fwa NON.

Nou dwe pase alaksyon. Nou pa dwe kite peyi a ap fè bak, twòp deriv, fòk nou bloke derive yo. Bilan pouvwa kaletèt Martelly-Gagòt la se yon katastwòf pou peyi a ak kominote entènasyonal la, ki te mete l nan tèt peyi a.

Edikasyon aloral la se zewo, Anplwa se zewo, Etadedwa a se zewo bare, Enèji zewo bare, anvironnman se zewo bare. Men nou konstate gouvènman an fè 10 sou 10 pou bagay tankou : kidnapin, kòripsyon, vwayaj, blòf, mansonj, blakawout, arestasyon abitrè, revokasyon ilegal, ensekirite, elt…

KOMEMORASYON 18 ME, FÈT DRAPO AYISYEN AN

Nan okazyon 210èm anivèsè kreyasyon drapo Ayisyen an, Konbit Ayisyen pou Kore Lakay (KAKOLA) ak Haïti Liberté ap envite tout moun ki enterese sèvi Ayiti nan yon fowòm sou konsekans pèdi souverènte genyen. N ap fè fowòm lan, samdi 18 me 2013 apati 6 zè apremidi, nan lokal Haïti Liberté a.

Nou pral reflechi ansanm sou:

- Sa kreyasyon drapo a vle di pou tout patriyòt Ayisyen
- Poukisa drapo a pa kapab flote alèz toutotan Ayiti Toma sou okipasyon
- Kisa patriyòt Ayisyen yo dwe fè pou Ayiti vin Libelibè ankò?

Vin fè tande vwa
Samdi 18 me 2013, 6 zè diswa
Nan lokal Haïti Liberté
1583 Albany Ave (kwen Glenwood Road)
Brooklyn, NY 11210

Antre Gratis!
Pou plis enfòmasyon rele (917) 251-6057, (718) 421-0162
Osnon e-mail konbitla@yahoo.com

Yon ti kozman sou listwa drapo Ayisyen an!

Listwa se gwo zam sou tout latè beni, pi tèrib pase zam biyolojik ki ka detwi moun pa bann ak pa pakèk, listwa se zam moun save oswa politisyen itilize pou fè byen oswa mal, yo itilize li tou pou dominen pibyen. Nan kad jefò n ap fè pou n konnen pi plis sou listwa nou antanke premye pèp nwa endepandan, nou blije chèche konprann aklè kèk kesyon k ap brase bil nou. Sa ki gen arewè ak kozman sa a sou drapo ayisyen an, nou pral chita anba tonèl pou n ka dekouvri verite sou


Drapo Desalin nan

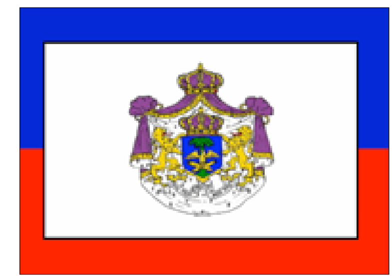
tanbou, pou n konnen piplis sou listwa drapo peyi a.

Pou n kòmanse, nou dwe raple piskèt kou sadin zannana kon pengwen Ayiti se youn nan kote sou latè ki konnen pi plis drapo nan listwa. Koze drapo dayè se pa ti koze pa bò isit. Se anplis yon siy vizib bout tèritwa a, men li konn tou ekspresyon ideyolojik kèk dirijan ; se ta sanble youn nan koz ki ta ka eksplike nou pase drapo pa bann ak pa pakèt konsa.

Si nou ta fè yon ti kout pye byen


Drapo Divalye a

lwen nan listwa bout tè sa a, yo rakonte nou moun ki t ap viv anvan 1492 yo pat ni moun po nwa, ni moun po wòz palpal, yo rele blan jounen jodi a, men pito se moun po koulè mamit wouye, kidonk moun po wouj, pèp sa a te rele Tayino, ki vle di pèp pezib. Lè Kristòf Kolon te debake sou zile a sou


Drapo Soulouk la

Mòl Sen Nikola, pou yon rezon oswa yon lòt li te rele zile a Ispanyola, li di se paske peyi a te sanble ak Espay, men sa ki parèt pi komik nan istwa sa a- li te

Suite à la page (14)

Popilasyon Kafoufèy la egzije arestasyon depite Rodriguez

Aprè asasina polisye Jean Richard Hertz Cayo jedi 2 me pase a nan zòn bò lakay li, nan katye Kafoufèy, ki chita nan zon Sidès kapital la ayisyen nan, popilasyon an te leve kanpe pou mande arete depite premyè sikonskripsyon Pòtoprens lan, Rodriguez Séjour, yo akize nan lanmò 2 polisye : Walky Calixte 27 avril 2012 ak Jean Richard H. Cayo. Nan menm dosye sa a, yon lòt polisye, Jevousaime Marcelin te manke mouri anba bal menm gwoup bandi legal sa yo, pwoch pouvwa a, k ap mache touye moun nan peyi a. Popilasyon an deja patisipe nan 3 manifestasyon epi dènye a te fèt vandredi 10 me a, kote jèn, timoun kou granmoun te avèk branch bwa nan men yo ap mande: arete Rodriguez, jistis pou Jeanjean. Si yo pa arete Rodriguez tout aktivite ap bloke nan Kafoufèy. Pap gen eleksyon nan Kafoufèy. Se bandi Rodriguez yo ki touye Jeanjean, fòk yo leve iminite l, arete l epi jije l pou tout zak li fè yo. »

Manifestan yo te bloke plizyè ri nan Kafoufèy ak wòch, kakas machin, kawoutchou ki t ap boule, machin pa t monte ni desann. Manifestan yo fè konnen yo pap kanpe ak mouvman an toutotan yo pa mete kòd nan bra Rodriguez ak tout akolit li yo.

Dosye sa a deja nan kabinè enstriksyon e se jij Jean Wilner Morin ki te rann yon òdonans kote li mande depite yo leve iminite 2 nan kòlèg yo : Rodriguez Séjour ak N'Zounaya Jean Baptiste Bellange ki ta patisipe nan sasinay polisye sa yo. Men dosye sa a ap trennen nan chanm depite a kote plizyè lòt eskandal deja eklate tankou : koripsyon, kadejak, enkonpentans elt…

Anpil moun ap poze tèt yo kes-


Depite premyè sikonskripsyon Pòtoprens lan, Rodriguez Séjour

yon pou mande eske depite yo ap leve iminite 2 kòlèg yo a. Paske majorite nan depite sa yo genyen yon gren zanno kay òfèv. Anpil moun nan popilasyon an pa konprann palmantè yo ditou, jan kèk bagay y ap fè, oblije pèp la kritike yo plis toujou, pèp la toujou di majorite depite yo se restavèk pouvwa egzekitif la, yo vann konsyans yo pou po patat, zafè soufrans mas pèp la pa enterese yo, Kolera-Minustah ap touye pèp la, yo pa janm fè anyen. Donk mas pèp la lage san defans anndan kou deyò peyi a. Nan sans sa a pèp la dwe reflechi anpil avan li chwazi moun ki pou al reprezante l, pou n sispann genyen kalte moun sa yo nan palman an.

Dossier Jean Dominique: La justice au service de la politique

Par Jose Clément

Treize années après, le dossier du double meurtre de Jean Dominique et de Jean-Claude Louissaint est toujours à son point de départ, malgré tout l'intérêt soulevé et le tapage fait autour de cet assassinat riche en rebondissements.



Le journaliste Jean Léopold Dominique

Jean Dominique, journaliste émérite qui a connu l'exil sous le régime de Jean-Claude Duvalier a été lâchement assassiné tôt dans la matinée du 3 avril 2000 sur la cour de sa station, Radio Haïti Inter, au moment où il s'apprêtait à investir l'immeuble de la radio. Le gardien, Jean-Claude Louissaint a connu le même sort parce qu'il pourrait se révéler un témoin encombrant.

Pas moins de dix juges et de Commissaires de gouvernement ont épluché le dossier de Jean Dominique en tout ou en partie. Plusieurs personnalités ont été déjà auditionnées, dont l'ancien président René Préval, un ex-sénateur de la République, Dany Toussaint et un ancien Premier Ministre, Yvon Neptune, le leader de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL), Sauveur Pierre Etienne. Au moins deux témoins clés ont trouvé la mort dans des circonstances très troublantes. L'un au cours d'une opération chirurgicale mineure à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti et l'autre dans un Centre carcéral à Petit-Goâve. Des documents importants sont disparus ou enfouis dans des décombres du Palais de Justice de Port-au-Prince qui logeait le Cabinet d'Instruction, lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Depuis lors, le dossier traine en longueur et prend une couleur politique au gré des conjonctures au point qu'il tend à devenir une affaire d'Etat. Ce crime crapuleux et non revendiqué jusqu'ici continue d'alimenter les esprits et de susciter des controverses dans le milieu. Tout est à refaire. Sinon, la justice doit repenser sa stratégie pour que ce crime ne soit plus une énigme. Justement, la justice avec ses faiblesses structurelles et l'état d'indigence des juges qui, pour la plupart, sont nommés par l'Exécutif sur la base de copinage ou parrainage, ne pourra pas résoudre ce problème et tant d'autres.

Jean Dominique, le journaliste-agronome

Revenu au pays en 1986 au lendemain du départ du dernier dictateur de l'ile, Jean-Claude Duvalier, Jean Dominique voulait contribuer au renforcement de la liberté d'expression et de la parole en cours. Sa station, Radio Haïti Inter, était à la pointe du combat démocratique pour l'avènement d'un Etat de droit assorti de justice sociale pour les plus faibles et les démunis. Il n'a pas marchandé son concours, en ce sens, pour faire avancer la lutte démocratique en offrant son micro aux laissés pour compte et aux marginalisés de toutes sortes.

Radio Hait a été au cœur du débat politique et idéologique post 1986. Avec une équipe dévouée et rompue à la bataille, elle s'est taillée une place de choix dans le paysage radiophonique haïtien en dénonçant des pratiques malsaines et malodorantes dans notre milieu. Jean Dominique a fait un choix de lutter contre les forces du statu quo. C'est pourquoi, il a été en maintes occasions la cible rageuse des "anti-changements " qui voient en lui un homme à abattre pour ses convictions.

En raison de son engagement démocratique, sa Station a été la cible de la mitraille, notamment la veille du 29 novembre 1987 programmée pour le déroulement des compétitions électorales par un CEP qui voulait garder son autonomie par rapport au pouvoir en place de l'époque. Jean Dominique encourageait la population à aller voter en masse en vue d'élire démocratiquement les représentants du peuple et du même coup donner une sorte de carton rouge au régime militaire, le Conseil National de Gouvernement (CNG) et ses alliés dirigé par le lieutenant-général, Henry Namphy.

Agronome de profession, Jean Dominique était un ami personnel et conseiller du président René Préval qui dirigeait le pays pour un second mandat de 2006 à 2011. Jean Do, pour les intimes, a su mener une bataille de front aux cotés des producteurs de clairin de Léogane concurrencés déloyalement par un alcool frelaté, l'éthanol. Il dénonçait aussi certains fonctionnaires de l'Etat, des parlementaires insouciants, des hommes et femmes de la classe politique et de la bourgeoisie d'affaires. Ses éditoriaux à travers son journal de 7 heures du matin qu'il présentait régulièrement en duo avec sa femme Michelle qui n'était pas avec lui le jour du drame, étaient perçus comme un baume matinal pour certains et très dérangeant pour l'ordre établi.

Il faut comprendre aussi que Jean Dominique a trouvé la mort sous le régime auquel il collaborait comme conseiller. Le pouvoir de René Préval était le sien également. Il était toujours dans le secret des dieux et relatait fort souvent des complots ourdis contre le pouvoir à l'époque. M. Préval ne pouvait plus retenir ses larmes, lors des funérailles du défunt.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la mise sur pied par le président Préval d'une commission spéciale chargée d'appuyer les enquêtes sur les assassinats de journalistes dirigée par Joseph Guyler Cius Delva. Le juge en charge du dossier à l'époque avait reçu les moyens matériels et le soutien nécessaire pour mener à bien cette tâche. Pourtant, le dossier n'a jamais progressé, donnant l'impression que le juge en charge se heurtait toujours à un obstacle difficile à surmonter et impossible à remonter la filière du crime.

Convocation versus audition sur fond de polémiques

L'audition de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide au Cabinet d'instruction par le juge Ivickel Dabrésil a finalement eu lieu le 8 mai. Rien n'a filtré de cette rencontre déroulée en présence du Dr. Maryse Narcisse, numéro I du parti, du sénateur Moise Jean-Charles et consorts. A priori, il pourrait s'agir d'un dossier judiciaire. Dans ce cas classique, la lumière devrait être faite sur n'importe quel acte d'assassinat et d'ailleurs personne ne serait

Suite à la page (15)

Assistanat, pauvreté et pouvoir en Haïti

Par Sandy Larose



Le film de Raoul Peck, Assistance Mortelle témoigne du côté sombre de ces aides « empoisonnées », sinon la « mauvaise foi » qui peut en résulter dans la façon d'apporter ces « assistances » à ces pauvres gens

Aujourd'hui l'assistanat devient un concept à la mode en Haïti. Ce terme passe-partout est utilisé péjorativement pour décrire un système de redistribution des richesses ou de solidarité, dont les effets pervers ruinent la fonction publique et le pays en général. Dans le cadre du paradigme de la modernisation, on se rend compte que les pays du Nord se ventent d'apporter de l'assistance ou de l'aide humanitaire au pays du Sud. Mais dans la réalité c'est archifaux : il n'y a pas d'aide. Il n'y a que de l'intérêt. Aussi, il faut faire fi de la notion de « pays ami » en relations internationales. Il n'y a que des pays qui cherchent leur intérêt (économique, géopolitique, historique etc.). Il faut être un fin-jouet pour pouvoir tirer son épingle du jeu. Le film de Raoul Peck, Assistance Mortelle témoigne du côté sombre de ces aides « empoisonnées », sinon la « mauvaise foi » qui peut en résulter dans la façon d'apporter ces « assistances » à ces pauvres gens.

Non… nous ne sommes pas pauvres !

Pauvreté sous-entend une situation dans laquelle un individu ou un pays se trouve dépourvu des ressources importantes. Quand nous parlons des ressources de base, nous faisons référence à la capacité de se nourrir, de se vêtir, d'avoir accès à un logement décent par exemple. Bref, la pauvreté survient dès que la population d'un pays se trouve confrontée à ces problèmes de base. Mais dans notre cas, il y a tout simplement une mauvaise répartition des richesses et des biens. Grégoire Eugène à travers son texte le Miracle Haïtien est possible nous rapporte que moins que 5% de la population détiennent 90% du revenu national – et seulement 10% de ce revenu sont redistribués pour plus de 95% de la population. Donc comment comprendre la situation de ce petit pays sans ces données importantes. Il faut aussi passer en revue, le paiement de la dette de l'indépendance (150.000.000 de Franc Or) à la France et la réduction de moitié des frais de douane. Sans oublier bien sûr en 1915, l'occupation américaine qui était une occasion pour les Etats-Unis d'atteindre trois grands objectifs : 1. nous humilier ; 2- affirmer leur hégémonie dans la zone et 3- surtout nous appauvrir davantage. Les historiens sont unanimes [à dire] que l'occupation américaine a fait plus de bien à la National City Bank qu'elle n'a fait aux conseillers financiers américains corrompus à cette époque. Elle a amplement contribué à nous mettre à genoux économiquement, socialement et politiquement au début du 20ème siècle.

Aujourd'hui on dispose de techniques scientifiques pour mesurer quantitativement la pauvreté dans les pays, mais jamais il n'est question de mesurer laquelle de toutes ces puissances nous a fait le plus de mal. Est-ce l'Espagne ou le Portugal pour avoir introduit l'esclavage ? Ou la France pour avoir été la plus grande bénéficiaire de ce système démoniaque ? Peut-être les Etats-Unis pour avoir volé les réserves d'or d'Haïti, et détruit ses campêches pendant l'occupation ? La génération d'aujourd'hui rétorquera pour dire que c'est la Minustha pour avoir introduit dans le pays le choléra et le phénomène de kidnapping.

Le Pouvoir pourquoi faire ?

On observe aussi une variation du concept de pouvoir en fonction du temps, de l'espace et également de l'auteur qui l'aborde. Pour les marxistes, le pouvoir, c'est la capacité d'une classe sociale de réaliser ses différents objectifs spécifiques. Un auteur comme Foucault croit que le pouvoir s'exerce en réseaux. Il y a plusieurs types de pouvoir qui varient selon les auteurs. Les leaders haïtiens sont réputés pour avoir trop aimé le pouvoir. Jamais le pouvoir ne serait aussi utile, s'il était utilisé pour le développement social, économique psychologique de la nation – c'est à dire à la construction d'un nationalisme éclairé. Il faut cesser d'utiliser le pouvoir pour détruire les siens, les plus appauvris et démunis.

Les concepts ne sont pas maîtres d'eux-mêmes, nous faisons d'eux ce que nous désirons comme acteurs sociaux en fonction des besoins sociaux, politiques. Mais, peu importe. Seule l'histoire jugera sans prendre en compte la définition des concepts… Tout ce qui importe pour l'histoire ce sont les actes des hommes dans le temps et pour les générations futures.

Pourquoi les Haïtiens de l'étranger doivent-ils voter aux prochaines élections?

Par Francklyn Geffrard

Il y a déjà longtemps que les haïtiens de l'étranger revendiquent leur droit de vote. C'est au niveau des communautés haïtiennes des Etats-Unis particulièrement que le mouvement a débuté. De plus en plus, cette revendication prend forme et s'étend à d'autres communautés. A travers cette demande, les haïtiens de l'étranger, communément appelés à tort « diaspora », se lancent dans une longue aventure. Toutefois, il existe de bonnes raisons pour que les haïtiens expatriés obtiennent leurs droits civils et politiques à travers un processus juridico-légal s'inscrivant dans la Constitution.

C'est un pari difficile. La voie est pavée d'embuches de toutes sortes. Les obstacles à surmonter en vue de concrétiser ce rêve sont multiples. Cependant, le plus important c'est que les haïtiens de l'étranger en sont conscients et savent qu'ils doivent se battre en permanence. On ne leur fera certainement pas de cadeau ni de faveur. Tout ceci doit nécessairement passer par une prise de conscience collective en tenant compte de l'état grabataire du pays et de l'indispensable contribution

Suite à la page (13)

Le tourisme dans l'impasse… Un pays à reconstruire et un tourisme à repenser

Par Sandy LAROSE

Le tourisme aujourd'hui demeure le mot passe-partout de nos hommes politiques, qui veulent faire de ce secteur leur cheval de bataille. Mais, il semble qu'ils sont en train de confondre vitesse et précipitation. Un chercheur en sciences du développement, sait pertinemment que le « tourisme » doit être le résultat ou le reflet d'un long effort de dynamisation d'une société. En d'autres mots, le tourisme est un aboutissement, et non un point de départ. Quand on veut le faire passer comme point de départ on peut sombrer sans le vouloir dans une démarche suicidaire, franchir la grande voie du développement cosmétique de la société. Nous sommes en 2013, et le pays n'a pas une seule salle de cinéma. Même pour notre sport-Roi, le football, on n'a pas un stade digne de recevoir un match international. La sélection est obligée de se déplacer pour jouer en territoire étranger et généralement aux Etats-Unis des matchs de la FIFA. Avant de penser pour les étrangers, il faut penser pour le peuple. Cela suppose de doter le pays d'infrastructures qui desserviraient d'abord la nation haïtienne.

Le secteur du tourisme est Identifié comme étant le 4ème secteur de croissance. Il est considéré comme une pierre angulaire de la nouvelle Haïti tant rêvée par tous. Mais bizarrement, ce secteur n'a pas une place de choix au Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP, 2008-2010) puisqu'il est traité en parent pauvre dans l'assiette budgétaire de nos gouvernements.

Si le gouvernement de Lamothe se dit réellement intéressé au tourisme, il doit sûrement être au courant qu'on ne peut faire du tourisme une arme puissante si le peuple patauge dans la misère noire. Sinon on aura le tourisme comme une arme auto-destructrice, qui peut à bon escient être utilisé par nos détracteurs. Il ne faut pas soigner l'apparence de la plaie et laisser le mal tuer le malade. On ne doit pas vendre l'image d'un pays pauvre et chargé de mendiant de tout calibre. Les étrangers doivent voir en nous toute la fierté qui serait au visage de nos Héros comme Jean-Jacques Dessalines, Henry Christophe, Capois La Mort, Marie-Jeanne, Claire Heureuse pour ne citer que ceux-là. Nous sommes un grand peuple. Il faut cesser de vendre nos misères et nos déboires comme première République Nègre du Monde. S'il faut se concentrer sur le tourisme, il faudrait parallèlement penser à résoudre certains problèmes socio-économiques et améliorer les conditions de vie du peuple haïtien.



Si le gouvernement de Lamothe se dit réellement intéressé au tourisme, il doit sûrement être au courant qu'on ne peut faire du tourisme une arme puissante si le peuple patauge dans la misère noire

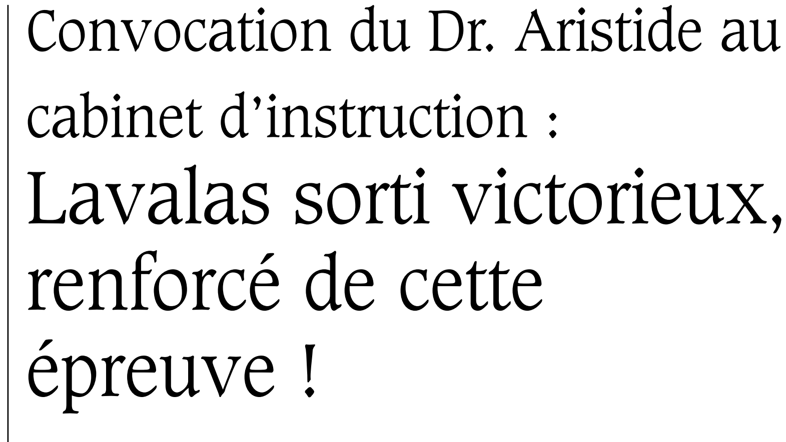
Le tourisme dans les années 70

Nous tenons à rappeler qu'Haïti faisait partie des premiers pays de la Caraïbe à avoir goûté aux bénéfices de l'émergence d'un tourisme international après la reconstruction de l'économie mondiale meurtrie par la seconde guerre mondiale. Il faut se rappeler également qu'à cette période le tourisme local se développait très bien dans le pays. La classe moyenne avait un pouvoir d'achat, et avait accès au moins aux services de base. Faire du tourisme local à cette époque était quelque chose très ordinaire. Les fêtes champêtres étaient le meilleur moment pour visiter les meilleurs coins de ce magnifique pays.

Quant à la rentabilité, le tourisme occupait dans le PIB 3,5 % et les recettes annuelles atteignaient jusqu'à 50 millions de dollars US. Ce secteur était devenu capital pour notre économie nationale et représentait plus de 20 % des exportations en 1970 et générait à lui seul à cette époque plus de 60 000 emplois directs et indirects. Si Haïti était la première destination de la caraïbe à cette période, ce n'est pas parce qu'on installait des bill-board coûteux sur les boulevards de Miami, mais c'est parce qu'il y a un travail qui avait été fait bien avant.

Aujourd'hui si le tourisme existe, il existe bien, mais au rabais, un tourisme-populiste, un tourisme de faux semblants. Un tourisme sans mémoire, sans histoire, un tourisme qui néglige volontiers la ville de l'Empereur Jean-Jacques Dessalines et qui embarque nos visiteurs chez Pétion et Simon Bolivar à Jacmel. Un tourisme qui ne s'intéresse pas à la chaîne des Cahos, la Crête-à-Pierrot, Ravine-à-couleuvre etc. Peut-il exister un tourisme sans histoire ni mémoires ? Peut-on parler de tourisme en Haïti quand même les gens de la classe moyenne ne peuvent se payer le luxe de pratiquer le tourisme local ?

Le tourisme, c'est d'abord pour nous autres Haïtiens…et ensuite pour les étrangers.



Convocation du Dr. Aristide au cabinet d'instruction : Lavalas sorti victorieux, renforcé de cette épreuve !



Mercredi 8 mai 2013, les masses populaires étaient dans les rues ; fulgurante descente qui a étonné de nombreux hypocrites qui croyaient que Jean Bertrand Aristide allait être déchiré vivant dans l'indifférence de cette majorité nationale

Par Hervé Jean Michel

Les persécutions tramées dans les laboratoires d'ici et d'ailleurs, pour détruire Jean Bertrand Aristide et Fanmi Lavalas, dans le dessein clairement avoué d'accaparer les sénatoriales partielles et les élections locales, n'ont pas apporté le succès tant attendu par les forces rétrogrades chargées de renforcer l'exclusion sociale en Haïti.

Les stratèges du statu quo et de la destruction des masses, ont donné des coups d'*épée dans l'eau ; leur calcul s'é*tant *révélé faux, la désinformation n'a* donc pas joué efficacement comme au bon vieux temps, où au pouvoir, Lavalas *a été victime d'une terrible campagne de dénigrement, de diffamation, jusqu'à l'exécution du coup d'Etat-kidnapping dans lequel George Bush, le groupe dit 184 et la Convergence se sont illustrés spectaculairement.*

Aujourd'hui, les fruits n'ont pas tenu la promesse des fleurs ; le poison n'a pas été pris au filet du malin. Cela ne signifie pas que ces oiseaux de malheur vont abandonner leur plan macabre. Ils ne s'arrêteront jamais, du moins avant d'atteindre leur but, celui de détruire Aristide et Lavalas. Ils échafauderont de nombreux plans, les uns plus machiavéliques que les autres, car l'objectif doit être atteint, le but fixé concrétisé. Ces laboratoires

Suite à la page (18)

Philosophie de la créolisation

Par Jean-Jacques Cadet

Les sociétés ayant connu la colonisation et l'esclavage exigent un cadre théorique prenant en compte leur complexité originale. Ce cadre, le philosophe Edelyn Dorismond l'explicite dans son récent et premier ouvrage, *L'ère du métissage*, publié par une jeune maison d'édition, Anibwé, qui entend se consacrer à la promotion des cultures afro-caribéennes. L'auteur commence par redéfinir la créolisation, en s'inscrivant en désaccord avec la position de l'écrivain antillais Edouard Glissant. Ce dernier privilégie les termes de nomadisme, de rencontre et surtout de relation égalitaire entre des groupes de population, et inscrit la créolisation dans un hors-temps, faisant de celle-ci un phénomène de tous les temps, donc sans origine. Edouard Glissant pense selon l'auteur que la créolisation doit être une activité descriptive neutre. Edelyn Dorismond lui oppose une démarche prescriptive de relation culturelle diverse, une anthropologie philosophique d'inspiration phénoménologique et notamment une analyse politique de la créolisation ou une créolisation de la politique: ¨Nous nous posons préalablement en critique de la créolisation comme oublieuse de la politique, comme l'activité indispensable de penser et d'organiser le vivre ensemble qu'on ne serait abandonner au gré du hasard du devenir¨. Pour élaborer sa ¨poétique de la créolisation¨, Edelyn Dorismond s'appuie sur la méthode dite ¨spiraliste¨, élaborée en littérature par les romanciers haïtiens Franckétienne et Jean-Claude Fignolé. Cette ¨poétique d'écriture¨ consiste à rendre libre la pensée en suivant un mouvement de retour continuel, comme en spirale, pour la rendre élastique. L'un des avantages de la méthode ¨spiraliste¨, selon l'auteur, c'est qu'elle ¨favorise une plus grande autonomie chez le lecteur qui peut saisir le déploiement de la trame du texte dans n'importe qu'elle boucle¨.

La première partie du livre met en discussion les grandes perspectives autour de la créolisation. Il s'agit de mettre en dialogue les mémoires qui sont encore marquées par le colonialisme. Ce qu'Edelyn

Suite à la page (15)

Two Years After His Return, Aristide Finally Speaks Out



Aristide meeting with journalists in his home's study. "In the two years since I've returned, I've been learning at the school of the Haitian people," he said.

By Kim Ives

Former President Jean-Bertrand Aristide called for national unity to tackle the problem of hunger in Haiti and thanked the Haitian people for their massive show of solidarity the day before when thousands joined him in a slow procession through Port-au-Prince back his residence from making a court deposition on May 8.

"Yesterday, was an ordinary day, but you made it into an extraordinary day, and I say thank you," Aristide said on May 9 to about 20 journalists assembled in his home's Spartan study, where he has spent most of the past two years since his return to Haiti from a seven year exile on Mar. 18, 2011. Since that day, when thousands also accompanied him home, it was the first time he has spoken publicly.

In the course of his 40 minute talk, Aristide also thanked Haitians in Haiti's rural provinces, its diaspora, the police force, his Lavalas Family party, and "all the other political parties."

Speaking directly to the Haitian people, he obliquely tweaked the government of President Michel Martelly, but refrained from any direct criticism or policy discussion. "I know you have a $1.50 problem," he said referring to the illegal tax that the Martelly government levies on every money transfer Haitians make to folks back home. "I know you have a problem in the sending of money. I know you have problems in the question of telephone calls [where a 5 cent or 1 gourde tax is placed on every minute of international calls]... I'm not going to get into the problems. I'm not going to get into making criticisms."

Instead, he spoke about his university, his emotions after the earthquake, and his love for the Haitian people.

"I want to say thank you for what you have taught me," he said. "Yesterday I learned a lot. In the two years since I've returned, I've been learning at the school of the Haitian people."

He reported that his medical school began with 126 students, but that "this year it opened with 254 students, while there are 115 who are in their second year of medical school." He also said that the University of the Aristide Foundation (UNIFA) now has a nursing school with 73 students and a developing computer school.

"All the students this year have partial-scholarships," he said. "When in a university a student pays 90,000 gourdes (US$2,118) for the year, with us in the first year they pay 30,000 gourdes (US$706), one third."

"We'd like to do more, but we don't have the means," he said. "Whatever little bit I can do for education, I do it."

To the consternation of many of his followers that he has not spoken out, he replied: "Nobody forced me not to speak. I don't take orders. Like the Haitian people, I'm my own boss. I speak when I have to. Nobody can stop me from talking."

As for staying in his home, he said: "I didn't leave with my body, but I left with my heart. My heart's eyes sees far. My heart's eyes see what is happening in the provinces and in Port-au-Prince."

He said his trip through Port-au-Prince had reminded him of all the suffering and damage after the earthquake and "yesterday I relived it."

"I know what it means for you who have not been able to escape the pain of goudougoudou," he said, using Haitians' onomatopoetic term for the seism. In typical form, he rattled off various statistics about the damage done by the earthquake.

"I saw a people that even though they have suffered under rubble, they have a pride, a dignity, a determination, a character, and they want to live, they have to live," he said. "Despite being deceived, they still stand."

Most of his declaration was a call for Haitians to come together to fight hunger, sparked by an old woman who had pointed to her belly during the march the day before. "When I eat, I'm ashamed as I think of people who cannot eat," he said.

Aristide called on politicians to "depoliticize" hunger to fight it, and to come together.

"The Fanmi Lavalas is growing and becoming stronger and more powerful," he said. "If there are free, honest, democratic elections, it is likely that it will win big."

But Fanmi Lavalas is also "fooling itself" if it thinks "it is going to resolve the problem of hunger by itself. That's false. It cannot." He also said that the Martelly government, "with all the respect that I have for the current authorities," could not solve it alone either.

"The problem of hunger demands that we find a formula where people and parties who are in power and those who are not, overseas Haitians with those here, can dialogue together with respect so we can solve this hunger question because it is no joke."

After Aristide Testifies to Investigating Judge:

Massive March Signals Lavalas Movement's Resurrection

By Kim Ives



Following his May 8 court appearance, Aristide was "accompanied" by many thousands of Haitians, young and old, in an emotional march back to his home

Well over 15,000 people poured out from all corners of Haiti's capital to march alongside the cortege of cars that carried former Haitian President Jean-Bertrand Aristide back to his home in Tabarre from the Port-au-Prince courthouse he visited on May 8.

Thousands more massed along sidewalks and on rooftops to cheer the procession on, waving flags and wearing small photos of Aristide in their hair, pinned to their clothing, or stuck in their hats.

Led by Fanmi Lavalas party coordinator Maryse Narcisse through a gauntlet of jostling journalists, Aristide had entered the courthouse (the former Belle Époque Hotel) at exactly 9:00 a.m., the time of his appointment to testify before Investigating Judge Ivickel Dabrésil. Aristide had waited with Narcisse in a car outside the court's backdoor for about 45 minutes. It was only the second time that Aristide had left his home (and the first time publicly) since returning to Haiti on Mar. 18, 2011 from a seven-year exile in Africa following the Feb. 29, 2004 Washington-backed coup d'état which cut short his second government.

Lawyer Mario Joseph said that he was "very satisfied" with the reception given by Judge Dabrésil, who is investigating the April 2000 murder of radio journalist Jean Dominique and his radio's caretaker Jean-Claude Louissaint, for which Aristide is one of many prominent Haitians, including former President René Préval, interviewed for testimony. Joseph said the three hour deposition was very "cordial and relaxed."

But many Haitians feared that the summoning of Aristide – even if only for testimony – was a trap set by President Michel Martelly, who, as the former vulgar *konpa* musician "Sweet Micky," was the principal cheerleader of both the 1991 and 2004 coups d'état against Aristide.

"This summoning of Aristide is a political act remote-controlled by the Martelly government, the same as the now discredited legal suits brought a few months ago by Ti Sony [a former resident of the Lafanmi Selavi orphanage who claimed that Aristide had "exploited" him and other orphans] and some who lost money when the cooperative banks went bust [while Aristide was in power in 2002 and 2003]," said outspoken Sen. Moïse Jean-Charles. "Those previous efforts to smear and destroy Aristide failed, so now they are trying this."

Many Haitian radio commentators point to Judge Dabrésil's postponement of Aristide's deposition from its original date of Apr. 24 as proof that there is a political hand in the judge's proceedings. The deposition, and the expected anti-Martelly pro-Aristide outpouring, would have taken place during the 5th Summit of the Association of Caribbean States (ACS) from Apr. 23-26 held in Pétionville and attended by many regional leaders.

Furthermore, on Mar. 7, the Defend Haiti website reported that "Presidential Adviser Guyler Delva admitted, earlier this week, to giving Judge Ivekel Dabrésil a car, and Senator John Joel Joseph said on Radio Scoop FM on Wednesday [Apr. 30] that the administration had purchased a house in Florida for the judge."

Another impetus for the massive turn-out came on the evening of May 7 when Haitian National Police (PNH) Director General Godson Orélus took to the airwaves to announce that the PNH had "received no formal notification of the demonstration" as required by law and that therefore "any demonstration is formally forbidden" along the route between Aristide's house and the courthouse.

"The police don't want any demonstration," he concluded, throwing down a gauntlet which the Haitian people took up the next morning.

Lavalas leaders, including Narcisse, responded that the march was not a "demonstration" but an "accompaniment" of Aristide by the Haitian people. Many Lavalas leaders came to the courthouse to show their solidarity including Senators Moïse Jean-Charles, John Joel Joseph, Francky Excius, and Jean Baptiste Bien-Aimée; Deputy Saurel Hyacinthe; former senator Gérard Louis Gilles; former deputies Jacques Mathelier and Lionel Etienne; former Justice Minister Calixte Delatour; activists Farah Juste, Claudy Sidney, and Volcy Assad.

About 100 people had spent the night in a vigil across the street from Aristide's home. At 6 a.m., hundreds more joined them to mass on the sidewalks in front of Aristide's house.

But the real "accompaniment" began after the hearing. Leaving the courthouse at noon, Aristide's ride home took five hours, passing slowly through downtown Port-au-Prince, the Champ de Mars, the hillside slum of Belair, Delmas 2, then the roads through the old military airport and past the international airport.

Parallel solidarity demonstrations were held in Cap Haïtien, Aux Cayes, and Petit Goâve.

Alongside the 20 or so cars that followed Aristide's silver jeep, young and old walked, jogged, and ran, singing, chanting, and laughing. The river of humanity included motorcycles, bicycles, wheelchairs, and the occasional person on crutches.

Marchers also tore down pink government propaganda posters from lampposts along the way. Several copies of one poster declaring "With the Martelly/Lamothe government, Haiti is advancing" was torn up and left in pieces in the street for vehicles and marchers to pass over. (Martelly's long-time business partner Laurent Lamothe is Haiti's Prime Minister.)

Three times Aristide got out of his car to wave to the crowd -- outside the courthouse gate, in Belair, and in front of his home -- causing people to sprint toward his car and raise their arms, creating a sea of hands. Afterwards, people hugged and high-fived each other, some laughing, some crying.

Even one man dressed in rags moved down the line of cars following Aristide, wiping each car clean with a dirty cloth but asking for no money in return.

"*Se pa lajan non, se volontè wi,*" (It's not for money, I'm here of my own free will) was the refrain of crowds which turned out for Aristide's massive campaign rallies when he first ran for President in November and December 1990. The song was heard again on May 8, 2013 in the largely spontaneous march, which grew in size and volume as it made its way through the capital.

In contrast, when Martelly organized a carnival-like rally of a few thousand in the Champ de Mars on May 14, many participants were paid 1000 gourdes (US$24) a head to turn out. They were also given a t-shirt - either pink or white - to put on. But after taking the money, many "celebrants" discarded their t-shirts in the street, *Haïti Liberté* reporters observed. (A *Haiti Liberté* photographer was prevented from accessing media stand at the May 14 rally after presenting his press credentials.)

Some pundits tried to banalize the historic march, saying it was merely the beginning of the electoral campaign of the Lavalas Family (FL), the party that Aristide founded in 1996. (Many Haitian political leaders, including those in the FL, strongly doubt whether free and fair elections can be held under Martelly, or whether he even wants to hold them. "No matter what, Martelly has to go" was another chant heard during the march.)

But May 8, 2013 was much more than a mere campaign rally. It was a watershed event, a popular show of force which has changed the political calculus of Haiti in the near-term. Haitian history has shown that when the Haitian people begin to move in such numbers, major political change is imminent. The weeks ahead will reveal exactly what that political change will be.

RENDRE LE MALI

Par Aminata D. Traoré *

« Toute société impérialiste voit dans l'Autre la négation de l'idéal qu'elle s'efforce, elle-même, d'atteindre. Elle cherche à le domestiquer en l'attirant dans le champ d'application de son idéal et en l'y situant au degré le plus bas » [1]

Wolfgang Sachs

1.- Que sommes-nous devenus ?

« A qui allons-nous rendre les clés ? », telle était la question posée par Pierre Lellouche, député UMP et président du groupe Sahel de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française à propos du Mali. C'était le 22 avril 2013, lors du débat parlementaire qui avait précédé le vote de la prolongation de l'opération Serval. Comme pour lui répondre, Hervé Morin, ancien ministre (Nouveau Centre) de la défense du gouvernement Fillon affirmait : « Mais il n'y a personne à qui passer la main ». Comme une lettre à la poste, la prolongation demandée fut adoptée à l'unanimité. S'agissant de l'organisation d'une élection présidentielle au Mali en juillet 2013, la France officielle est non seulement unanime mais intransigeante.

Je serai « intraitable » a prévenu François Hollande. Ce mot est dans toutes les têtes ici, et nous a blessés. Le ministre de la défense, Jean Yves Le Drian, estime à ce sujet qu' « il faut dire les choses fortement » (RFI). Les Maliens qui avaient accueilli le président français en libérateur s'imaginaient que l'opération Serval débarrasserait rapidement leur pays d'Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) et ses affiliés d'Ansar Dine et du MUJAO, et que la vie reviendrait comme avant.



Pierre Lellouche, député UMP et président du groupe Sahel de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française à propos du Mali

L'intervention militaire a incontestablement réduit la capacité de nuisance des djihadistes en tuant quelques centaines et en détruisant d'énormes stocks d'armes et de carburant. Mais les villes de Gao et Tombouctou sont libérées sans l'être totalement puisque des groupes que le discours officiel qualifie de « résiduels » opèrent dans ces localités et y commettent des attentats. Fait plus préoccupant, Kidal est entre les mains du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) qui interdit à l'armée malienne d'y accéder.

De peur de s'enliser, la France revoit ses effectifs à la baisse sans pour autant se retirer. Sa coopération avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la mobilisation des troupes africaines de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) est en effet loin d'être satisfaisante. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies au Mali (MINUSMA) entrera en action en juillet. Donc la France ne s'enlisera pas. Mais dans quelle aventure a-t-elle embarqué notre pays alors qu'il ne s'y était pas préparé ? Et quel Mali laisserons-nous aux générations futures ? Celui où le départ du dernier soldat français a été l'un des temps forts de sa décolonisation, et qui aujourd'hui perd ce qui lui restait de souveraineté ?

Confiant dans son rôle de libérateur, le président Hollande nous a promis, lors de son passage à Bamako, une nouvelle indépendance, « non pas contre le colonialisme, mais contre le terrorisme ». Comme s'il appartenait à la France de nous sauver d'un péril auquel elle n'est pas étrangère si l'on remonte à son intervention en Libye. L'Homme malien est-il « suffisamment entré dans l'histoire », pour reprendre la formule de Nicolas Sarkozy ? Est-il sujet de son propre devenir, de manière à jouir de son droit de dire « non » aux choix et aux décisions qui engagent son destin ?

La militarisation, comme réponse à l'échec du modèle néolibéral dans mon pays, est le choix que je conteste. Interdite de séjour dans les pays de l'espace Schengen, je regarde avec admiration et respect la mobilisation et la détermination des peuples d'Europe à lutter contre le même système qui, en toute quiétude, nous broie ici en Afrique.



2.- Effondrement du capitalisme local « gagnant »

Le Mali ne souffre pas d'une crise humanitaire et sécuritaire au nord, du fait de la rébellion et de l'islam radical, et d'une crise politique et institutionnelle au sud, en raison du coup d'Etat du 22 mars 2012. Cette approche réductrice est la première et véritable entrave à la paix et à la reconstruction nationale. Nous avons assisté surtout à l'effondrement d'un capitalisme malien prétendument gagnant, et au coût social et humain fort élevé.

Ajustement structurel, chômage endémique, pauvreté et extrême pauvreté sont notre lot depuis les années 1980. La France et les autres pays européens ont juste une trentaine d'années de retard sur le Mali et ses frères d'infortune d'Afrique, soumis depuis plus de trois décennies à la médecine de cheval du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Selon la CNUCED (rapport 2001), l'Afrique est le continent où la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (PAS) a été la plus massive, la plus poussée et la plus destructrice tout au long des décennies 1980 et 1990. Pendant cette période, les institutions internationales de financement ne se sont préoccupées que de la correction des déséquilibres macro-économiques et des distorsions du marché en exigeant des Etats des documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).



Abas la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), vive le Mali !

Le credo de Margaret Thatcher « There Is No Alternative » (TINA) marche à merveille sous nos cieux. Il revient à dire : au plan économique, « Libéralisez vos économies à tout prix » ; au plan politique, « Démocratisez selon nos normes et nos critères » ; et dans le cas du Mali « Votez en juillet ». A cet agenda, déjà suffisamment périlleux, s'ajoute à présent le volet militaire : « Sécurisez vos pays selon nos méthodes et conformément à nos intérêts ».

Sacrifié sur l'autel du commerce dit libre et concurrentiel, mais parfaitement déloyal comme l'illustrent les filières cotonnière et aurifère, et sur celui de la démocratie formelle, le Mali est en train de l'être, également, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

La rébellion du MNLA, le coup d'Etat, et le recrutement des jeunes chômeurs et affamés, au nord comme au sud du pays, par AQMI, Ansar Dine et MUJAO s'inscrivent dans un environnement national explosif. Il a été marqué, en fin 2011 et début 2012, par des marches de protestation contre la vie chère, le chômage, la précarité, le référendum constitutionnel, la question foncière, la corruption et l'impunité.

Mise à part la petite minorité des nouveaux riches, c'est le peuple malien qui est le grand perdant de l'ouverture de l'économie nationale au forceps. Il est diverti par le discours mensonger et soporifique sur l'exemplarité de notre démocratie et de nos performances économiques qui étaient, semble-t-il, les meilleures de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Les voix discordantes sont ostracisées.

3.- Déni de démocratie

Démocratique à l'intérieur de ses frontières, lorsqu'on considère, par exemple, la teneur et la vivacité du débat dans l'Hémicycle et dans la rue sur le mariage pour tous, la France se montre intraitable dans ses relations avec le Mali. Ne pas voir le moindre mal dans son retour en force. Ne rien savoir de ses desseins, ou faire semblant de ne pas savoir. Chanter et danser à sa gloire si l'on veut être dans ses bonnes grâces, exister politiquement et circuler librement en Europe. S'y refuser reviendrait à ne pas être avec elle, donc contre elle. On se croirait au lendemain des attentats du World Trade Center en septembre 2001, au moment où le président américain George W. Bush déclarait : « Ou bien on est avec nous, ou bien on est avec les terroristes ».

Dans mon cas, ce sont les idées de gauche sur les ravages de la mondialisation néolibérale en Afrique qui sont devenues subversives. Elles m'avaient pourtant valu d'être l'invitée par le Parti socialiste à son université d'été de La Rochelle en 2010. Pour brouiller le sens de mon discours et de mon combat, j'ai été qualifiée d'abord de pro-putschiste et d'anti-CEDEAO, avant l'étape actuelle de mon assignation à résidence. Je suis redevable à Karamoko Bamba, du mouvement N'KO, de cette pensée africaine selon laquelle « celui qui a le fusil ne s'en sert pas pour prendre le pouvoir. Et celui qui détient le pouvoir l'exerce dans l'intérêt du peuple et sous son contrôle ».



La réponse à l'insupportable question de Pierre Lellouche est claire : le Mali est à rendre aux Maliens. Nous pouvons-en prendre le plus grand soin parce que, comme le poète Bouna Boukary Dioura l'a rappelé, nous savons, nous les peuples du Sahel, que les rochers finissent par fleurir à force d'amour et de persévérance.

Pourquoi devais-je faire porter l'entière responsabilité de l'effondrement de l'Etat aux laissés-pour-compte d'une armée gangrenée, comme les autres institutions de la République, par la corruption, le népotisme et l'impunité ? Il ne peut être reproché aux militaires de ne pas savoir défendre un pays dont les élites politiques et économiques, non seulement acceptent de l'ouvrir au marché dans les pires conditions, mais en profitent pour s'enrichir. Le naufrage est d'abord le leur, pour avoir revendiqué un modèle économique qui rime avec le désengagement et le délitement de l'Etat, la ruine des paysans, la clochardisation des troupes et le chômage endémique. S'ils n'avaient pas les moyens d'appréhender les ravages du système dans les années 1980, nos dirigeants politiques ne peuvent plus l'ignorer au regard de l'impasse dans laquelle ce système a conduit la Grèce, l'Espagne, le Portugal, Chypre et… la France, leur modèle de référence.

4.- De l'ostracisation à la criminalisation

C'est le 12 avril, au moment de me rendre à Berlin à l'invitation du parti de la gauche allemande (Die Linke) et à Paris à celle du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) que j'ai appris que j'étais devenue persona non grata en Europe à la demande de la France. Il en est de même pour Oumar Mariko, secrétaire général du parti SADI (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance). L'ambassade d'Allemagne m'a donné un visa qui m'a permis de me rendre à Berlin en passant par Istanbul (Turquie) au lieu d'Amsterdam (Pays-Bas) comme initialement prévu. Quant à l'étape de Paris, elle a tout simplement été annulée.

J'ai pris connaissance de mon statut de persona non grata par le message suivant qui m'a été adressé par la Fondation Rosa Luxembourg : « L'ambassade d'Allemagne à Bamako nous a informé ce matin que la condition indispensable pour obtenir votre visa pour l'Allemagne est que vous ne voyagiez pas via un pays de l'espace Schengen. C'est pourquoi nous avons acheté un nouveau ticket (des vols via Istanbul/Turquie) que vous trouvez ci-joint. Je suis désolé que, de ce fait, vous n'ayés pas la chance de rester trois jours à Paris. Mais l'ambassade d'Allemagne nous a informés que la France a empêché qu'on vous donne un visa pour tous les pays Schengen. On va venir vous chercher à l'aéroport à Berlin lundi ».



Les forces armées françaises occupant le Mali

L'Association « Afrique Avenir », en sa qualité de co-organisatrice de l'une des conférences à Berlin, a protesté. Ses principaux partenaires ont réagi à leur tour. Je remercie tous ceux qui m'ont témoigné leur solidarité et rappelle ici le sens de mon combat contre ceux qui considèrent que la France a le droit de porter atteinte à ma liberté de circulation en raison de mon désaccord avec elle lorsqu'elle ne pratique que la politique de ses intérêts.

Qui peut me reprocher ce que les auteurs du rapport d'information du Sénat français disent si clairement en ces termes : « La France ne peut se désintéresser de l'Afrique qui est, depuis des décennies, sa profondeur stratégique, qui sera demain, plus peuplée que l'Inde et la Chine (en 2050, l'Afrique aura 1,8 milliard d'habitants, contre 250 millions en 1950), qui recèle la plupart des ressources naturelles, désormais raréfiées, et qui connaît un décollage économique, certes, inégal, mais sans précédent, qui n'est plus, seulement, porté par l'envolée du cours des matières premières, mais aussi, par l'émergence d'une véritable classe moyenne ».

Si le constat sur les enjeux démographiques et économiques est fondé, le « décollage économique » auquel ce rapport fait allusion est incertain, source de conflits parce qu'inégalitaire, ne profitant d'abord qu'aux entreprises étrangères et à une partie de l'élite politique et économique.

Les enjeux de l'intervention

I AUX MALIENS !

militaire en cours sont : économiques (l'uranium, donc le nucléaire et l'indépendance énergétique) ; sécuritaires (les menaces d'attentats terroristes contre les intérêts des multinationales, en particulier AREVA, les prises d'otages, le grand banditisme, notamment le narcotrafic et les ventes d'armes) ; géopolitiques (notamment la concurrence chinoise) ; et enfin migratoires.

Quelle paix, quelle réconciliation et quelle reconstruction peut-on espérer lorsque ces enjeux sont soigneusement cachés au peuple ?

5.- L'instrumentalisation des femmes

L'interdiction d'entrer dans l'espace Schengen ne me vise pas en tant que femme, mais elle démontre que celles qui refusent d'être instrumentalisées dans la défense des intérêts dominants peuvent être combattues. J'en ai fait la douloureuse expérience au niveau national depuis longtemps déjà, mais je ne m'attendais à être ostracisée de la part du pays des droits de l'homme, précisément, au moment où mon pays est en guerre. La France viole ainsi la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, relative à la participation des femmes à la prise de décision à tous les niveaux, à la prévention ou à la résolution des conflits, ainsi qu'à la reconstruction.

Dois-je rappeler que, le 8 mars 2013, Journée internationale des femmes, le président François Hollande répondait à son prédécesseur, Nicolas Sarkozy - qui s'interrogeait sur la présence de l'armée française au Mali - qu'elle y est allée « parce qu'il y avait des femmes victimes de l'oppression et de la barbarie ! Des femmes à qui l'on imposait de porter le voile ! Des femmes qui n'osaient plus sortir de chez elles. Des femmes qui étaient battues ! ».

A propos de voile, je suis l'une des rescapées maliennes et sahéliennes de l'analphabétisme qui tente de déchirer celui, pernicieux, de l'illettrisme économique qui maintient les Africains dans l'ignorance la plus totale des politiques néolibérales et fait d'eux du bétail électoral. Le président Hollande se montrerait-il si intraitable quant à la date de l'élection présidentielle au Mali s'il avait devant lui un électorat malien qui place la souveraineté économique, monétaire, politique et militaire au cœur du débat politique ?



A propos des femmes qui « n'osaient plus sortir de chez elles", je sortais jusqu'ici librement de mon pays et parcourais tout aussi librement l'Europe et le monde. Quelle que soit l'issue de la situation que je traverse en ce moment, elle ne peut qu'être dissuasive pour les autres Maliennes et Africaines qui ont envie de comprendre le monde global et de lutter pour ne pas le subir, mais en être des citoyennes averties et actives.

6.- Aide au développement ou aide à la militarisation ?

Au djihadisme armé il faut, semble-t-il, une solution armée. La voie est ainsi ouverte dans un pays comme le nôtre aux achats d'armement au lieu d'amorcer et de soigner le radicalisme religieux qui prospère là où l'Etat, ajusté et privatisé, est nécessairement carencé ou tout simplement absent.

Faire l'âne pour avoir du foin, est le comportement qui prévaut dans ce contexte de pauvreté généralisée, tant au niveau des Etats que de certaines organisations non étatiques. Et la guerre - comble de l'horreur - est aussi une occasion d'injecter de l'argent frais dans notre économie exsangue.

Déçue par les hésitations et les lenteurs de l'Europe - dont la solidarité s'est traduite jusqu'ici par la formation de l'armée malienne et de certains soutiens bilatéraux -, la France invite au partage de l'effort financier entre Européens dans la défense de leurs intérêts stratégiques en Afrique de l'Ouest. D'autres bailleurs de fonds y seront associés.

Le 15 mai 2013 à Bruxelles, les bailleurs de fonds examineront le plan d'actions prioritaires d'urgence (pour 2013 et 2014). Les ressources qui seront mobilisées (ou annoncées) profiteront-elles au peuple malien - qui ne sait plus où donner de la tête - ou irrigueront-elles les mêmes circuits économiques, selon les mêmes pratiques qui ont aggravé la pauvreté et les inégalités.

Dans le cadre de la reprise de la coopération, le ministre français délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement, annonce 240 millions d'euros destinés à financer l'agriculture, les services de bases - dont l'eau et l'électricité dans les régions du nord - et le retour des populations.

C'est le moment de rappeler que Tripoli avait abrité, les 29 et 30 novembre 2010, le Troisième Sommet Afrique-Union européenne (UE) où le Guide libyen, Mouammar Kadhafi, avait accueilli en grande pompe les dirigeants de 80 pays africains et européens. La création d'emplois, les investissements et la croissance économique, la paix, la stabilité, les migrations et le changement climatique étaient à l'ordre du jour de ce Sommet. Les participants s'étaient mis d'accord sur un « plan d'action » pour un partenariat Afrique-UE de 2011 à 2013.



François Hollande a été accueilli en libérateur le samedi 2 février au Mali. Le chef de l'Etat français est arrivé dans la ville de Tombouctou, ancien fief des islamistes, où l'attendait le président malien par intérim Dioncounda Traoré. Une visite express de quelques heures destinée à rendre hommage aux soldats français (PASCAL GUYOT / AFP)

L'UE avait, à cette occasion, réaffirmé son engagement à consacrer 0,7% de son produit national brut (PNB) à l'aide publique et au développement d'ici 2015, et d'affecter 50 milliards d'euros aux objectifs généraux du partenariat envisagé entre 2011 et 2013. Nous sommes en 2013 et fort loin des Objectifs du millénaire et des voies et moyens de les atteindre en 2020. Car le ver est dans le fruit.

La paix, la réconciliation et la reconstruction du Mali n'ont aucune chance d'aboutir si elles doivent reposer sur des arrangements politiciens en vue d'engranger l' « aide extérieure ». L'Etat, ou ce qui en reste, ainsi que les rebelles se battent et négocient dans le cadre du même paradigme qui a aggravé le chômage, la pauvreté et les tensions. Les différends se règlent en termes d'investissements dans les infrastructures, lieu par excellence de l'enrichissement rapide et de la corruption. La liste des travaux d'infrastructures mal exécutés ou non réalisés est longue. Elle explique en partie le mécontentement des populations qui souffrent, alors que des maisons individuelles poussent au vu et au su de tout le monde, grâce aux détournements de fonds et l'argent du narcotrafic.

7.- Osons une autre économie

Rien ne sera plus comme avant. Ce qui était difficile risque de l'être davantage avec la militarisation qui absorbera des ressources dont nous avons cruellement besoin pour l'agriculture, l'eau, la santé, le logement, l'environnement et l'emploi. Opération Serval, MISMA, MINUSMA : la défense de notre pays et notre sécurité, avant d'être militaire, est d'abord un défi intellectuel, moral et politique.

Je me suis reconnue dans les propos du candidat François Hollande lorsqu'il déclarait qu' « il est temps de choisir une autre voie. Il est temps de choisir une autre politique ». Ce temps est, assurément, venu et pour la France et pour ses anciennes colonies d'Afrique. Il est celui des transitions économiques, sociales, politiques, écologiques et civilisationnelles qui n'ont rien à voir avec la feuille de route de la « communauté internationale ». Elles renvoient à un changement de paradigme.

Que les dirigeants africains qui ont intériorisé le discours mensonger sur l'inéluctabilité de cette guerre afin d'en finir le péril djihadiste ne s'y trompent pas : l'effet de contagion qu'ils redoutent tient moins à la mobilité des djihadistes qu'à la similitude des réalités économiques, sociales et politiques induites par le modèle néolibéral.

Si les chefs djihadistes viennent d'ailleurs, la majorité des combattants sont des jeunes Maliens sans emploi, sans interlocuteurs, sans perspectives d'avenir. Les narcotrafiquants recrutent, eux aussi, leurs convoyeurs et revendeurs de drogue dans la même jeunesse désemparée. La misère morale et matérielle des jeunes diplômés, des paysans, des éleveurs et d'autres groupes vulnérables constitue le véritable ferment des révoltes et des rébellions qui, mal interprétées, alimentent de l'intérieur bien des réseaux.

La lutte contre le terrorisme et le crime organisé, sans effusion de sang, au Mali et en Afrique de l'Ouest, passe par l'analyse honnête et rigoureuse du bilan des trois dernières décennies de libéralisme sauvage, de destruction du tissu économique et social, ainsi que des écosystèmes. Rien n'empêche les centaines de milliers de jeunes Maliens, Nigériens, Tchadiens, Sénégalais, Mauritaniens et autres - qui viennent chaque année grossir le nombre des demandeurs d'emploi et de visas - de rejoindre le rang des djihadistes si les Etats et leurs partenaires techniques et financiers ne sont pas capables de remettre le modèle néolibéral en question.

8.- L'indispensable convergence des luttes

Je plaide pour un élan de solidarité qui prenne le contre-pied de la militarisation, nous restitue notre dignité, préserve la vie et les écosystèmes. Tout irait dans le bon sens si les 15 000 soldats étaient des enseignants, des médecins, des ingénieurs ; et si les milliards d'euros, qui vont être dépensés, étaient destinés à ceux et celles qui ont le plus besoin. Nos enfants n'auraient pas besoin d'aller se faire tuer en soldats mal payés, en narcotrafiquants ou en fous de Dieu.

Il nous faut nous atteler nous-mêmes à la tâche primordiale de la transformation de notre moi profond, ébranlé, et de notre pays meurtri. L'avantage considérable de l'approche systémique est la détribalisation des conflits au profit d'une conscience politique qui réconcilie et rassemble ceux que l'économie mondialisée broie. Touaregs, Peulhs, Arabes, Bamanan, Sonrhaï, Bellah, Sénoufos cesseraient de s'en prendre les uns aux autres et se battraient ensemble et autrement.

Cette approche altermondialiste nous rend notre dignité dans un contexte où nous avons tendance à culpabiliser et à nous en remettre, poings et pieds liés, à une « communauté internationale » juge et partie. Elle plaide pour la convergence des luttes à l'intérieur des frontières entre les différentes composantes de la société éprouvées par la barbarie du système capitaliste qui ne veulent ni se résigner ni se soumettre. Elles doivent explorer ensemble des alternatives à la guerre.

Puisque les Etats libéraux ont privilégié la guerre et investi dans les armes de destruction des vies humaines, du lien social et des écosystèmes, il nous appartient d'innover à travers la bataille des idées et de convoquer une conférence citoyenne au sommet pour l'autre développement du Mali, en vue de desserrer l'étau de la mondialisation capitaliste. Il s'agit d'instaurer le débat sur la relation entre politiques néolibérales et chaque aspect de la crise : chômage endémique des jeunes, rébellions, mutineries, coups d'Etat, violences faites aux femmes, radicalisme religieux.



Un travail inédit et intense d'information et d'éducation citoyenne dans les langues nationales, permettra aux Maliens de parler enfin entre eux de leur pays et de leur avenir. Parce que tous les hommes naissent libres et égaux en droits, nous revendiquons notre droit à : « *une autre économie, de manière à disposer des richesses de notre pays, et à choisir librement des politiques qui nous mettent à l'abri du chômage, de la pauvreté, de l'errance et de la guerre ; un système politique véritablement démocratique, parce qu'intelligible pour l'ensemble des Maliens, décliné et débattu dans les langues nationales, fondé sur des valeurs de culture et de société largement partagées ; la liberté d'expression et de circulation* ».

9.- Rendez-nous les clés de notre pays

La France officielle, qui déclare urbi et orbi que nous n'avons « pas d'Etat digne de ce nom », ni « d'armée digne de ce nom », considère certainement que nous n'avons pas non plus d'existence en tant que peuple pour aller jusqu'à se demander « à qui remettre les clés » et à exiger l'organisation de nos élections en juillet 2013. Elle s'accommode par ailleurs de l'annulation de la concertation nationale - qui devait nous permettre de prendre ensemble entre Maliens le pouls de notre pays. Elle s'accommode tout autant de l'état d'urgence instauré, puis prolongé une première fois, et une seconde fois de manière à « sécuriser » la transition.

Je n'ai pas le sentiment que la « guerre contre le terrorisme » ait apporté la paix en Irak, en Afghanistan et en Libye, et que les casques bleus aient su garantir aux populations de la République démocratique du Congo et en Haïti la sécurité que celles-ci étaient en droit d'attendre d'eux. Mais je suis persuadée qu'il y a en chaque Malienne et chaque Malien un(e) soldat(e), un(e) patriote qui doit pouvoir participer à la défense de ses intérêts et de ceux du Mali à partir d'une bonne connaissance de son état réel dans l'économie mondialisée.



Ceux qui voyaient dans la présidence d'Hollande la fin de la Françafrique ou une politique africaine de la France plus équitable, peuvent enfin se faire à la cruelle évidence de la realpolitik. Aminata Traoré, la militante altermondialiste malienne, n'a pas eu son visa Schengen, sur instruction de la France à tous les pays de l'espace Schengen.

La réponse à l'insupportable question de Pierre Lellouche est claire : le Mali est à rendre aux Maliens. Nous pouvons-en prendre le plus grand soin parce que, comme le poète Bouna Boukary Dioura l'a rappelé, nous savons, nous les peuples du Sahel, que les rochers finissent par fleurir à force d'amour et de persévérance.

« *Rendez les clés du Mali au peuple malien !* »

Notes

[1] Wolfgang Sachs et Gustavo Esteva, Des ruines du développement, Les Editions Ecosociété, Montréal, 1996.

**Ancienne ministre de la culture du Mali et figure internationalement connue du mouvement altermondialiste et des Forums sociaux mondiaux, Aminata Traoré connaît fort bien la France où elle a participé à de multiples rencontres culturelles ou militantes, notamment pour la défense des droits des femmes. C'est une raison supplémentaire d'être scandalisé par la décision prise à Paris de lui refuser un visa d'entrée en France. Serait-il interdit à une Malienne d'avoir une opinion différente de celle de François Hollande sur les véritables causes de la situation dramatique dans laquelle se trouve son propre pays ?*

Mémoire des luttes 13 mai 2013

La corruption en Argentine !

Par Luis Bruschtein

De forme sporadique mais récurrente la corruption se met à devenir la colonne principale du récit critique face au Gouvernement. C'est un discours qui n'arrive pas à avoir d'impact face aux arguments de ceux qui le soutiennent, parce que ceux-ci s'appuient sur d'autres thèmes, comme ceux des droits de l'homme, des politiques sociales ou de l'intégration régionale et plusieurs autres encore. Dans ces situations, les arguments contre et en faveur qui ne se croisent pas et par conséquent ne dialoguent pas, ni ne parviennent à se convaincre les uns les autres.

Le discours antagoniste enjambe cette distance, expliquant que l'unique chose qui intéresse ce gouvernement est de voler et que tout le reste est un récit, du cosmétique, du mensonge. Mais ceux qui le soutiennent sont protagonistes de plusieurs mesures du Gouvernement, des commerçants qui auparavant étaient sur le point de faire faillite, aux retraités qui ont été spoliés par les AFJP [Retraites privées] et ensuite incorporés à la retraite étatique, aux chômeurs qui ont obtenu du travail et même ceux qui ont vu juger et condamner les répresseurs de la dictature ou encore les membres de minorités de genre ou d'option sexuelle. Pour ceux-ci chacune ou seulement quelques unes de ces mesures très concrètes, ont changé leur vie.

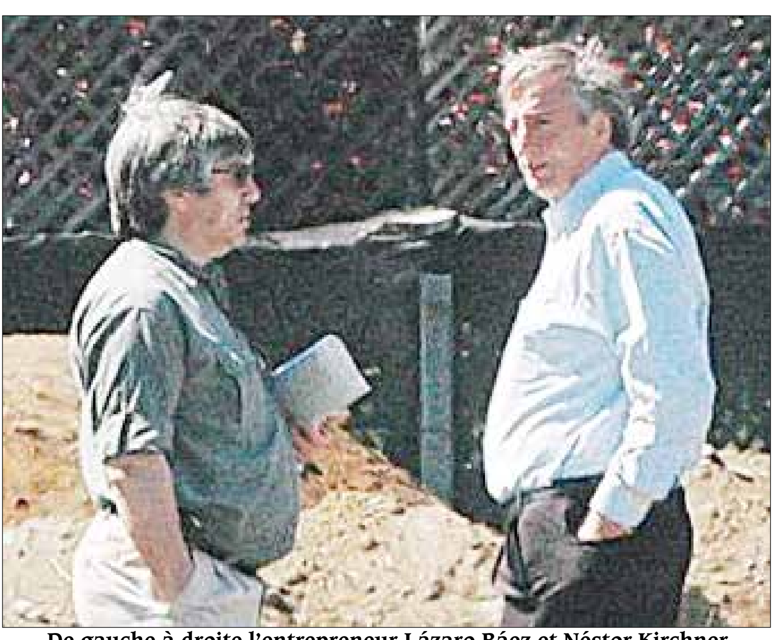
Il y a ainsi un effet de miroir. Si ces mesures du gouvernement ne sont pas des mensonges – le commerce va bien, j'ai un travail, j'ai une retraite, les répresseurs sont en prison – alors oui ce qui est un mensonge ce sont les choses qui selon les critiqueurs sont vraies. Si on cherche à sensibiliser l'opinion à partir de dénonciations pour corruption comme unique argument, ce discours finit par générer une incrédulité dans un grand pan de la société. Ce n'est pas que l'on consent à la corruption, mais on ne peut croire le torrent de dénonciations qui se diffuse.

La puissante intervention des grands médias suit cette logique dans une certaine mesure, et elle peut faire mal par son effet de masse et répétitif. Mais les médias n'ont pas besoin de déposer une plainte devant la Justice pour la rendre crédible [La diffamation journalistique n'excite pas en Argentine pour ne pas accabler la liberté d'expression. NDLT]. Cela donnerait l'impression que ce serait beaucoup plus difficile s'ils prenaient comme axe pour leurs critiques, les politiques sociales du Gouvernement, celles de Droits de l'Homme, de l'intégration régionale ou autres, au lieu de choisir la corruption comme axe. Chaque fois que le

Suite à la page (16)



Manifestation en Argentine contre la corruption



De gauche à droite l'entrepreneur Lázaro Báez et Néstor Kirchner

Le parti communiste israélien condamne l'attaque israélienne contre la Syrie

Le Parti communiste d'Israël (PCI) a dénoncé dimanche les attaques militaires israéliennes contre la Syrie. « Nous condamnons cette atteinte injustifiable à la souveraineté de la Syrie », a déclaré le porte-parole du Parti, appelant toutes les parties en Syrie à parvenir à un accord politique afin de protéger les droits des Syriens. « Le gouvernement Netanyahu prouve qu'il n'a tiré aucune leçon de l'histoire, la sécurité ne peut pas provenir d'un état de guerre. Le Parti communiste d'Israël et le Hadash (Front démocratique pour la paix et l'égalité) condamnent les frappes aériennes et appellent à la fin immédiate de l'escalade militaire. Le PCI et le Hadash mettent en garde contre un engrenage qui conduirait à une guerre régionale », a-t-il ajouté.

Selon le PCI, ces mesures bellicistes constituent un danger pour toute la région, et tous les peuples qui s'y trouvent. Sous prétexte de prévenir l'utilisation d'armes chimiques, le gouvernement israélien choisit de se mettre au service de la politique de l'impérialisme américain en défendant leurs intérêts dans la région. Le PCI s'oppose de façon véhémente à tout usage d'armes non-conventionnelles et exige le désarmement immédiat pour de telles armes dans tout le Moyen-Orient, Israël compris.

Solidarité internationale 8 mai 2013



Le PCI s'oppose de façon véhémente à tout usage d'armes non-conventionnelles et exige le désarmement immédiat pour de telles armes dans tout le Moyen-Orient, Israël compris.

Communiqué du Parti communiste syrien !

Par Ammar Bagdache

Les communistes syriens face aux soutiens étrangers à la rébellion « Comme en Irak, au Vietnam, au Liban : la résistance vaincra ! »

Dans la nuit du 4 au 5 mai 2013, des sites dans la banlieue de Damas, la capitale syrienne, ont été pris pour cible par l'ennemi sioniste, mais naturellement, l'objectif principal était de soutenir les ennemis de la patrie, qui reculent face à la courageuse Armée syrienne et de remonter le moral de ces bandes de criminels.

L'agression criminelle de l'ennemi sioniste n'est qu'une preuve de plus d'une vérité évidente, celle que toutes ces bandes armées sont des fidèles accomplissant la volonté de groupes mondiaux, impérialistes, sionistes et leurs souteneurs les plus pourris, ce qui comprend les royaumes et les émirats du Golfe et la Turquie, agent de l'OTAN.

L'histoire nous a montré que le peuple syrien est profondément patriote et sait s'unifier face à une agression impérialiste étrangère. Aucun compromis avec les impérialistes et leurs agents. Aucun dialogue avec les ennemis de la patrie qui accomplissent les volontés des impérialistes.

Dans cette grande bataille nationale, nous réaffirmons le fait que notre peuple restera ferme et résolu peu importe les sacrifices à endurer comme l'ont fait les peuples du Vietnam, d'Irak et la résistance nationale libanaise, ces peuples qui ont combattu l'énorme machine de guerre impérialiste. Elle était soi-disant invincible, elle a été vaincue par la résistance des peuples.

La victoire est toujours du côté de la volonté des peuples, confirmant cet adage : mieux vaut mourir debout que vivre à genoux ! Et le peuple syrien fait partie de ces peuples.

Nous disons donc avec les personnes éprises de liberté sur notre terre et dans le monde entier : ensemble nous vaincrons ! La Syrie ne se mettra pas à genoux.

Solidarité Internationale 12 mai 2013



Ammar Bagdache, secrétaire général du Parti communiste syrien

Les mouvements sociaux latinoaméricains et leur alternative

Par Guillermo Almeyra *

Par définition, les mouvements sociaux ont une finalité concrète et nationale (droits démocratiques, environnementaux, humains, défense des intérêts des paysans ou des ouvriers, revendications étudiantes, lutte contre la discrimination des indigènes, les différences de sexe ou des inégalités entre les genres). C'est en même temps la base de leur force de rassemblement et leur limite, puisque pas tous les travailleurs et les opprimés partagent chacune de ces finalités et, d'autre part, la lutte par chacune d'elles se fait dans le cadre du système social capitaliste qui, sur chaque champ d'activité et sur le terrain même de la survie de l'espèce humaine et de la Nature, est destructeur, prédateur, injuste, inhumain, assassin.

C'est pourquoi, bien qu'ils mènent des luttes braves, héroïques, constantes, les mouvements sociaux bénéficient seulement d'un appui partiel, ils n'arrivent pas à faire bouger tous leurs alliés potentiels et on ne peut pas attendre de ces mouvements une alternative à un système qui est international, mondial.

Ils peuvent, cependant, confluer, s'unir avec d'autres luttes et, depuis le terrain limité du local et du national, irradier , s'étendre, avoir une influence à distance sur d'autres continents comme c'est arrivé en 68 ou avec la lutte des Européens « indignés » ... à condition d'avoir un axe qui puisse être reconnu mondialement comme commun et par conséquent d'être capables de socialiser la lutte et de réveiller sympathie, solidarité active, donner de l'espoir mobilisateur et soif de créer « des milliers de Viêt-Nam ». Pour cela, ils ne peuvent pas se limiter à combattre une conséquence ou une politique du capitalisme, mais doivent remettre en question le capitalisme lui-même. En un mot, ils doivent être politiques et anticapitalistes non seulement dans leurs déclarations sur un encore indéfini socialisme du futur mais, surtout, dans leur capacité d'unir contre ce dernier les diverses victimes du

Suite à la page (16)

Pourquoi les Haïtiens…

Suite de la page (7)

de tous les haïtiens sans distinction dans l'effort de redressement national. Il faut une synergie entre les haïtiens d'Haïti et ceux de l'étranger pour faire face aux défis liés au développement du pays.

Lors de sa première conférence de presse le 4 mai dernier, le président du Collège Transitoire du Conseil Electoral permanent (CTCEP), Emmanuel Ménard, a informé que des dispositions pourraient être prises en vue de permettre aux haïtiens de l'étranger de voter aux prochaines élections. « Nous étudions la possibilité pour chaque haïtien, détenteur de la carte d'identification nationale (CIN) en terre étrangère de voter au sein d'une Ambassade ou d'un Consulat d'Haïti dans son pays hôte, a-t-il souligné.» Cette démarche est particulièrement intéressante. Cependant, il ne faut pas qu'il s'agisse d'un vœu pieux. La participation active des haïtiens de l'étranger dans la vie politique du pays s'avère indispensable et ne saurait être réduite à une simple question de vote.

La question du vote de la diaspora a été évoquée une nouvelle fois. Avant le CTCEP, d'autres compatriotes l'ont déjà agitée. Et depuis la chute de la dictature duvaliériste, la diaspora est devenue la convoitise des politiciens de tout poil et de tout acabit. Certains partis politiques ont même leurs représentants à l'Etranger. C'est le cas de Fanmi Lavalas qui a une coordination dans plusieurs Etats américains à forte concentration d'Haïtiens. A chaque élection, des candidats issus de structures politiques diverses, effectuent des tournées et des opérations de levée de fonds au niveau de la diaspora en vue de supporter leur campagne électorale. Ceci traduit l'intérêt des hommes politiques dans la « diaspora » haïtienne. Celle-ci est considérée comme une véritable vache à lait qui nourrit les poches des candidats. Tous, ils en tirent profit. Les politiciens connaissent bien l'importance de la diaspora et son indiscutable poids dans l'économie d'Haïti. Cependant, ils font très peu ou presque rien pour favoriser une meilleure intégration des haïtiens de l'étranger dans les instances décisionnelles haïtiennes.

Quand on évoque la possibilité pour les haïtiens de l'étranger de voter aux prochaines élections, cela parait fort joli. Toutefois, plusieurs questions doivent être posées. Quels sont les intérêts de la diaspora dans ces joutes ? Qu'est-ce qu'ils peuvent et doivent espérer des personnes qu'ils éliront ? Faut-il donner plus de pouvoir à ceux qui se servent de leur fonction politique pour tenir définitivement à l'écart les haïtiens expatriés ? Ne faut-il pas plus qu'un simple droit de vote aux haïtiens de l'étranger. La liste des questions est encore longue. Il ne fait aucun doute que le vote des haïtiens de l'étranger est absolument important. Cependant, il doit se faire dans un cadre institutionnel clairement défini au regard des lois de la République. Ils ne doivent pas voter juste pour voter. S'ils parviennent à voter, cela ne doit pas revêtir un caractère symbolique. Autrement dit, ils devront voter pour participer à la construction d'une Haïti régénérée, juste et prospère pour leurs compatriotes d'ici et d'ailleurs.

D'abord, pour participer aux prochaines élections, les haïtiens de l'étranger doivent acquérir ou recouvrer leur droit de vote. Ils doivent être reconnus comme des haïtiens à part égale. On doit cesser de les percevoir comme des haïtiens de second rang dont le seul attribut serait de pourvoir au pays en argent liquide, via des transferts d'argent et de nourriture. En plus d'être un devoir civique, exercer son droit de vote participe aussi de la jouissance des droits civils et politiques d'un citoyen. Ce qui revient à dire que permettre aux haïtiens de l'étranger de voter ne sera certainement pas une faveur. Mais acquérir le droit de vote implique également la possibilité pour ces haïtiens de pouvoir se porter candidats à tous les postes électifs du Conseil d'Administration des Sections communales (CASEC) aux plus hautes fonctions de l'Etat. Une fois que la double ou multiple citoyenneté est reconnue par la Constitution, tous les haïtiens sont des haïtiens à part entière, peu importe leurs origines sociales, leur appartenance politique, religieuse, leur statut économique et où ils vivent. Peu importe d'où qu'ils viennent ; de la montagne ou de la plaine, de la ville ou de la diaspora, tout haïtien est un haïtien. Haïti a rendez-vous avec le progrès et le changement, bref avec son histoire. Elle a besoin du soutien de tous ses fils sans exclusive pour le sortir du gouffre.

Il est donc fondamental que les haïtiens de l'étranger s'organisent et se mobilisent en vue de l'obtention et de la jouissance pleine et entière de leurs droits. Il est venu le moment où la diaspora doit démontrer sa capacité à s'organiser en vue d'influer la politique haïtienne dans le sens strictement positif au profit de tous. Des rencontres communautaires, des conférences, des congrès etc. doivent être organisés au niveau de la diaspora et en Haïti de manière à ce que tous les haïtiens soient informés de la question. Les haïtiens de l'étranger doivent agir activement dans le sens de leur participation effective aux prochaines élections. Ils doivent exiger et obtenir un découpage géographique territorial en diaspora pour qu'ils puissent se porter candidats aux législatives haïtiennes dans un futur proche. En clair, un haïtien qui réside au sud de la Floride (USA) se sentant interpellé par la difficile situation d'Haïti peut se porter candidat au Sénat ou à la Chambre des députés aux élections haïtiennes via du lieu où il réside. Il fera campagne auprès de ses compatriotes du sud de la Floride et se fera élire par ces derniers. Ils devront donc insister pour que, dans le cadre d'une telle approche, l'Etat haïtien à travers les pouvoirs exécutif et législatif, établisse des circonscriptions et départements électoraux où les haïtiens de l'étranger peuvent se porter candidats aux élections législatives. Ils auront donc leurs propres représentants élus au suffrage universel direct et siégeront au parlement haïtien. En fait, il ne s'agira pas pour eux de voter seulement en faveur de candidats venus collecter de l'argent pour leur campagne électorale.

Dans le cadre de cette démarche on pourrait définir trois nouveaux départements électoraux dans la « diaspora » haïtienne et on élirait deux sénateurs par département et deux députés. Ce qui porterait à 36 le nombre de sénateurs à siéger au Grand corps. Le tiers des membres du Sénat serait élevé à douze (12) sénateurs au lieu de dix (10) actuellement. Les nouveaux élus seraient connus sous le nom de « Sénateurs représentants les haïtiens établis hors d'Haïti ». Leur mission serait de légiférer conformément à la Constitution haïtienne, de contrôler l'action du gouvernement et de défendre les intérêts d'Haïti partout ailleurs.

Il faudra donc procéder à un découpage géographique permettant de délimiter la nouvelle carte électorale d'Haïti. Laquelle carte électorale sera élargie au-delà du territoire haïtien. Par exemple, La région de l'Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada, et le Mexique) pourrait être considérée comme un département, la région des caraïbes et de l'Amérique Latine représenterait un autre département, et un troisième département composé de la région de l'Europe, de l'Asie etc. Aussi, devrait-on créer le Conseil des Haïtiens de l'Etranger (CSHE) dont la mission consisterait à faire des propositions concrètes au gouvernement en vue de l'intégration totale et effective des haïtiens de l'étranger. Cet organisme ferait la liaison entre les différentes entités de la diaspora et les pouvoirs publics en Haïti de manière à favoriser une meilleure participation des haïtiens de l'étranger au développement national.

Il ne faut pas croire que ce projet passera comme une lettre à la poste. Il y aura certainement de la réticence, voire de la résistance. La mise en œuvre d'un tel projet suscitera débats, désaccords et probablement des bouleversements politiques majeurs. Cette démarche vise justement à créer une nouvelle dynamique dans la manière de faire de la politique en Haïti. C'est sans doute la voie à emprunter pour mettre Haïti sur celle du progrès et du changement véritable. Il faudra sans doute procéder à un vrai amendement de la Constitution Haïtienne et adapter certaines de nos lois aux nouvelles donnes politiques. C'est à ce prix-là que viendra le développement endogène d'Haïti. Le pays ne peut que gagner dans une telle opération. Il ne fait aucun doute que les haïtiens de l'étranger doivent indiscutablement jouer un rôle majeur dans le développement d'Haïti. Pour y parvenir, ils doivent être en mesure d'exercer le pouvoir politique à un certain niveau. Pour cela, des réformes politiques sont nécessaires.

Pourquoi Haïti doit-elle embrasser un tel projet ?

D'abord, ce projet participe d'un effort d'innovation politique exceptionnelle. C'est la première fois que le débat politique sera aussi élevé. En fait, il y a de multiple raisons pour le pays d'opérer ces réformes politiques. Car, elles sont indispensables à l'avancement d'Haïti. Ces changements majeurs devront contribuer à unifier le pays. Ils banniront les préjugés de toutes sortes qui entravent le progrès du pays. Ces changements engendreront inévitablement une prise de conscience collective qui brisera les barrières ayant toujours servi de frein à tout effort d'entente nationale. Finie la logique de « Nèg andeyò, nèg lavil, e nèg diaspora».

Deuxièmement, le nombre d'Haïtiens de l'étranger ne cesse d'augmenter. Par exemple, en 2003, on estimait à plus de deux millions le nombre d'Haïtiens vivant à l'étranger, alors que la population d'Haïti était de 8.2 millions d'habitants. En 2012, la population haïtienne était estimée à plus de 10.4 millions alors que pour cette même période, on estime que le nombre des haïtiens de l'étranger pourrait dépasser les 3.5 millions. Autrement dit, c'est l'équivalent de près d'un tiers de la population globale d'Haïti qui vit à l'étranger. On ne saurait ignorer et marginaliser une population aussi vaste et diversifiée avec des expertises énormes.

Troisièmement, la diaspora haïtienne dispose de la plus forte population de cadres formés d'haïtiens dont le pays a immensément besoin pour se développer. On ne peut développer un pays sans ses ressources humaines qualifiées et ses valeurs intellectuelles. Selon un rapport de la Banque Mondiale rendu publique en Janvier 2007, «Plus de 80% des professionnels haïtiens les plus qualifiés ont dû abandonner leur pays ces dernières années pour se réfugier principalement en Amérique du Nord, selon les résultats d'une étude de la Banque Mondiale sur la fuite des cerveaux en Amérique latine et dans les Caraïbes (Miami Herald).» Le pays se vide donc de ses cadres formés. Le rapport de la Banque Mondiale a également précisé que, « Plus de 83% de la force de travail la plus qualifiée que produit Haïti finit par quitter le pays pour aller s'installer ailleurs, indiquant que les Etats-Unis constituent la destination préférée de la grande majorité des cadres expatriés. »

Diverses causes sont liées à cette fuite massive des cerveaux haïtiens. La dégradation des conditions de vie et de sécurité de la majorité de la population et le séisme dévastateur du 12 Janvier 2010 ont, sans doute, contribué à accroître le nombre d'immigrants haïtiens. Toutefois, si les haïtiens de l'étranger parviennent à jouir de leurs droits civils et politiques, ils pourront mettre leurs connaissances et leurs expertises au service du pays. Leur participation à la vie politique, sociale et économique favorisera certainement leur retour au pays natal. Car, ils comprendront la nécessité de mettre la main à la pâte en vue du décollage du pays. Ce sera une source de motivation pour les haïtiens de l'étranger de s'impliquer résolument de manière à transformer les réalités sociales du pays marquées par l'exclusion, la marginalisation et les stéréotypes.

Le support de la diaspora à l'économie haïtienne

Depuis 2008, les transferts d'argent des haïtiens de l'étranger vers Haïti ont atteint le montant record de 1.8 milliards de dollars par an. Ce support financier représente 35% du Produit Intérieur Brut (PIB) d'Haïti. C'est également à peu près l'équivalent du budget national qui oscille autour des 2.5 milliards. Il n'y a jamais eu de chantage ni de conditions sur l'envoi en Haïti de ce montant qui constitue une importante source de devise pour le pays. Peut-on continuer à exclure cette force économique? L'ensemble des forces vives de la nation devraient bientôt initier un dialogue franc et sincère autour de cette question afin de favoriser l'intégration des haïtiens de l'étranger dans la vie politique haïtienne. Car, ils ont les mêmes droits que les haïtiens de l'intérieur.

Ce qui reste à faire pour faciliter la participation des haïtiens de l'étranger aux affaires de l'Etat, c'est d'élucider la question de la double ou de la multiple citoyenneté. Il faudra donc adopter de nouvelles lois, créant les organismes représentatifs des intérêts de la diaspora.

Cet article consiste à introduire une proposition relative au recouvrement des droits civils et politiques des haïtiens de l'étranger. Le projet est en cours d'élaboration et sera présenté incessamment au grand public.

Francklyn Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

Suite de la page (3)

planifier en sous main. Le constat du mercredi 8 mai de la popularité du Président Aristide, est alarmant pour monsieur le Valet. Pour compenser ses remords indigestes, Monsieur le Valet, sans la moindre valeur, s'est pris au président Martelly et à ses conseillers grassement rémunérés.

C'était une façon adroite de demander au président de se défaire sur le coup de ses deux L : Lambert et Latortue. Les renvoyer et l'embaucher à leur place serait selon lui la seule alternative. *Gade non Dali, si w ta fè Miki revoke Lanbè ak Latòti yo t ap pow, pow, pow pou ou. Ou konprann bò kot lajan ak pouvwa mesye sa a yo konn nan jwèt ak pè pap !. Epi se matchòpwèl GNB w yo ye, siman w konn kisa yo ka fè lè yo pèdi pouvwa yo. Ou konnen pa gen anyen yo pa ka fè.*

Daly n'a pas non plus épargné les conseillers indélicats du président Martelly de ses reproches acides. « Je doute fort que l'équipe au pouvoir peut faire quelque chose pour rattraper les deux années perdues. En fonction de ce nous avons constaté hier, rien ne peut empêcher à Lavalas de récupérer le pouvoir. Les trois autres années qui restent au président Martelly ne suffiront pas pour qu'il puisse rattraper le temps perdu », s'est lamenté le Valet sus cité.

Monsieur Valet, au paroxysme de sa désillusion fielleuse s'est rendu à l'évidence que ses tonnes de venin déversés pendant plus de dix longues années n'ont en rien affecté la popularité du Dr Aristide. *Plis Dali ak blan meriken ak lòt GNB parèy li yo rayi Titid. plis pèp souvren yo konn abitye krache sou yo a renmen Titid. Dali, sa w te wè mèkredi a pa anyen devan sa w gen pou w wè pitit. Ou mèt poze.*

Si w pa kontan pou sa w te wè mèkredi a, al bwè sa w konnen m konnen an. Dali et ses complices refusent d'admettre que si le Président Jean Bertrand est resté l'unique leader authentique d'Haïti depuis tantôt 30 ans, c'est que leurs stratégies de dénigrement, de diffamation, de médisance, et de persifflage n'ont pas donné les résultats escomptés.

Pour compenser ses remords indigestes et en bon agent de l'impérialiste, le Valet s'est remis à la dimension discriminatoire de son patron le président noir et ségrégationniste, Obama. A constater le niveau de bassesse de Valet qui s'en est pris au sénateur Moise Jean Charles qui selon ses élucubrations aurait demandé au peuple de « fourbir ses armes », l'on donne pleinement raison à l'autre qui s'est demandé « **Où vont nous** » ? *Asasen toujou pè san*. Quelle a été la réaction de ce Valet quand la branche armée des GNB semait la terreur dans le Département du Centre, dan le Nord et l'Artibonite. Hypocrisie quand tu tiens Darly. Quand l'on sait que les patrons de ce Valet soutiennent la violence en finançant les kamikazes, les terroristes et autre jihadistes en Syrie.

« La seule chance qu'il reste au pouvoir tèt kale c'est que le (mon) président Obama s'est opposé catégoriquement à ce que Monsieur Aristide revienne au pays en 2010. Quelques jours avant, il avait appelé le Président Sud Africain Jakob Zouma pour lui fait part de son opposition à ce que Monsieur Aristide revienne au pays. Autrement dit le juge doit l'inculper dans l'assassinat de Jean Dominique », a fièrement vomi le Valet de ces élites de réactionnaires incorigibles. *Ala peyi gen kouray akouche dirèktè lopinyon ak analis politik salopri se Ayiti.*

Sauveur Pierre Etienne en crise

S'il est un illuminé notoire qui aime dégager sa conscience sur les ondes, il n'y en pas comme Sauveur Pierre Etienne. Propriétaire inamovible de l'Organisation de ces Peuplades en Lutte (Sauvage) constante (OPL), le premier bénéficiaire de la mort de Gérard Pierre Charles a piqué une crise de nerfs. Mais en dépit de sa formation universitaire supposée, SPE a laissé ses instincts d'ordurier patenté avoir raison de toute logique intellectuelle.

En bon allié du régime en place qu'il feint de critiquer juste pour créer cette diversion qui reste son point fort, il a eu à déclarer « Je ne saurais rejoindre l'opposition qui tente par tous les moyen de mettre les bâtons dans les roues du président Martelly. Le Président Aristide dispose d'une voiture blindée pour se balader dans les rues. Le président Martelly lui aussi dispose de voitures blindées… », a laché SPE. (*ala kote w tande zentelektyèl ak Ledè politik ap radote se pa bò isit*).

En effet, ce que SPE, alarmiste de tempérament ignore, c'est que n'importe quel quidam dispose de voiture blindée. L'on se demande pourquoi il ne s'est jamais attaqué à eux. En bon divinò qui tente de détrôner Antoine nan Gonmye, SPE prédit déjà un massacre à la mode du Rwanda entre les deux tribus Tutsti et Huttu. Il s'est référé au fait que le Sénateur du Nord Moise Jean Charles aurait demandé à ses partisans de fourbir leur épée. Il parait que SPE n'est pas au courant que ses tuteurs investissent plus de 80 millions de Dollars pour alimenter la réaction Syrienne en armes hommes et munitions. SPE, tu es descendu beaucoup trop bas.

Le sénateur du Sud est, fin expert en crachat de couleur a lui aussi craché son venin sur ce peuple qu'il a appris à détester de toute son âme, de tout son corps et de tous ses crachats macérés dans le venin de la haine. Mais, par circonspection pour nos lecteurs nous leur épargnons ces nouveaux jets qui ne leur feront sûrement pas plaisir. A date, seuls les incrédules et les bornés persistent à nier les faits. Autant les réactionnaires s'amusent à haïr le Président Aristide, autant les masses populaires lui vouent une admiration incommensurable.

Cependant Lavalas accepte les critiques d'où qu'elles viennent. Nous avons appris à être tolérants. Sous le ciel bleu de notre pays, chacun peut trouver sa place. Daly, Valet, Toto Contant, Stanley Lucas, Ravix, Edo Zenny le cracheur de couleur, Sauveur Pierre Etienne et consorts. Quoi qu'ils fassent, notre TITID national restera à jamais leur hantise. A bon entendeur….salut.

Yon ti kozman sou listwa drapo...

Suite de la page (6)

rele moun li te jwenn yo endyen paske li di l kwè li te rive an End. Anplis Kristòf kolon te ekspè nan kesyon katografi, men li te konnen byen li pat an End. Men tou kote w janm wè abitan yon peyi gen yon non ki diferan ak peyi a. Pouki li te bay abitan yo yon non epi peyi a yon lòt non ? Se depi lontan y ap ban nou kòk pou pentad. Se pa koze ki konsène nou nan kozman sa a. Men fòk nou k ap reflechi pou n remete koze sila yo an kesyon. Moman sa a, listwa rapòte nou Kristòf Kolon olye li te plante drapo lè li te rive, li te plante yon bout kwa. Tout pandan moman espayòl yo t ap tabli baz yo, pat reyèlman gen yon drapo ki t ap flote sou bout tè zile Kiskeya a.

Tanmen nan lane 1697 se drapo fransè a ki t ap flote sou tèritwa a jouk pou bout an Fevriye 1803. Fòk nou di tou Tousen Louveti, nan lane 1798 te adopte drapo blan franse a, daprè konstitisyon janvye 1801, li te vin kareman pi gwo chèf nan koloni an ak sou tout bout zile a, kidonk Gouvènè Jeneral pou tout tan gen tan. Yo te arete Tousen sou lòd Bonapat e yo te mete li nan yon kacho kote li te mouri nan fredi ak grangou jou ki te 7 avril 1803.

Lè nou fouye zo nan kalalou nou dekouvri rezon kite ban nou premye drapo nou te genyen an. Se pandan gwo goumen te eklate nan zòn plèn Kildesak ant yon twoup fransè ak twazyèm demi brigad kolonyal la, kidonk lame kite fòme ak nèg kite bezwen libète yo, lè nèg sa yo te pèdi drapo yo, twoup fransè yo te sezi li, epitou yo fè sòti yon nòt yo te enprime e yo di : se pa vre nèg sendomeng yo pa t bezwen endepandan, paske se ak menm drapo nou y ap konbat nou. Lè sa a, Petyon ki t ap dirije twazyèm demi brigad lame endijèn nan te drese yon rapò pou voye bay chèf yo ki te Desalin pou rapòte li radyès sa a. Se poutèt sa, nan mwa fevryiye 1803 nèg nwa kite sòti nan kontinan Lafrik blan franse te vin fè esklav nan Sendomeng te di se twop atò, yo te leve kanpe e mare fache ak tout sa ki te ka raple yo Metwopòl Lafrans. Nan Tirivyè Latibonit, kote katye jeneral lame endijèn nan te ye, chèf leve kanpe a, Desalin ak Petyon, li menm ki te reprezante milat yo te jire pou yo sòti peyi a nan lesklavaj, se konsa Desalin retire bout twal blan an ki nan mitan drapo franse a akòz nòt kite soti a. Zak sa a te senbolize tou tèt ansanm ant nèg nwa ak nèg po klè an Ayiti.

Pa plis pase 3 mwa apre, nan gwo kongrè Akayè a ki te reyini tout gwo chabrak lame yo, Desalin te prezante drapo sa a ofisyèlman devan asanble a, jou kite 18 me a e listwa rapòte se Katrin Flon bèlfi madan Desalin ki te koud li. Drapo sila a se te premye gwo aksyon ki te demontre aklè, yo te vle koupe fache ak Lafrans. Drapo sa a te fèt konsa : de bout twèl kite kanpe tankou se monte y ap monte nan syèl, sa vle di orizontal, epi yo te ekri sou drapo ble e wouj sa « Libète oswa Lanmò». Gwo zotobre lame fransè yo te aprann koze sa a nan bouch Latouch Trevil ki te yon amiral, li te kwaze kèk twoup lame endijèn nan demen ak drapo ble e wouj la, e li te kouri drese yon rapò pou voye bay chèf lame fransè yo.

Chòz di chòz fèt, nèg nan koloni Sendomeng deside pou vin lib, se konsa lè batay te mare tout bon vre, farin nan pat vin nan menm sak pou lame Bonapat la, 18 novanm 1803 lame endijèn kase met nan men pi gwo lame sou latè beni nan epòk sa a. Se konsa blan franse pran sabò epi pete kouri, pran bato e fè vwèl pou lakay yo an Frans. Premye janvye 1804, apre viktwa sila a, otorite yo deside chanje drapo a ankò, sèt fwa si yo pat chanje koulè yo, men pito yo te deside plase bout twèl yo youn sou lòt ; konsa yo te mete ble anlè epi wouj la anba. Konstitisyon 1843 a konfime drapo sila a nan atik 192 la.

Pou te chèche gen kontwòl peyi a toutbonvre, sitou Napoléon Bonaparte ta pral deklare tèt li Anperè Fransè 2 desanm 1804, Desalin

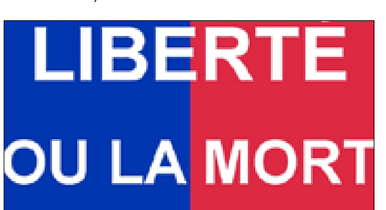


Drapo Kristòf la

pou l montre jeneral franse a, Ayiti pa restavèk ankò, se yon peyi souvren tankou Lafrans pwoklame tèt li Anpèrè 2 septanm 1804, sou non Jak 1er; epi kouronnman an te fèt 8 oktob 1804. Desalin pat pran tan poul te chanje drapo a yon lòt fwa. Jou kite 20 mai 1805 yon lòt drapo koulè nwa e wouj nan sans vètikal t ap paweze nan syèl Ayiti. Koulè sa yo te senbolize pou Desalin, Papa nasyon an, deviz nou nan epòk sa a : Wouj la te senbolize libète epi nwa sete lanmò. Sete yon lòt mannyè pou Desalin te temwaye tout bon vre moun sou bout tè Ayiti a, « nou pito mouri olye pou n ta retounen rete ak blan ». Pou moun ki t ap dirije nan epòk sa a e pou Desalin espesyalman, pa t gen anyen ki ta ka pi enpòtan pase libète, se sa ki fè nan konstitisyon menm epòk sa a, yo deklare lib nenpòt moun ki te esklav nenpòt kote sou latè depi li pile bout tè Ayiti a. Se sou ideyal sa a ki fè Desalin tounen pi gwo teyorisyen ak praktisyen nan sa ki gen arewè nan koze libète nan 19èm syèk la. E se sa ki fè tou yo kapab rele l Papa libète epi Ayiti se Manman libète.

Aprè lanmò trajik Anperè Jak 1er jou kite 17 oktob 1806, peyi a te divize an de (2) pati pandan 14 lane konsa. Petyon te sèl kòk chante nan Lwès ak nan Sid epi Anri Kristof te alfa ak lomega nan gran Nò peyi a . Petyon te adopte premye drapo ble e wouj 1804 la, nan drapo sila a, ble a te kouche sou wouj la ; men li te ajoute yon lòt pawòl « l'union fait la force », nou ta ka di an kreyòl « men anpil chay pa lou », li mete yon bout twèl blan ki gen fòm kare nan mitan l, e li te plase tout zam ki te pi enpòtan nan batay pou lendepandans yo , san bliye bonèt libète a. Drapo sa te flote pandan plis pase 158 lane sou tèt Palè nasyonal Ayiti pou te bout jouk nan lane 1964 konsa.

Nan Nò ak Latibonit se te Jeneral Kristòf ki te sèl mèt e seyè, yo te normen l prezidan 27 desanm 1806, e tout Gran Nò te dakò soumèt avèk li. Lè rat pa la chat danse kalinda, kat mwa apre yo te fin nonmen l prezidan, yon jou 28 mas 1811, Kristòf te pwoklame tèt li Wa , li te rele Anri 1er. Kristòf te



Premye drapo Ayisyen an



Premye janvye 1804, apre viktwa endepandans lan, otorite yo deside chanje drapo a ankò, sèt fwa si yo pat chanje koulè yo, men pito yo te deside plase bout twèl yo youn sou lòt ; konsa yo te mete ble anlè epi wouj lan anba.

renye kòm Wa pandan 9 rekòt kafe, sòti 1811 pou rive 1820. Li te konsève menm drapo Desalin te genyen lè li te fin nonmen tèt li Anpèrè a, kidonk drapo nwa e wouj la. Kristof te kwè se te yon gwo ideyal, li te sèlman chanje pozisyon koulè yo ; li te mete wouj la kole kole ak poto kite kenbe drapo a, tandiske Desalin te mete nwa kole ak poto drapo a. Nan menm drapo sa a, Kristòf te mete yon desen nan mitan li kite fèt konsa : yon zwezo kouwè yon feniks ak 5 zetwal an lò sou yon fon koulè ble, yon kouwòn te plase anlè feniks la nan sèk la. Li te fè ekri nan sèk la an laten « ex cinerebus nascitur » ki vle di « nan rès sann mwen, mwen retounen vivan ankò ». Drapo sa a te flote sou Wayòm Nò a jouk lè Petyon te rive fè konkèt Gran Nò epi pati abòt anpi Kristof la. Jan Pyè Bwaye ki pran pouvwa a 8 oktòb 1820 te kenbe drapo Petyon an, drapo ble ak wouj la kite toujou kontinye ap flote nan tout peyi a. pou sa ki gen arewè ak zam repiblik yo, te gen ti lese ale sou kesyon sa a, alòske se jis nan lane 1843 konstitisyon fè preskripsyon aklè sou jan pou yo fè amwari a nan atik 192 la.

Koze drapo, jan nou te di li deja, se pa ti zafè pa bò isit. Aprè Bwaye fin pran pouvwa a an 1820 nan bout pa Repiblik Ayiti a, kèk mwa aprè, yon 30 novanm 1821 konsa li te deplotonen twoup li nan pati ki a Lès zile a, epi pwoklame lòt pati a endepandan tou. Li te rele li Repiblik Ayiti Panyòl e kòm li te gen bon jan lamitye ak Kolonbi, drapo Repiblik Ayiti Panyòl la sete menm drapo ak Gwo Kolonbi lontan an. Depi premye jou lane 1822 a, drapo sa a te gentan ap taye banda nan syèl Sendomeng aktyèlman an. Men tou Bwaye pat pran tan pou l te kraze Repiblik sa a, e sete yon sèl drapo, drapo ble e wouj la kitap flote sou tout zile a.

Nan lane 1844 yon gwo jefò te fèt pou yo te remete sou pye drapo nwa e wouj Desalin nan, men se te yon echèk total. Nan lane 1847 Soulouk vin premye chèf nasyon an, e 2 zan pita li te fè tèt li vin Anpèrè sou non Fosten 1er, sa te dire 10 zan konsa, soti lane 1849 pou bout lane 1859. Nan konstitisyon 1849 lan, li te blije adopte menm drapo ble e wouj la, ak sèl diferans, li pat sèvi ak zam libète yo ki te nan drapo Petyon an, men li te ranplase yo ak yon desen ki senbolize anpi li a ak kouwòn nan nan mitan li. Drapo sa a te sispann flote 15 janvye 1859 e desen ki te gen zam endepandans yo te reprann plas yo nan drapo apre a.

Franswa Divalye pran pouvwa a an 1957 tankou yon ti mouton, men li pat pran plis pase 3 zan pou l te mete tout pouvwa yo anba zèl li. Nan lane 1963 li kreye yon pati inik, epi yon konstitisyon tou nèf nan dat 25 mai 1964 ki fè l vin prezidan "avi" savledi tout tan li gen lavi e prevwa pou li ranplase l ak pitit gason li. Konstitisyon sa a te adopte



Petyon te adopte premye drapo ble e wouj 1804 la, nan drapo sila a, ble a te kouche sou wouj la ; men li te ajoute yon lòt pawòl « l'union fait la force », nou ta ka di an kreyòl « men anpil chay pa lou », li mete yon bout twèl blan ki gen fòm kare nan mitan l, e li te plase tout zam ki te pi enpòtan nan batay pou lendepandans yo , san bliye bonèt libète a

drapo nwa e wouj Desalin nan, kidonk twal nwa te kole ak poto kite kenbe drapo a, men li te kenbe bout twèl blan petyon an ak zam repiblik yo. Drapo sa a te tanmen flote depi 21 jwen 1964 pou rive fevriye 1986, apre Jan Klod yo te rele Bebi Dok kite ranplase papa l aprè 21 avril 1971 te kite pouvwa 7 fevriye li te pati an ekzil nan peyi Lafrans.

Di jou apre Jan Klod kite peyi a, sètadi 17 fevriye 1986, drapo ble e wouj ak zam Repiblik yo te rekòmanse flote e li te ratifye yon lane aprè nan konstitisyon 29 mas 1987 la. Depi lè sa a, se drapo sa a ki reprezante nasyon an ofisyèlman tout kote sou latè. Malgre mizè ak soufrans, nasyon ayisyen nan toujou fè yon jefò pou rete soude youn ak lòt, ini pou lavi anba drapo nou. Kelkeswa relijyon , kwayans, klas sosyal oswa nivo entelektyèl yon moun, nou gen kichòy ansanm, li pa lòt : de bout moso twèl depaman. Chante nasyonal nou yo rele li desalinyèn, se chante yo chante chak fwa y ap monte drapo peyi a. Chante si la fèt ak pawòl Jisten Lerison epi son mizik la se Nikola Jefra ki te konpoze li.

Nou pa ekate posibilite yon drapo a anplis kèk siy vizib se rezilta tou lide ak ideyoloji yon moun oswa yon gwoup moun. Kèlkeswa opsyon ak pyon politik yon moun, li dwe rekonèt valè drapo sila. Kèlkeswa koulè po nou, drapo sa a, se pa yon kado, se san zansèt nou yo kite koule. An nou respekte drapo a.

Jounen jodi fòk nou repanse keksyon edikasyon sivik ak politik pèp ayisyen an, pou yo aprann drapo nou dwe toujou rete drapo nou, wi renmen li tankou yon dra pou kouvri ak reprezante nou tout kote nou rive. Jounen jodi se ak kè nan men nou wè menm nan Inivèsite Leta ki se swadizan gadyen drapo a, pa janm gen yon deba serye, bon sa k pi tris la, inivèsitè ak inivèsitèz pa bò isit pa gen ankenn respè pou drapo. Si nou pran yon fakilte tankou Etnoloji, ki se tanp savwa ak kilti ayisyen an, oswa fakilte syans moun yo, nou ka obsève pa gen prezans drapo. Nou kwè pyès pèp paka ekziste san respè senbolis ak imajinè yo. Se jenès inivèsitè ki pou bay leton, ki pou fè premye pa a. Respè drapo a dwe kòmanse nan Linivèsite Leta Ayiti a pou l al bout nan Palè Nasyonal. Anplis gwo deba sou granmounte nou ki fin pase anba pye, edikasyon politik ak sivik pèp la, lòt kesyon tankou lang ayisyen an, folklò ak kilti nou. Nou menm nan jenerasyon sa a, nou gen devwa pou nou fè jenerasyon k ap vini an renmen peyi li, renmen drapo li.

Sandy R. LAROSE
Sikològ, Jounalis
Mastè nan Listwa

Suite de la page (7)

au-dessus de la loi.

M. Aristide est un chef de parti doublé d'une stature de chef d'Etat qui, renversé du pouvoir à deux reprises, a connu l'exil en deux fois dans des circonstances presque les mêmes. Et quand surtout, il s'agit également d'un dossier de Jean Dominique qui a trainé dans les tiroirs successifs d'au moins dix juges sur une période de treize années, il faut essayer, en toute lucidité, de faire travailler ses méninges et chercher à comprendre qui fait quoi, comment et pourquoi. Abécédaire du journalisme!

Jean Dominique a été abattu spectaculairement et de façon professionnelle à quelques mètres d'un poste de police, celui de Delmas/Musseau. Guy Delva, un proche du pouvoir de Martelly, eut à déclarer récemment en premier sur les ondes de Radio Caraïbe qu'un mandat de comparution allait être envoyé au président Aristide, dans le cadre de l'affaire Jean Dominique. L'on se souvient que, lors de la convocation de M. Aristide au Parquet de Port-au-Prince, le président Martelly avait péremptoirement révélé sur les ondes d'une station de Radio du Sud de la Floride, (Fréquence 1320 AM/émission PimanBouk), qu'il avait demandé personnellement au chef du Parquet de Port-au-Prince de se rendre à la résidence de ce dernier pour l'interroger, dans le cadre de ce même dossier. Et Radio Scoop FM, émettant à Port-au-Prince, d'informer que le chef de l'Exécutif s'était ravisé par la suite de rapatrier les agents de sécurité de l'USGPN affectés à la sécurité rapprochée de M. Aristide, après le déroulement de la manifestation publique du 8 mai de ses sympathisants suivie de son audition au Cabinet d'Instruction.

Les élections pour renouveler la totalité des Conseillers Municipaux, des Conseils d'Administration de Sections Communales et un tiers du Senat sont à prévoir à la fin de cette année ou dans le courant de l'année prochaine. Les partisans de Fanmi Lavalas redoutent un scénario du genre Conseil Electoral 2010 qui avait exclu cette formation politique des compétitions électorales pour "non authentification de la signature autorisée du chef de ce parti". C'est en ce sens que les grosses pointures et les éléments de base Lavalas évoquent une forme de persécution politique à travers cette audition.

Un Chef de la police en habit de politicien

Le Directeur Général de la Police Nationale, Godson Orélus, a une mission sacrée de faire de cette institution répressive un outil au service du droit et de la démocratie. M. Orélus, lors d'une conférence de presse, la veille de la convocation, a outrepassé ses droits en déclarant que toute manifestation publique est interdite sur la voie publique le 8 mai à la capitale et notamment sur le parcours que devait emprunter le cortège du président Aristide de Tabarre où il réside au Cabinet d'Instruction. D'ailleurs, il a fait remarquer que la manifestation programmée n'a pas reçu l'autorisation de l'Etat. Selon la Constitution de 1987, la population n'a pas besoin d'une quelconque autorisation pour faire passer ses revendications sur la place publique. Elle doit la notifier à la police en vue d'une bonne gestion sécuritaire.

Il en est de même du président Martelly qui n'avait pas besoin d'autorisation policière spéciale pour mettre ses troupes dans les rues en revenant du siège des Nations-Unies à New-York. Sous les feux des rares caméras de télévision, Orélus n'était pas du tout confortable à l'idée même de venir débiter une décision suicidaire qu'on lui avait dictée, quelques heures à l'avance. Il sait pertinemment qu'il n'a pas les moyens de sa politique en bannissant tout droit à la manifestation sur la voie publique ce jour-là. Le numéro 1 de la police haïtienne a fait montre de toute sa faiblesse en jouant le jeu du pouvoir en place. Godson Orélus doit assumer les mauvaises conséquences de ses ordres irréalistes dans une conjoncture difficile en tirant la révérence, puisqu'il a trainé toute l'Institution policière dans une impasse qui l'a affaibli davantage.

Tout compte fait, chaque secteur doit puiser à fond dans cet événement qui ressemble beaucoup plus à un mélodrame. Le pouvoir en place est sorti diminué et plus fragilisé dans ce dossier qui n'en finit pas certainement. Il n'a pas réussi à faire preuve de créativité et de responsabilité dans un dossier qui demande beaucoup plus de rigueur intellectuelle pour comprendre les tenants et les aboutissants. Sûrement, il a appris la leçon et tiré les conséquences logiques en découlant. La classe politique doit canaliser toutes les énergies nécessaires pour combler cette déficience motrice et, loin de tout orgueil et de tous préjugés, penser à recoller les morceaux épars pour qu'Haïti puisse avoir une classe politique digne de ce nom. M. Aristide a bien montré qu'il a mûri politiquement en invitant tous les secteurs à contribuer à résoudre les maux dont souffre la nation, particulièrement la faim qui frappe une forte majorité d'haïtiens. A travers son point de presse du 10 mai au lendemain de son audition au cabinet d'Instruction, il l'a martelé très fort en disant que personne ne peut à elle seule venir à bout du mal haïtien.

Depuis le 8 mai dernier, les données politiques ont bien changé. Fanmi Lavalas a fait sa "rentrée politique" sur les chapeaux de roue, grâce à une combinaison de facteurs à la fois endogènes et exogènes. Tabarre est redevenue le nerf du pouvoir politique. Et à travers cette sortie, toute la faune politique est censée réorganisée surtout en fonction des intérêts en présence. L'ex-président Aristide a le devoir et l'obligation de réussir, fort de son expérience politique acquise durant au moins trois décennies dans l'arène. Il a à son actif un bilan qui pèse encore bien lourd sur l'échiquier politique haïtien et qui lui permet de contribuer, à travers sa structure politique, à l'émergence d'une nouvelle Haïti. Il y va à la fois de son avenir et de celui du peuple haïtien.

Jose Clément
Florida, le 13 mai 2013
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

Suite de la page (6)

Boutofen se senatè Moïse Jean-Charles ki te sòti vin pale ak jounalis yo, ki te kanpe fèm douvan pòt biwo jij la ap tann prezidan Aristide, ki t ap prepare l pou l sòti. Senatè Moïse te fè konnen Martelly ap sèvi ak Lajistis pou fè pèsekisyon politik, fòk Jean Dominique jwenn jistis, men yo pa ka sèvi ak dosye sa a pou l fè pèsekisyon politik. « Martelly ouvè vàn politik la", selon senatè Moïse. Prezidan Aristide te rive kite palè jistis san l pa fè okenn deklarasyon, pandan jounalis tout plim tout plimay t ap kouri dèyè l pou yo te rache kèk mo. Prezidan an te monte machin li, kòtèj la te pran direksyon Nò, kote yon foul moun t ap tann li. Se avèk anpil difikilte kòtèj prezidan an te travèse foul moun yo e se ak kè kontan, lajwa, anpil aplodisman, 2 men anlè ak branch bwa, pankat anlè foul la te akeyi lidè karismatik yo a, yo te akonpanye l pou rive douvan baryè lakay li, Taba, ki se anviwon 10 kilomèt.

Nan mitan foul la te genyen plizyè palmantè ak kad pati a, manm, militan, patizan ak senpatizan ki te kontan wè prezidan Aristide. Lè foul moun ki t ap manifeste kè kontan yo, nan defoulman popilè sa a, te kite bisantnè a anba gwo dispozitif sekirite ajan Polis Nasyonal Dayiti (PNH) yo, ki te fè yon bon travay jou sa a, te monte nan ri Channmas, vire sou granri,(Boulva Jean Dessalines), monte nan ri Joseph Janvier, vire nan ri Mgr. Guilloux, monte nan ri Oswal Durand, ri Saint-Honoré, ri Kapwa, ri Pikan, Ri Lama, monte Bèlè, kote prezidan an te kanpe machin li, ouvè pòt la epi salye popilasyon an ak gwo bizou kè kontan. Sa montre Dr. Aristide toujou rete atache ak mas pèp la nan katye pòv yo. Foul la ak kòtèj la te desann Delmas 2, pran wout pis la, wout ayewopò epi mennen prezidan an lakay li nan Taba.

Sou tout wout la foul la t ap vin pi plis, moun t ap sòti lakay yo nan tout kwen, tout koridò, monte sou tèt kay, nan fenèt lakay yo ap bat bravo, ap aplodi prezidan Aristide ki t ap pase. Lè yo te rive sou Channmas la, manifestan yo te rache tout postè Martelly-Lamothe yo ki te atache nan poto elektrik yo. Sa montre degou yo genyen pou gouvènman kaletèt sa a k ap kaletèt mas pèp la, nan gaspiye lajan pèp la, nan fè tout kalte vye postè pou pwovoke mas yo, nan fè pwopagann pandan mas pèp la nan katye popilè yo ap mouri anba grangou wòz tèt kale. Nan yon gouvènman kote kòripsyon se sèl kòk chante, mas pèp la bo kote pa l ap mouri grangou. Nou konstate pèp la te kontan wè prezidan Aristide, menm lè gouvènman an te voye chèf Lapolis, Godson Orèlus al deklare pèp la lagè lè l te di : « Si gen manifestasyon Lapolis ap kraze l », pèp la te pran lari a ak kè kontan e Lapolis te ba yo tout pwoteksyon. Gouvènman an ak chef Lapolis la te aloral.

Se te yon veritable kanaval ki te defile nan lari Pòtoprens e ki te rasanble anviwon yon milyon moun, sòti bisantnè pou al bout Taba. Demonstrasyon fòs sa a Lavalas te fè mèkredi 8 me a montre yon lòt fwa ankò Lavalas rete sèl pati politik ki ka mobilize yon milyon moun nan kapital la, san fizyon ni alyans e randevou a kase nan pwochèn eleksyon yo, kote Lavalas la pral desann pou l al pran tout GNBis yo, lage yo nan poubèl listwa, fwa sa a yo pap ka di eleksyon an konteste, paske se yo menm menm ki nan KTKEP a.

Se nan sans sa a prezidan Aristide te rele laprès lakay li jedi 9 me a pou l te remèsye mas pèp la, ki te transfòme yon jounen òdinè nan yon jounen ekstraòdinè. E, li te pwofite okazyon sa a, pou l te di pèp la kouman li santi soufrans li anba grangou wòz tètkale sa a, dyaspora a y ap pije nan pran ak gwo ponyèt yon dola senkant (1,50 $) sou chak ti transfe yo voye bay fanmi yo nan peyi Dayiti, anplis de sa yo pran sou apel telefonik yo. Lajan sa yo al plen pòch granmanjè yo nan pouvwa kaletèt la. Li fè konnen pa gen okenn moun ki te mete baboukèt nan bouch li pou l pa t pale, se li ki te fè chwa pa pale, li te prefere ap tande moun, obsève reyalite a. Li déjà wè depi eleksyon fèt, lib, demokratik, transparan, Lavalas ap ranpòte majorite fòs yo. Prezidan Aristide mete fen ak tout vye pawòl ki t ap pale sou direksyon pati a. Li klè kou dlo kokoye, se Doktè Maryse Narcisse prezidan pase mayèt la nan tèt Fanmi Lavalas. Tout traktasyon, tout konplo fini. Fanmi Lavalas sou lidèchip Maryse Narcisse, ap prepare l pou l fè fas kare ak GNBis yo sou tèren eleksyon an, fòk pèp la rete trè veyatif epi prè pou y al defann vòt yo, pou entènasyonal la pa vin fè nou vale okenn pwazon vyolan.

Suite de la page (8) Philosophie de la créolisation...

Dorismond appelle ¨mémoires souffrantes¨. Les deux autres parties posent la question de la politique aujourd'hui dans les sociétés créoles caribéennes, celle de l'organisation de ces sociétés. Le philosophe conclut par une critique de la tradition de la philosophie politique contemporaine, notamment des théoriciens de la Reconnaissance et de leur démarche d'intelligibilité des sociétés postcoloniales.

Traversé par un souci de dépassement épistémologique, ce texte de caractère hétérogène mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent aux sociétés créoles et aux séquelles de la colonisation et de l'esclavage. La pensée de l'émancipation de ces sociétés requiert un véritable remaniement philosophique. Ce texte constitue la pierre angulaire d'un tel édifice politique.

Edelyn Dorismond, *L'ère du métissage. Variations sur la Créolisation. Politique, éthique et philosophie de la diversalité*, éditions Anibwé, 2013, Paris, 463 pages, 28 euros.

La corruption en Argentine !

Suite de la page (12)

discours adversaire a dérivé vers un de ces sujets, il a mis à nu des arguments mesquins, de basse qualité démocratique et en général représentatifs de petits secteurs. Chaque fois qu'il y a eu débat, ce débat a favorisé le Gouvernement.

Le choix de dénoncer la corruption est une décision politique, mais en plus cela [qui a] à voir avec la qualité de la plainte et les mécanismes de conviction qu'ont les médias. Sur d'autres terrains l'effet des grands médias a moins d'impact parce que l'on traite de politiques de masse qui ont des conséquences massives et vérifiables de manière individuelle. Chacun peut connaître quelque résultat des politiques d'intégration, de répartition du revenu ou d'élargissement des droits. Dans ces cas, la réalité virtuelle peut être confrontée par une réalité concrète et perd en force, fait partie d'une mise en scène.

En revanche, la réalité virtuelle peut prévaloir dans les sujets qui sont menaçants ou nuisibles pour un groupe social – ce qui le prédispose ? – et dont l'existence réelle ou son échelle ne peut être vérifiée par chaque personne ni par ce groupe sans l'intermédiation médiatique. À la différence des politiques pour tous. Un acte de corruption ne peut être connu si ce n'est à travers les médias. Mais s'il y a un choix politique aussi importante, c'est parce que sur d'autres sujets l'opposition a moins de chance, ce qui peut apparaître, plus que le constat d'un acte de corruption, c'est plutôt une construction médiatique, quelque chose qui est forcé, et qui est construit comme si c'était la réalité, sans l'être. Ainsi, un langage médiatique qui sert pour interpréter et représenter la réalité s'utilise cette fois à la récréer pour la nécessité d'exploiter au maximum un sujet. Et de cette façon la construction médiatique se transforme en opération politique.

Avant la tentative médiatique actuelle de lier Néstor Kirchner à des actes de corruption à travers l'entrepreneur Lázaro Báez, des tonnes d'articles ont été écrits au sujet d'un supposé acte de corruption du vice-président Amado Boudou en rapport avec l'entreprise Ciccone Calcográfica. Si quelqu'un a commis un délit de corruption, il doit être puni par la Justice. Il ne s'agit pas d'établir ici l'innocence de Boudou, ni de personne. Ce dont il s'agit c'est de la campagne journalistique qui n'a jamais pu démontrer sa culpabilité et que l'élection du vice-président pour être la cible de cette campagne fut une décision politique.

L'investigation journalistique semblait écrasante par son volume, mais il n'arrivait pas à prouver son hypothèse. A aucun moment, ils n'ont pu prouver que Boudou aurait été favorisé dans une transaction. Pour cela ils auraient dû démontrer que le vice-président, ou son prête-nom, était le propriétaire de The Old Fund ou les financiers de Ciccone Calcográfica. Ils n'ont pu prouver la partie la plus importante, mais le volume de ce qui a été diffusé et sa répétition permanente dans tous les grands médias ont laissé une impression contraire

Finalement, le Gouvernement a exécuté la dette que Ciccone avait à



Des tonnes d'articles ont été écrits au sujet d'un supposé acte de corruption du vice-président Amado Boudou en rapport avec l'entreprise Ciccone Calcográfica

l'AFIP et étatisé l'entreprise pour la fabrication de papier-monnaie. Il n'a pas payé un peso de plus. Ceux qui étaient les propriétaires n'ont été favorisés en rien. Tout le contraire. Un obstiné est arrivé à affirmer que le Gouvernement avait pris cette décision stratégique seulement pour couvrir le tout. Mais peu de temps après, le banquier Raul Moneta a exigé une indemnisation, puisqu'il a reconnu que c'était lui qui avait financé The Old Fund – une société écran qui appartenait à Alejandro Vanderbroele – pour contrôler Ciccone. L'irruption de M. Moneta a fini par neutraliser toute la campagne médiatique, qui a trainé à partir de là. De toute façon, quand ils abordent ce cas, l'opposition et les grands médias, disent que l'investigation a été arrêtée par le Gouvernement quand la défense a réussi à changer un procureur qui était influençable par les médias. Mais ils ne disent pas que toute présomption de culpabilité de Boudou perdait sa force avec l'étatisation de l'entreprise et avec l'irruption de M. Moneta comme le vrai financier.

Vanderbroele travaillait pour M. Moneta et non pour M. Boudou. Les failles de l'investigation journalistique avaient été mises en évidence depuis longtemps, mais le débit des articles et le mitraillage permanent de la part des grands médias couvrait cela.

Le détonateur du cas précédent a été l'ex-femme de M. Vanderbroele.

Le détonateur du cas Lázaro Báez a été le témoignage de deux témoins, qui se sont dédits après : ils ont avoué qu'ils ont menti pour détourner des problèmes de business, dans un cas avec des supposés débiteurs et dans l'autre pour nuire à son ex-employeur. Et l'unique document, c'était un papier au nom du fils de Lázaro Báez, la vente de la maison des Kirchner à Santa Cruz à l'entreprise de Báez et à une société où Kirchner a mis le terrain et Báez a construit un immeuble d'appartements. Si Lázaro Báez a fraudé le fisc, il devra être jugé et puni. Mais tout le montage n'a pas été fait pour emprisonner Báez pour évasion fiscale, mais pour essayer de le montrer comme prête-nom de Kirchner. En réalité, il démontre le contraire, parce que s'il en avait été ainsi, Kirchner se serait occupé de ne pas apparaître dans aucune affaire avec Báez. Et ce sont deux petites affaires (la vente d'une maison et d'un terrain) sans aucune relation avec des fonds publics. Ils ont dépensé de l'encre et de la salive pour parler des affaires de Báez (qui en a beaucoup avec son entreprise de construction) et cela n'importe pas qu'ils n'aient pas pu prouver qu'il est un prête-nom, parce que les grands médias et la multiplication de chaque article et de chaque annonce créent la sensation de ce qu'il en a été un. Quand la Justice ne trouvera pas de preuves, ils diront que c'est la faute du juge.

Ces deux cas sont paradigmatiques parce que cela ne les intéresse pas de démontrer que la corruption publique existe, un problème qu'il est nécessaire de déterrer. Ils vont plus loin, parce qu'ils ont cherché à impliquer un vice-président et un ex-président pour installer comme paradigme exemplaire que toute politique qui transgresse les cadres établis par le pouvoir économique est si marginale qu'elle peut seulement être motivée par le vol. Quand ils choisissent l'axe anticorruption comme outil central de remise en question d'un gouvernement, c'est parce que tout autre thème ne leur serait pas favorable. Mais de plus, la morale de cette campagne des grands médias serait que le progressisme ou les politiques de changement sont bien pour exhiber dans une vitrine ou pour des témoignages, mais quand quelqu'un les converties en réalité, il ne peut s'agir seulement d'un marginal et d'un voleur.

Página 12. Buenos Aires 11 mai 2013.
Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi.
El Correo. Paris, le 11 mai 2013

Suite de la page (12)

capitalisme au dessus de leurs différences de toute espèce et malgré celles-ci, en transformant en axe de leurs luttes le combat contre le pouvoir financier, la domination impériale, le pouvoir étatique des classes dominantes, leur vision du monde et de leur valeurs déformantes, conservatrices, oppressives, néfastes et insoutenables. Parce que sans une éducation politique des majorités opprimées et exploitées, sans une bataille pour les idées, une formation dans la solidarité et dans l'internationalisme, les majorités pauvres et travailleuses seront toujours ceux-là, seulement une majorité, et le 1 pour cent continuera à diriger les 99 %.

Au Mexique les instituteurs livrent une juste et dure lutte pour la défense de leurs conquêtes sociales, parce que la soi-disant réforme de l'éducation est en réalité une lutte pour empirer les conditions de travail et pour réduire les résistances à la privatisation de l'enseignement. Ils expriment, surtout les instituteurs ruraux, aussi la voix des paysans et des indigènes, comme les grèves générales continues des instituteurs argentins dans les provinces représentent aussi la population pauvre encore désorganisée. Mais les uns et les autres doivent être soutenus de toute urgence par d'autres secteurs syndicaux et, surtout, par des hommes politiques, comme les Mexicains Morena ou l'autre campagne, ou la gauche politique et sociale argentine qui ne partagent pas cette lutte des instituteurs pour construire un axe de l'action politique nationale solidaire et mobilisatrice et pour discuter les vraies priorités budgétaires et politiques, l'injustice du système, des bases pour un programme alternatif conjoint.

Du Mexique jusqu'à l'extrémité sud du continent, les luttes sont aujourd'hui dures, mais ponctuelles, isolées dans l'espace et dans le temps, et les mouvements sociaux n'avancent pas, ce qui permet aux gouvernements de porter des coups aux plus avancés du mouvement ouvrier (par exemple, électriciens, mineurs et instituteurs au Mexique), et aux gouvernements soi-disant « progressistes » de réprimer violemment les luttes locales sur la défense de l'environnement contre l'industrie minière (comme dans plusieurs provinces argentines) ou les mouvements des paysans-indigènes (comme en Bolivie), et aux autres gouvernements, comme le panaméen, le Colombien, le Péruvien ou le Chilien, aussi de réprimer l'un après l'autre, séparément, les mouvements indigènes qui luttent pour l'eau et leur territoire, contre la grande industrie minière ou pour leurs terres et ce mouvement ouvrier ou étudiant pour des augmentations salariales et pour la gratuité d'un enseignement public et gratuit, comme au Chili, aussi puissants et persistants qu'ils soient.

Le rejet de la putréfaction des partis et des institutions politiques capitalistes a donné prise à un reflet négatif et primitif, la dénommée « duplicité » néo-anarchiste (mais, les vrais anarchistes, en Espagne, par exemple, étaient politiques, défendaient la République, étaient antifranquistes et membres d'une gauche plurielle et ils donnaient une grande importance à l'étude, à la théorie et à la solidarité de classe sur le terrain national et international). On a besoin en revanche d'une politique anticapitaliste, d'unir politiquement les diverses rébellions autour d'une alternative anti systémique, de construire partout des mouvements-partis démocratiques et pluralistes indépendants du capitalisme et s'appuyant sur des organisations massives. Parce que la voie de la subordination à l'appareil étatique capitaliste, comme c'est le cas avec les mouvements sociaux qui forment le MAS bolivien ou, en partie, avec les mouvements sociaux vénézuéliens ou équatoriens, est la voie de la paralysie et de la bureaucratisation. Je reviendrai sur ce sujet parce qu'il faut apprendre des expériences vénézuéliennes et boliviennes, jusqu'à présent les plus importantes dans notre continent du point de vue de la relation entre les mouvements sociaux, les gouvernements « progressistes » et l'État capitaliste que ceux-ci administrent et qui doit précisément être remplacés par des pouvoirs populaires pour échapper à l'extractivisme et aux politiques néolibérales actuelles que tous les gouvernements latinoaméricains appliquent malgré leurs différences.

***Guillermo Almeyra** Historien, chercheur et journaliste. Docteur en Sciences Politiques (Univ. Paris VIII), professeur-chercheur de l'Université Autonome Métropolitaine, unité Xochimilco, de Mexico, professeur de Politique Contemporaine de la Faculté de Sciences Politiques et Sociales de l'Université Nationale Autonome de México. Domaine de recherche : mouvements sociaux, mondialisation. Journaliste à La Jornada, Mexique.

La Jornada. Mexique, le 12 mai 2013.
Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, le 13 mai 2013.

GUATEMALA : Rios Montt reconnu coupable de génocide



L'ancien dictateur Efrain Rios Montt

Un tribunal du Guatemala a reconnu coupable l'ancien dictateur Efrain Rios Montt de génocide et de crimes contre l'humanité vendredi, le condamnant à une peine d'emprisonnement de 80 ans, dont 50 ans pour génocide.

Il s'agit de la première peine du genre jamais imposée à un ancien leader d'Amérique latine. Il s'agit aussi de la première reconnaissance, de la part de l'État, qu'un génocide a été commis pendant la sanglante guerre civile qui a duré de 1960 et 1996, ce que le président actuel, le général à la retraite Otto Perez Molina, a nié.

Selon le juge-président Yassmin Barrios, Rios Montt était au courant de tout ce qui se passait et n'a rien fait pour y mettre fin, en dépit du fait qu'il avait le pouvoir pour le faire. Il l'a ensuite déclaré coupable de génocide.

L'ancien général âgé de 86 ans rigolait, parlait à ses avocats et écoutait les procédures à l'aide d'écouteurs. Lorsque le verdict de culpabilité a été prononcé, le public dans la salle de cour a manifesté sa joie. Des femmes qui ont perdu des proches pendant les massacres n'ont pu s'empêcher de pleurer. Pendant que les caméramen et photographes se précipitaient autour de lui, Rios Montt a crié au juge de rétablir l'ordre dans la salle.

La décision du juge Barrios a suscité des réactions au Québec, alors que des responsables de Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) l'ont qualifiée de «véritable victoire pour les survivants du génocide, surtout dans un pays où les taux d'impunité pour de simples homicides demeurent au-dessus de 90 pour cent», a affirmé Étienne Roy-Grégoire, membre du conseil d'administration du PAQG.

La durée de la peine se veut surtout symbolique, compte tenu de l'âge de l'accusé et du fait que la peine maximale au Guatemala ne peut dépasser 50 ans. Ses avocats ont promis d'en appeler du verdict.

«Il s'agit d'un verdict injuste. Nous savions déjà qu'ils allaient le déclarer coupable, le général s'est même présenté avec sa valise pleine», a déclaré l'avocat de la défense, Francisco Palomo.

Un tribunal composé de trois juges a prononcé le verdict à l'issue d'un procès qui a duré près de deux mois et au cours duquel des dizaines de victimes ont fait part d'horribles atrocités.

Le procès a été marqué de hauts et de bas, alors que le procès a été suspendu pendant 12 jours en raison d'appels. À certains moments, même, il semblait destiné à être annulé.

Les procureurs ont affirmé que Rios Montt devait être au courant des massacres d'Indiens mayas pendant qu'il était à la tête du Guatemala, de mars 1982 à août 1983, au zénith de la guerre civile. Les trois juges ont conclu que les massacres ont suivi un modèle identique, démontrant qu'ils avaient été planifiés, ce qui ne serait pas possible sans l'approbation du commandement militaire, que Rios Montt dirigeait.

Rios Montt a affirmé qu'il n'a jamais été informé, ni ordonné des massacres pendant qu'il se trouvait au pouvoir. Jose Mauricio Rodriguez Sanchez, un ancien général âgé de 68 ans et co-défendant, a par ailleurs été acquitté de toutes les accusations qui pesaient contre lui.

La Presse Canadienne, The Associated Press, thecanadianpress.com 10 mai 2013

Le petit fils de Malcolm X assassiné alors qu'il se rendait en Iran

Le petit fils du leader musulman noir Malcolm X a été assassiné jeudi au Mexique. Il voulait se rendre en Iran. La nouvelle de l'assassinat de Malcolm Shabazz a très vite fait le tour des réseaux sociaux. L'ambassade étasunienne à Mexico a confirmé cette information sans donner davantage de détail sur les circonstances du meurtre. Le corps de Sbabbaz a été retrouvé alors qu'il portait les traces de balles et des fractures liées à une chute.



Malcolm Shabbaz

Il aurait été enlevé avant d'être assassiné. Malcolm Shabbaz projetait de se rendre en Iran, à Qom précisément, où il souhaitait faire des études théologiques.

LGS 13 mai 2013

Suite de la page (4)

Trois fois Aristide est sorti de sa voiture pour saluer la foule – à l'extérieur de la barrière du palais de justice, au Bel Air, et en face de sa maison – incitant les gens à se lancer vers sa voiture, à lever les bras, créant ainsi un océan de mains en l'air. Ensuite, les gens s'étreignaient, se tapaient les paumes de la main en signe de victoire, quelques uns avec des éclats de rire, d'autres en pleurant.

Même un homme vêtu de haillons avançant au rythme du cortège de voitures suivant Aristide offrait ses services en essuyant chaque voiture avec un chiffon sale, mais ne demandait pas d'argent en retour.

«*Se pa lajan non, se volonte n wi*» (Ce n›est pas pour de l›argent, c'est notre cœur qui y est) était le slogan de la foule qui accourait lors des rassemblements massifs de campagne d›Aristide en Novembre et Décembre 1990, quand il était candidat à la présidence. Ce slogan a été repris pour être entendu à nouveau le 8 mai 2013 durant la grande marche spontanée, qui a pris de plus en plus d'ampleur au fur et à mesure qu'avançait la foule à travers la capitale.



Certains experts ont tenté de banaliser cette marche historique, en disant que ce n'était que le début de la campagne électorale de la Famille Lavalas (FL)

Par contre, lorsque Martelly a organisé un rassemblement carnavalesque au Champ-de-Mars, ce 14 mai, pour célébrer ses deux ans au pouvoir, beaucoup des participants ont été payés 1 000 gourdes (US $ 24) par tête de personne pour qu'il y ait du monde. Ils ont aussi reçu un maillot – soit rose soit blanc – pour s'habiller. Mais après avoir pris l'argent, beaucoup de « célébrants » ont jeté leur maillot dans les rues, ce qu'ont observé nos correspondants. En passant, un photographe d'*Haïti Liberté* a été aussi exclu du «stand» pour les médias malgré qu'il ait présenté ses accréditations de presse.

Certains experts ont tenté de banaliser cette marche historique, en disant que ce n'était que le début de la campagne électorale de la Famille Lavalas (FL), le parti fondé par Aristide en 1996. (Beaucoup de dirigeants politiques haïtiens, y compris ceux de Fanmi Lavalas, doutent fort que des élections libres et équitables puissent être tenues sous Martelly, ou même qu'il veuille qu'elles aient lieu. «*Vle pa vle, fòk Martelly ale*», était un autre slogan entendu pendant la marche).

Mais le 8 mai 2013 était beaucoup plus qu'un simple rassemblement à des fins de campagne électorale. Il a été un tournant, une démonstration populaire de force qui a changé la donne politique d'Haïti à court terme. L'histoire d'Haïti a déjà montré que lorsque le peuple haïtien commence à se déplacer en si grand nombre, un changement politique majeur est imminent. Les semaines à venir révèleront exactement ce que sera ce changement politique.





Cuba est le meilleur pays d'Amérique latine pour la maternité

Londres, le 7 mai.— Cuba est le meilleur pays d'Amérique latine pour être mère, et le 33e à l'échelle mondiale, selon le rapport de Save the Children, une ONG qui lutte pour les droits de l'enfant.

Une étude intitulée «Situation des mères dans le monde», Save the Children, qui a siège à Londres – a comparé la situation dans 176 pays dans les domaines de la santé, la mortalité infantile, l'éducation, les revenus et le statut des mères.

La Finlande vient en tête dans ce domaine, tandis que les dix dernières places sont occupées par des pays d'Afrique subsaharienne.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, Cuba est le pays le mieux classé, à la 33e place devant l'Argentine (36), le Costa Rica (41), le Mexique (49) et le Chili (51).

« Il existe d'énormes disparités dans la région latono-américaine et caribéenne », a affirmé le directeur de Save the Children pour l'Amérique latine, Beat Rohr. « Nous avons constaté que lorsque les femmes bénéficient d'une éducation, d'une représentation politique et de soins maternels et infantiles de qualité, elles ont beaucoup plus de chances de survivre et de s'épanouir, à l'instar de la société dans laquelle elles évoluent », a-t-il ajouté.

On estime qu'un million de nouveau-nés meurent chaque jour dans le monde, et que ces enfants pourraient être sauvés avec l'instauration d'un accès universel à des produits tels que les injections de corticostéroïdes pour le traitement de l'accouchement prématuré, afin de réduire le risque de problèmes respiratoires chez les bébés, à des techniques de ressuscitation néonatale, à un nettoyage du cordon ombilical du nouveau-né à l'aide de chlorhexidine, et d'antibiotiques injectables. (PL)

La Havane. 8 Mai 2013

Lettre à Fidel du directeur de la FAO

Rome, le 29 avril 2013

Cher Commandant,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en ma qualité de Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), afin de vous féliciter très sincèrement, vous et tout le peuple cubain, pour avoir déjà atteint les objectifs fixés par le Sommet mondial de l'alimentation, tenu à Rome en 1996, visant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015.

Comme vous devez vous en souvenir, vous nous aviez honorés de votre présence à ce Sommet, et vous avez prononcé un discours à la fois bref et percutant encore ancré dans la mémoire collective de notre Organisation. Vous aviez conclu votre intervention en signalant : « Le tocsin sonne aujourd'hui pour ceux qui meurent de faim chaque jour. Il sonnera demain pour l'humanité tout entière si celle-ci n'a pas voulu, n'a pas su, ou n'a pas pu être suffisamment intelligente pour assurer son propre salut. » Et l'on raconte que vous aviez déclaré à la conférence de presse qui a clos ce Sommet que, même si les objectifs fixés étaient atteints, on ne saurait quoi dire à l'autre moitié de l'humanité touchée par le fléau de la faim. Ce sont des concepts qui ont conservé toute leur signification et leur valeur à ce jour.

Dix-sept ans se sont écoulés depuis, et j'ai aujourd'hui la grande satisfaction de vous annoncer que, sur décision de ses pays membres et pour la première fois dans son Histoire, la Conférence de la FAO, prévue au mois de juin prochain à Rome, se fixera comme objectif premier de notre Organisation l'éradication totale de la faim.

À cette occasion, un hommage sera rendu à Cuba et à 15 autres pays ayant connu le plus de succès dans la réduction de la faim. Un diplôme de reconnaissance leur sera remis à tous pour avoir atteint les objectifs du Sommet avant les délais fixés. Les pays qui accompagneront Cuba sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Chili, les Fidji, la Géorgie, le Ghana, le Guyana, le Nicaragua, le Pérou, les Samoa, Sao Tomé et Principe, la Thaïlande, l'Uruguay, le Venezuela et le Vietnam.

Tout en vous réitérant mes félicitations pour les importants progrès accomplis par votre pays, je vous adresse, à vous ainsi qu'à tout le peuple cubain, mes meilleurs vœux de bien-être et de succès.

Je vous salue en vous priant d'agréer l'assurance de toute ma considération et de mon estime.

José Graziano da Silva

Commandant
Fidel Castro Ruz
La Havane
Cuba

Granma. La Havane. 8 Mai 2013

Ramon Labañino salue la présence de René Gonzalez à Cuba

Ramon Labañino, un des combattants antiterroristes emprisonnés aux États-Unis, a déclaré qu'« avec la présence de René Gonzalez dans sa patrie, c'est comme si une partie de nous-mêmes se trouvait désormais à la maison ».

Après avoir appris la nouvelle que la juge Joan Lenard avait accepté le 3 mai de modifier les conditions de liberté surveillée de René et l'avait autorisé à rester à Cuba en échange de sa renonciation à la nationalité nord-américaine, Ramon Labañino a adressé un message depuis la prison d'Ashland, dans l'État du Kentucky.

« Le moment était venu après tant de tergiversation et d'injustice ! », a-t-il affirmé.

Ramon Labañino, condamné en 2001 à la peine à perpétuité plus 18 ans, puis à 30 ans de prison, après une nouvelle audience d'application de peine, a dit qu'aussi bien lui que Gerardo Hernandez, Antonio Guerrero et Fernando Gonzalez se sentaient soulagés de savoir que leur compagnon ne serait plus en danger dans ce lieu « entouré des menaces que nous connaissons ».

Labañino s'est dit optimiste sur le fait que tôt ou tard, le reste du groupe reviendra dans leur Patrie. « René est notre avant-garde. Il apporte à tous l'accolade et l'affection des Cinq. »

« Avec sa présence, nous sommes présents tous les Cinq. Dans chaque action qu'il réalisera pour le bien de Cuba et de l'humanité, dans ses nouvelles responsabilités et ses tâches, dans ses nouvelles missions et ses rêves. Il y sera jusqu'à ce que les Cinq finissent par être en liberté sur cette terre que nous aimons tant », a-t-il ajouté.

« La joie nous envahit. L'amour et la vérité seront toujours victorieux contre les injustices, » a souligné Ramon, dans un texte diffusé par le Comité international pour la liberté de ces cinq combattants contre le terrorisme. (PL)

Granma. La Havane.
8 Mai 2013

Convocation du Dr. Aristide au cabinet d'instruction :..

Suite de la page (8)

ne lésinent pas, puisque tous les moyens sont bons. Il s'agit toujours de faire du mal à Haïti.

Ceci étant compris, vu, connu et certifié, Lavalas ne doit pas fermer les yeux ; c'est pourquoi le 8 mai écoulé, jour où le Dr. Jean Bertrand Aristide devait se présenter devant le juge d'Instruction, Ivickel Dabrezil, l'Organisation Politique Lavalas a montré sa surprenante capacité mobilisatrice. Le gouvernement Martelly-Lamothe, à bout de formules aptes à les aider à faire échec à cette vaste mobilisation, s'était lancé dans l'intimidation, allant jusqu'à utiliser le chef de la police, Godson Orélus, qui devrait dissuader Lavalas à accompagner Jean Bertrand Aristide. La tactique était claire, isoler le leader charismatique du peuple pour pouvoir l'étouffer. C'est la tactique de chasse des lions, quand ils veulent s'emparer de leur proie pour la déchirer. Il fallait donc utiliser ces petites formules hypocrites. **« Nul n'est au-dessus des lois et de la constitution du pays. Sans l'autorisation de la police, personne ne peut manifester sur la voie publique. »** Des ruses d'un genre à faire oublier au peuple haïtien que derrière ces manœuvres se cachent des illégaux, des ennemis farouches de la constitution, des lois de la République et de la démocratie. Ces assassins croient que le peuple a perdu la mémoire, qu'il allait livrer sur un plateau en or son seul protecteur, le seul qui a véritablement résisté, qui ne s'est jamais agenouillé, même face à la menace d'évidents coups d'Etat.

Cette capacité lavalassienne *a été mise à rude épreuve par des menaces proférées : que la violence allait frapper les partisans d'Aristide, qui oseraient descendre dans les rues le mercredi 8 mai 2013. Des insultes, comme d'habitude étaient lancées, faisant accroire que* le but des Lavalassiens n'était pas de se solidariser avec leur leader, mais plutôt *de dévaliser les passants,* briser les vitres des voitures, bref de semer la terreur dans la ville. Malheureusement, ces manœuvres n'ont pas abouti. Pacifiquement, dans l'ordre et la discipline, le peuple a dit son mot dans la rue. Il a tranché sans l'ombre d'un doute. Les slogans étaient clairs et précis. Aux Agents de la persécution politique, aux forgeurs de coups d'Etat, aux exclusivistes, aux exploiteurs de tous poils, le peuple majoritaire a parlé. C'est ça la démocratie, le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple.

Quelle belle leçon que celle donnée par le peuple le 8 mai 2013 !

Malheureusement, les fossoyeurs d'Haïti, dans leur cécité, leur surdité, leur mépris, leur haine et leur sentiment de supériorité, n'ont rien compris. Ils continueront à agir de la même manière qu'ils l'ont faite, depuis 209 ans d'indépendance. Ils ne changeront jamais.

Mercredi 8 mai 2013, les masses populaires étaient dans les rues ; fulgurante descente qui a étonné de nombreux hypocrites qui croyaient que Jean Bertrand Aristide allait être déchiré vivant dans l'indifférence de cette majorité nationale. C'est le propre des anti-progressistes de faire mentir même la réalité. La réalité, c'est leur mensonge, leur illusion, c'est tout, sauf la vérité. Pourtant, cette vérité est dite par la majorité nationale, cette majorité nationale assoiffée de justice, de paix, de pain pour subsister dans ce monde de la mort, construit de toutes pièces par les inventeurs d'idéologies et de systèmes.

Alliés à ces intellectuels, ces intellectuels qui disent vouloir la transformation de la société d'injustice, de misère, d'exploitation et d'exclusion en une société de dignité, les maîtres de la Terre et des sociétés fortifient leur idéal, qui consiste à détruire tous ceux qui revendiquent une petite place au soleil de la vie. Ces intellectuels, plus ils parlent du changement, plus ils l'annoncent, plus ils le rejettent avec violence. C'est la négation absolue de toutes valeurs d'humanisation des exclus. Malheureusement, en Haïti ces intellectuels pullulent, fleurissent comme des champignons. L'important pour eux c'est de tirer leur part du gâteau, de couler une vie douce dans ce champ de ruines, dans cette vallée de la mort qu'est la vie des peuples exploités. Ce sont ces renégats qui croient qu'ils peuvent faire mentir la réalité, les faits et la vérité. Dans cette perspective, tout n'est que produit de leurs élucubrations, de leur imaginaire. La vérité, c'est leur désir, leur vœu. De là provient l'attitude intolérante : négation de l'autre, refus de l'autre, mort de l'autre. Cette négation a conduit l'Occident à l'esclavagisation des hommes, au rejet de tout ce qui n'émane pas de son savoir, de sa philosophie, de son système de pensée.

Mercredi 8 mai 2013, la majorité nationale a parlé, une parole vivante, forte, claire, intelligente, altruiste, humaniste ! Une parole qui rejette le mensonge, la persécution, la misère, l'arrogance et les discriminations de toutes sortes. Bref, une parole de la vie, pour la vie, pour construire la véritable vie. Une parole qui revendique sa part d'haïtianité, sa part de vie dans cette Haïti, patrimoine sacré, légué à tous par nos valeureux ancêtres. Parole de l'espoir qui, exigiblement, doit galvaniser la conscience de tous ces hommes et femmes qui luttent pour l'avènement de la démocratie dans notre chère Haïti.

Mercredi 8 mai 2013, la solidarité s'est faite chair, preuve indubitable que si les damnés de la Terre s'unissent, ils peuvent construire un autre monde, d'autres sociétés où l'humanisme pourrait avoir droit de cité. Nous avons besoin de l'humanisme pour anéantir tous les mythes forgés par les exploiteurs, depuis les temps immémoriaux. Tous ces mythes, qui nous font croire que notre destin est de souffrir, de mourir dans les chaines de l'exploitation pour la gloire de nos maîtres, nous devons les briser, les détruire, pour nous lancer dans la construction d'une vie pour tous. C'est ce message que les maîtres du monde ne comprendront jamais, astreints comme ils le sont, à forger la souffrance, la misère et la mort des damnés.

Faire de l'ordinaire l'extraordinaire, c'est inventer la révolution qui doit transformer nos conditions « mi-homme, mi- bête » en conditions humaines d'existence. Cette révolution doit nécessairement passer par une profonde transformation de nous-mêmes, de notre conscience, une conscience qui nie et rejette, par la même occasion, cette condition d'animalité qu'on nous impose. Nous devons donc nous libérer de cette culture, qui a fait de nous autre chose que nous sommes en réalité. Cette culture individualiste, individualisante, qui nous pousse à l'intoxication et au suicide collectif. Nous devons apprendre à connaître que nous ne sommes pas les seuls présents au monde, que ce monde est peuplé de milliards d'êtres humains qui ne demandent qu'à vivre. C'est ensemble et avec les autres que nous allons au vrai, à la vérité ! Nous devons chercher l'homme, il existe et vit au creux de nos mains. Il n'existe pas ailleurs, mais dans notre quotidienneté et notre devenir.

C'est ce message que 8 mai 2013 nous a apporté. Nous ne devons pas utiliser les institutions étatiques pour persécuter, faire souffrir et faire mourir l'autre, mais pour l'aider à transformer sa propre réalité. Voilà le rôle des institutions étatiques et de tous ceux qui ont mission de les gérer. La justice de notre pays ne doit pas être une justice de la persécution, de la souffrance, de la destruction et de la mort.

Le Dr. Aristide, en guise de remerciements au peuple haïtien, a présenté le jeudi 9 mai un point de presse, qui a succédé à la journée historique du mercredi 8 mai 2013 : *«Le peuple haïtien a fait de cette journée ordinaire du 8 mai une journée extraordinaire »*. Formule que le leader a martelée à plusieurs reprises. Le Dr. Aristide a profondément remercié le peuple haïtien, qui malgré la tragique situation dans laquelle il vit, continue à susciter l'espoir

Le leader de FanmiLavalas a souligné à l'encre forte la situation misérable du peuple haïtien, qui souffre de la faim, une terrible faim exigeant une solution immédiate, mais concertée. Néanmoins, il a reconnu qu'un seul parti politique, même Lavalas dans sa fulgurante percée, ne peut à lui seul résoudre le problème. Le leader a donc fait appel à l'union de tous les fils et filles du pays pour résoudre ce problème qui écrase la majorité nationale. Le Dr. Aristide l'a dit clairement *« Si des élections libres, honnêtes et démocratiques se tenaient dans le pays,* **Lavalas l'aurait emporté ».** D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle, Jean Bertrand Aristide est persécuté et sera toujours persécuté.

Haïti exige des institutions crédibles et la construction d'un Etat de droit. Il est temps pour nous de construire cet Etat-Nation d'inclusion sociale, cet Etat-Nation dans lequel tous les Haïtiens, à quelque niveau, classe sociale, fortune, capacité intellectuelle, lieu d'habitation, qu'ils appartiennent, puissent vivre leur vie librement dans cette grande aventure qu'est l'existence humaine.

Suite de la page (20)

sous silence le travail colossal de «M. propre du foot allemand» connu sous le nom d'Uli Höness comme manager du Bayern Munich depuis 30 ans. Depuis le 22 avril 2013, Uli Höness est passé de «M. propre à M. sale».

Qui est Uli Höness?

Ulirich «Uli» Höness né le 5 janvier 1952 à Ulm est footballeur allemand. Il évolue au poste d›attaquant ou de milieu offensif du début des années 1970 à la fin des années 1970. Après 30 ans passés au poste manager du Bayern de Munich (1979-2009), il devient président du club le 27 novembre 2009.

Il est l'un des meilleurs joueurs Ouest-allemands de son époque, indissociable des grands succès de l'équipe RFA (République Fédérale Allemande) et du Bayern Munich dans les années 1970. Vainqueur du championnat d'Europe des nations en 1972 et de la coupe du monde en 1974, il a aussi remporté trois coupes d'Europe en 1974, 1975 et 1976.

Recruté en 1970 par l'entraîneur Udo Lattek au sein de l'effectif du Bayern Munich, Uli Höness a joué 250 matches de Bundesliga et inscrit 86 buts entre 1970 et 1979. En sélection, il fut un grand ami de Paul Breitner formant un duo hallucinant. Il a mis fin à sa carrière assez prématurément en 1979, alors qu'il n'a que 27 ans. À la fin de sa carrière de joueur en 1979, il devient manager du Bayern Munich. Le 27 novembre 2009, il succède à Franz Beckenbauer à la présidence du club. Il forme avec Franz Beckenbauer et Karl-Heinz Rummenigge le trio de joueurs légendes qui sont les dirigeants du Bayern Munich depuis 15-20 ans.

En 2013, il est soupçonné d'avoir dissimulé plus de 10 millions d'euros au fisc et se retrouve au cœur de l'un des plus gros scandales de l'histoire du sport allemand.

Les révélations du président du FC Bayern Munich ont fait l›effet d›une bombe en Allemagne. L›homme, l›une des figures les plus influentes de la vie publique, a reconnu détenir un compte de plusieurs millions d›euros en suisse.

Il incarnait la fibre morale et sociale du foot allemand. Désormais, en Allemagne, seule une question reste associée au nom d'Uli Höness, président du Bayern Munich: combien a-t-il dissimulé au fisc sur un compte en suisse? Dix millions d'euros? Plusieurs centaines de millions d'euros? La violence du séisme provoquée par les révélations de l'hebdomadaire «FOCUS» de ce qu'Uli Höness représente. Il n'est pas seulement le président du club le plus titré du pays qui vient de remporter son 23è titre de champion d'Allemagne. Cet homme de 61 ans est aussi un inlassable détracteur du foot business et n'a jamais manqué une occasion de critiquer la folie dépensière des clubs espagnols ou italiens.

«En fait il était un phénomène et même ses plus grands détracteurs lui reconnaissaient au moins le mérite d'avoir une vraie fibre sociale,» affirme le lundi 22 Avril la SUEDDEUTSCHE ZEITUNG. Uli Höness avait, d'après les médias allemands, d'autant plus de mérite dans son combat sur la solidarité fiscale que sa fortune était croyait-on connue de tous. En plus de ses activités sportives, il est également connu pour être le patron d'une prospère société de fabrication de saucisses qui vient de passer un juteux contrat pour l'Allemagne avec le roi du hamburger Mac Donald's.

C'est donc bien de la chute d'une icône qu'il s'agit. Une icône incarnant un certain modèle à l'allemande qui voulait réconcilier succès économique et conscience sociale. Ce n'est pas un hasard si comme le rappelle le quotidien DIE WELT, la chancelière allemande Angela Merkel l'avait invité plusieurs fois pour échanger leur point de vue sur des sujets de société. Après le scandale du fisc, Angela Merkel s'est dit déçue par Uli Höness.

Mettons de côté les problèmes fiscaux d'Uli Höness et parlons plutôt des exploits du Bayern Munich auxquels il a contribué comme dirigeant pendant plus de 30 ans. Avec deux équipes allemandes, une belle affiche sera présentée pour cette finale de la ligue des champions 2013: le Borussia Dortmund et le Bayern Munich. Ce sera le 25 Mai sur la pelouse du stade de Wembley en Angleterre. Une finale 100% allemande et qui devrait être remportée par l'équipe de M. Propre du foot allemand en l'occurrence le Bayern Munich qui part grand favori dans cette compétition.

Très attendue, la grande finale de la ligue des champions 2013 devrait faire un véritable carton. Voilà en tout cas une date que tous les amateurs du ballon rond se doivent d'indiquer dans leurs agendas car cette finale s'annonce incroyable! Si c'était «Barcelone vs Real Madrid», tout le monde dirait «un classico», les allemands qui seront à Wembley le 25 Mai vont plutôt scander «Klassiker».

Dario Talabert de Montréal

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
Happily married, nature-loving couple wishes to adopt a baby. We promise love, laughter, education, and security. Expenses paid. www.DonaldAndEsther.com. (Se habla espanol.) 1-800-965-5617.

ADOPTION
A happily married couple promises cozy home, secure future, extended family, unconditional love for baby of any race. Expenses paid. Leslie/ Daniel TOLL FREE 1-855-767-2444. danielandleslieadopt@gmail.com

AUCTIONS
SULLIVAN COUNTY REAL PROPERTY TAX FORECLOSURE AUCTION: 300+/- Properties June 13+14 @ 9:30AM. At "The Sullivan" Route 17 Exit 109. 800-243-0061 AAR. & HAR, Inc. FREE brochure: www.NYSAuctions.com

BUYING/SELLING
Gold, gold coins, sterling silver, silver coins, silver plate, diamonds, fine watches (Rolex, Cartier, Patek), paintings, furs, estates. Call for appointment 917-696-2024 JAY

HELP WANTED
TLC-Licensed DRIVERS WANTED! With or without car. Alpha Car Service, Flatbush Ave. & Ave. I, B'klyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
Drivers- HIRING EXPERIENCED/ INEXPERIENCED TANKER DRIVERS! Earn up to $.51/mile! New Fleet Volvo Tractors! 1 Year OTR Exp. Req.-Tanker Training Available. Call Today: 877-882-6537 www.OakleyTransport.com

HELP WANTED
Driver- One Cent Raise after 6 &12 months. $0.03 Enhanced Quarterly Bonus. Daily or Weekly pay. Hometime Options. CDL-A, 3 months OTR exp. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED
AIRLINES ARE HIRING –Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified -Job placement assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance 866-296-7093.

LAND FOR SALE
UPSTATE NY COUNTRYSIDE SPRING LAND SALE $5,000 Off Each Lot 6 AC w/ Trout Stream: $29,995 3 AC / So. Tier: $15,995 5.7 AC On the River: $39,995 Beautiful & All Guaranteed Buildable. Financing Available. Offer Ends 5/31/13. Call Now: 1-800-229-7843 www.landandcamps.com

LAND FOR SALE
LENDER ORDERED SALE! 5 acres - $19,900. Certified organic farm land! Views, fields, woods! Just off NY State Thruway! Terms! Call NOW! (888) 905-8847! upstateNYland.com

LAND FOR SALE
LAKE SALE: 6 acres Bass Lake $29,900. 7 acres 400' waterfront $29,900. 6 lake properties. Were $39,900 now $29,900. www.LandFirstNY.com. Ends May 31st Call Now! 1-888-683-2626.

LEGAL
SUPREME COURT: KINGS COUNTY. VNB NEW YORK CORP., Pltf. vs. 655 MCDONOUGH ST. REALTY LLC; et al, Defts. Index #15533/2009. Pursuant to judgment of foreclosure and sale and the addendum thereto dated Dec. 7, 2012 and entered Jan. 8, 2013, I will sell at public auction in Room 224 of the Kings County Supreme Court, 360 Adams St., Brooklyn, NY on Thursday, Apr. 18, 2013 at 2:30 p.m., prem. k/a 655 McDonough St., Brooklyn, NY a/k/a 655 MacDonough St., Brooklyn, NY, a/k/a Block 1497, Lot 72. Said property located at a point on the northerly side of McDonough St. distant 25 ft. easterly from the corner formed by the intersection of the northerly side of McDonough St. with the easterly side of Howard Avenue; being a plot 100 ft. x 25 ft. Approx. amt. of judgment is $846,247.05 plus costs and interest. Sold subject to terms and conditions of filed judgment and terms of sale. JULIE CLARK, Referee. CULLEN AND DYKMAN LLP, Attys. for Pltf., 44 Wall St., 19th Floor, New York, NY. #82371

LEGAL
NYC~REAL ESTATE CLOSINGS $895.00. Expd Attorney. Free Buy/ Sell Guide.
ESTATES/CRIMINAL MATTERS Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300. www.lovelllawnewyork.com

MISCELLANEOUS
Attend College Online from Home. *Medical, *Business, *Criminal Justice, *Hospitality. Job placement assistance. Computer and Financial Aid if qualified. SCHEV authorized. Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

MISCELLANEOUS
GET A FREE VACATION as well as IRS tax deduction BY DONATING your vehicle, boat,
property, collectibles to DVAR. Help teens in crisis. Call: 1-800-338-6724.

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-35. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

REAL ESTATE
Cape Charles, VA - Homesite in gated golf course community, on 4th fairway w/pond & short walk to sandy beach on Chesapeake Bay & Marina Weichert Realtors 757-787-1010 or andy@mason-davis.com

SERVICES
Cellini Chair Doctor. Refinishing, Reupholstery, Caning, Drapery, Chairs, Tables, Bedrooms, Diningrooms, Custom Upholstered Headboards, Valences, Cornices & more. Over 50 years experience. FREE ESTIMATES call 347-627-5273.

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419

WANTED TO BUY
WE BUY ANYTHING OLD. Costume Jewelry, fountain pens, old watches, world fair and military items. Cigarette lighters, anything gold. Call Mike 718-204-1402.

Ligue des champions : Finale toute Allemande (La chute de Mr Propre du foot allemand Uli Höness)



Depuis le 22 avril 2013, Uli Höness, manager du Bayern Munich depuis 30 ans, est passé de « M. propre à M. sale»

Par Dario Talabert

Plus de 60% d'amateurs du ballon rond auraient parié pour une finale toute espagnole (Barcelone vs Real Madrid). Qui l'aurait cru que pendant que le football espagnol rafle toutes les coupes au cours des cinq dernières années tant au niveau des clubs que sélections, voilà que deux équipes allemandes (Bayern Munich vs Borussia Dortmund) fouleront la pelouse de Wembley pour discuter la grande finale de la ligue des champions. Sans rien enlever aux efforts déployés par le Borussia Dortmund pour arriver jusqu'à la grande finale, le Bayern Munich est le club le plus complet sur la planète cette année. De jeunes joueurs comme Thomas Muller, fils du légendaire Gerd Muller, le polonais Robert Lewandowski, le germano-ghanéen Jérôme Boateng, Diego Contento, Holger Badstuber tous les trois âgés de 24 ans sont épaulés par des jeunes vétérans aguerris comme Frank Ribéry, le capitaine Philippe Lahm, Schweinsteiger, Arjen Robben, Mario Gomez etc..

On ne peut garder

Suite à la page (19)

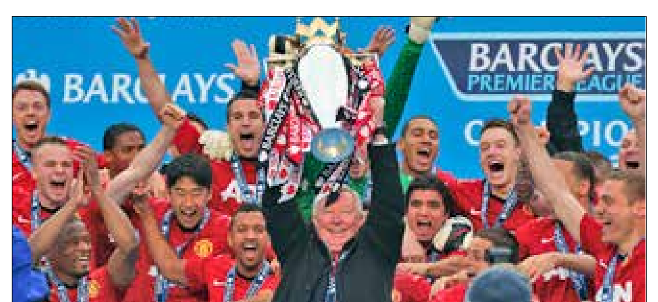
Europe : la fin des grands championnats de foot 2012-2013 s'approche !



Barcelone Champion de la Liga



Bayern de Munich



Manchester United



La Juventus de Turin championne d'Italie



Paris Saint Germain

Par Marie Laurette Numa

On est au mois de mai, c'est dire qu'on s'approche de la fin des principaux championnats qui se déroulaient dans le continent européen. En Italie, il reste encore une journée mais le champion est déjà connu depuis la semaine dernière ; il s'agit de la Juventus de Turin qui conserve donc son titre conquis en 2012 et devient pour la 29e fois de son histoire championne d'Italie.

Les autres équipes italiennes qui auront à participer à la prochaine ligue des champions 2013-2014 seront le Napoli deuxième du championnat et le Milan ou la Fiorentina qui doivent attendre la dernière journée pour déterminer le troisième au classement de la ligue italienne.

En Allemagne, le Bayern de Munich vient de se sacrer pour la 22eme fois champion d'Allemagne avec une différence de points nettement supérieure à son dauphin le Borussia Dortmund. Signalons que la saison prochaine, c'est l'ancien mentor du Barça l'espagnol Pep Guardiola qui dirigera le Bayern puisque l'entraîneur allemand Jupp Heynckes 68 ans a pris sa retraite.

En France, le Paris St Germain vient de décrocher son 3e titre de champion de France sous la direction du technicien italien Carlos Ancelotti. Cependant, selon le quotidien espagnol AS, malgré le titre de champion de France, l'avenir d'Ancelotti reste toujours incertain, vu qu'il aurait décidé de quitter le PSG pour être annoncé avec insistance du côté du Real Madrid.

En Angleterre Manchester United a été également sacré champion et ce lundi 13 mai des dizaines de milliers de supporteurs du Club ont défilé du stade d'Old Trafford au centre-ville pour fêter le 20e titre de champion d'Angleterre des «Red Devils» et surtout rendre hommage à l›entraîneur Alex Ferguson, qui a pris sa retraite après 26 ans de règne fructueux, marqué par treize titres de champion d›Angleterre, deux Ligues des champions, cinq FA Cup et quatre Coupes de la Ligue. *Il sera remplacé par David Moyes l'actuel technicien d'Everton.*

Par ailleurs son grand rival Manchester City classé en 2e position vient de licencier son entraîneur Italien Roberto Mancini.

Espagne : 22e titre national pour le Football Club Barcelone et notamment le quatrième en cinq ans. Son rival et deuxième le Real Madrid sera sans doute divorcé d'avec son entraîneur Mourinho vu que ce mardi, le quotidien sportif AS affirme même que le président du Real Florentino Perez a proposé à Ancelotti de faire de Zinedine Zidane, son adjoint sur le banc madrilène.

La liste des 23 brésiliens pour la Confédération

Surprise(s) dans la liste des 23 Brésiliens retenus par Luiz Felipe Scolari pour la Coupe des Confédérations qui se tiendra du 15 au 30 juin 2013 prochain au Brésil : Kaka et Ronaldinho ont tous les deux été écartés par le sélectionneur de la Seleçao. Autre choix effectué par le technicien : se priver du milieu de terrain de Chelsea Ramires au profit du milieu défensif du Bayern Munich Luiz Gustavo. Les 23 joueurs sélectionnés sont :

Gardiens : Julio Cesar (Queens Park Rangers), Diego Cavalieri (Fluminense), Jefferson (Botafogo)

Défenseurs : Daniel Alves (FC Barcelone), Marcelo (Real Madrid), Felipe Luis (Atletico Madrid), Jean (Fluminense), Thiago Silva (Paris Saint-Germain), David Luiz (Chelsea), Dante (Bayern Munich), Rever (Atletico Mineiro)

Milieux : Paulinho (Corinthians), Luiz Gustavo Bayern Munich), Fernando (Gremio), Hernanes (Lazio Rome), Jadson (Sao Paulo), Oscar (Chelsea), Lucas (Paris Saint-Germain), Bernard (Atlético Mineiro)

Attaquants : Neymar (Santos), Fred (Fluminense), Hulk (Zenit de Saint-Pétersbourg), Leandro Damiao (Internacional)

